

DÉCÈS EN MARTYR DU COMMANDANT
PILOTE BEN MEBKHOUT TAHAR

**Le Président
Tebboune présente
ses condoléances**

P. 24

APPO

**Arkab : «Le rôle de l'Algérie
dans le renforcement de la
coopération avec les Etats
membres mis en avant»**

P. 24

46^e ANNIVERSAIRE DE LA JOURNÉE
DE LA TERRE

**Les Palestiniens
demeurent attachés
à leurs racines**

P. 15

SALON DE LA WILAYA D'ALGER DES PRODUITS ALGÉRIENS EXPORTÉS

Participation de plus de 40 opérateurs économiques

Plus de 40 opérateurs économiques participent au Salon de la wilaya d'Alger des produits algériens exportés au Palais des expositions (Pins maritimes), inauguré par le ministre du Commerce et de la promotion des exportations, Kamel Rezig et du wali d'Alger, Ahmed Mabed. P. 6



APN

**Tabi : «Les textes adoptés
interviennent en soutien
du programme de réformes
du Président Tebboune »**

P. 3

INFRASTRUCTURES MÉDICALES

**Benbouzid :
«Levée de la
décision de gel
des projets»**

P. 10

COVID-19

**Levée des mesures de
distanciation pendant
l'accomplissement
de la prière**

P. 4

SANTÉ

SPORT

**Effets sur
les os, les
articulations
et les
tendons**

Pp 12-13

F  T B A L L

LIGUE 1 (23^e JOURNÉE)

**Le MCA toujours
dauphin, la JSS
rate le coche
à Béchar**

P. 21



ÉDUCATION -
BACCALAURÉAT

**Installation
d'une commission
intersectorielle
pour préparer
le baccalauréat
artistique**

P. 16

RAMADHAN

**La nuit
du doute
prévue
vendredi
1^{er} avril**

P. 2

RAMADHAN

La nuit du doute prévue vendredi 1^{er} avril

La nuit du doute pour la détermination du premier jour du mois de Ramadhan 1443 de l'hégire aura lieu vendredi 1^{er} avril 2022 au soir, a annoncé mardi le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs dans un communiqué.

La Commission nationale d'observation du croissant lunaire se réunira vendredi soir à Dar El-Imam Sidi Abderrahmane At-Thaâlibi à Mohammadia (Alger) à l'occasion de la nuit du doute pour déterminer le premier jour du mois de Ramadhan 1443, a précisé le communiqué.

Une conférence spéciale sera organisée à cette occasion et sera retransmise par les médias, selon la même source.

ARABIE SAOUDITE - ALGÉRIE

Le Réseau GEN Algeria remporte le prix "Champion catalizer for activities per capita" à Riyad



Le Réseau entrepreneurial global (GEN Algeria) a remporté lundi le prix "Champion catalizer for activities per capita", lors du Congrès mondial de l'entrepreneuriat (GEC), tenu à Riyad (Arabie Saoudite), a indiqué un communiqué des services du ministère délégué auprès du Premier ministre, chargé de la Micro-entreprise.

"L'Algérie, représentée par le Réseau entrepreneurial global (GEN Algeria), a remporté lundi le prix +Champion catalizer for activities per capita+, lors du Congrès mondial de l'entrepreneuriat (GEC), tenu à Riyad (Arabie Saoudite)", lit-on dans le communiqué.

Le ministère délégué auprès du Premier ministre chargé de la Micro-entreprise prend part, du 27 au 30 mars 2022, aux travaux du GEC, au sein d'une délégation officielle multisectorielle, précise la même source.

COMMERCE

Rezic évoque avec l'ambassadeur de Jordanie les moyens de renforcement des relations bilatérales

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezic, a reçu, lundi à Alger, l'ambassadeur de Jordanie en Algérie, Chaker Attallah El Amouch, avec qui il a examiné les moyens de renforcement des relations économiques bilatérales, notamment dans le domaine du commerce, a indiqué un communiqué du ministère.

Lors de cette rencontre, M. Rezic a évoqué "l'état des relations bilatérales et les mécanismes de leur renforcement, notamment le volet relatif au commerce".

NUMÉRIQUE

Concours pour la création d'une plateforme numérique pour recueillir les préoccupations des citoyens destinées au Médiateur de la République



Le ministère délégué auprès du Premier ministre chargé de l'Economie de la connaissance et des Start-up a annoncé lundi dans un communiqué l'organisation d'un concours national pour la création d'une plateforme numérique pour recueillir et traiter les préoccupations des citoyens destinées au Médiateur de la République.

Cette première initiative du genre en Algérie, placée sous le haut patronage du Président de la République, mettra à contribution les start-up, les clubs scientifiques et les acteurs du numérique qui proposeront les meilleures solutions intelligentes pour la création de la plateforme.

Selon la même source, cette plateforme permettra de réduire les entraves bureaucratiques et d'améliorer le rendement de l'administration au service des intérêts des citoyens.

Le ministère délégué invite les personnes intéressées par ce concours à visiter le site dédié à ce dernier à l'adresse (<https://www.cirm.gov.dz>) pour prendre connaissance des détails techniques de la plateforme et des conditions de participation.

MÉTÉO - BMS

Des pluies parfois orageuses sur le Centre et de l'Est

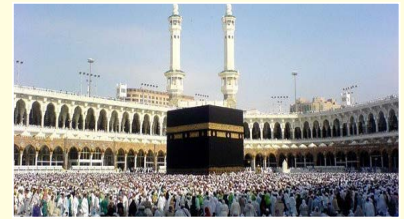
Des pluies, parfois sous forme d'averses orageuses, affecteront plusieurs wilayas du Centre et de l'Est du pays à partir de mardi soir, annonce un bulletin météorologique spécial (BMS) émis par les services de l'Office national de météorologie. Les wilayas concernées par ce BMS, placé au niveau de vigilance "Orange" sont: Tيارت, Nord de Djelfa, Tissemsilt, Médéa, Blida et Bouira où les quantités de pluies attendues oscilleront entre 20 et 40 mm et pouvant atteindre ou dépasser localement 50 mm de mardi à 16h00 au mercredi à 06h00. Ces averses toucheront également, avec les mêmes quantités, les wilayas de M'sila, Bordj Bou Arreridj, Sétif, Mila, Constantine, Skikda, Jijel, Bejaïa, Tizi-Ouzou et Boumerdes de mardi à 21h00 au mercredi à 09h00.

Des chutes de grêle avec des rafales de vent sous orages sont également prévues.



HADJ - OMRA

Plus de 300 agences de tourisme postulent pour la saison de la Omra 2022



Plus de 300 agences de tourisme et de voyage ont présenté leurs candidatures via le portail électronique de la Omra pour l'organisation de la saison de la Omra pour l'année 2022, indique, lundi, un communiqué de l'Office national du pèlerinage et de la Omra (ONPO). "314 agences de tourisme et de voyage ont procédé, dimanche, à la présentation de leurs candidatures en s'inscrivant via le portail électronique de la Omra dans le cadre de la saison de la Omra pour l'année 2022.

144 agences ont téléchargé leurs dossiers via ce portail, dont 54 ont été acceptés", précise la même source. Les services compétents de l'Office "poursuivent le traitement des dossiers de candidature des agences pour leur permettre d'obtenir une autorisation dans un délai n'excédant pas 24h une fois toutes les formalités accomplies.

Il a été procédé, aujourd'hui, à l'élaboration et à l'octroi de 28 autorisations", note le communiqué. L'opération d'inscription "se poursuit jusqu'à jeudi prochain comme annoncé auparavant par l'ONPO dans le cadre des préparatifs de la saison de la Omra pour 2022".

CANDIDATURE DE L'ALGÉRIE POUR ABRITER LE SIÈGE DE L'AMA

Benabderrahmane reçoit l'équipe d'évaluation dépêchée par la Commission de l'UA

Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane a reçu, lundi à Alger, l'équipe d'évaluation dépêchée par la Commission de l'Union africaine (UA) en visite de travail en Algérie dans le cadre de sa candidature pour abriter le siège de l'Agence africaine du médicament (AMA). "Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane a reçu, lundi 28 mars 2022 au Palais du gouvernement, l'équipe d'évaluation dépêchée par la Commission de l'UA, conduite par M. Aggrey John Douglas Ambali de l'Agence de développement de l'UA-NEPAD, en visite de travail en Algérie dans le cadre de sa candidature pour abriter le siège de l'AMA", indique un communiqué des services du Premier ministre.

Cette rencontre a constitué une occasion pour "affirmer l'engagement ferme et indéfectible de l'Algérie en faveur de l'Afrique et de l'UA, ainsi que sa détermination à soutenir ses initiatives visant à promouvoir l'intégration africaine et concrétiser les objectifs de l'agenda continental 2063, notamment le projet de l'Agence Africaine du Médicament (AMA), autour duquel des discussions ont été menées concernant la proposition de l'Algérie relative au siège de l'Agence", a conclu le communiqué.

EL BAYADH

Le défunt moudjahid Hammami El Bachir inhumé à Labiodh Sidi Cheikh

Le moudjahid Hammami El Bachir dit "El Djeddi", décédé dimanche soir à l'âge de 82 ans, a été inhumé lundi au cimetière d'El Kasr Guerbi dans la commune de Labiod Sidi Cheikh (El Bayadh) en présence des autorités locales, de représentants de la famille révolutionnaire et d'une foule nombreuse.

Le défunt, né en 1940 à Labiodh Sidi Cheikh, est issu d'une famille connue pour son combat et son attachement aux valeurs musulmanes et



nationales. Il rejoint les rangs de l'ALN en 1957, à l'âge de 16 ans, en compagnie de son père, le chahid Kaddour Hammami et son oncle Boutayeb Hammami.

Il a pris part à plusieurs batailles et opérations contre les forces armées françaises au sein de la katiba, commandée par le moudjahid Naïmi Naïmi ayant infligé de lourdes pertes à l'armée coloniale, à l'instar de la bataille Oum El Guerraïf menée en 1960 près de la zone de Chellala.

APN Adoption du projet de loi fixant l'organisation de la Haute autorité de transparence...

Les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont adopté mardi le projet de loi fixant l'organisation, la composition et les attributions de la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption.

La séance de vote s'est déroulée en plénière présidée par Brahim Boughali, président de l'APN en présence du ministre de la Justice, garde des Sceaux, Abderrachid Tabi.

Les dispositions de ce texte s'appuient sur plusieurs conventions et traités internationaux ratifiés par l'Algérie, telles la Convention de l'Union africaine sur la prévention et de la lutte contre la corruption de 2003, ainsi que la Convention des Nations unies contre la corruption et d'autres conventions similaires.

Le projet de loi prévoit 40 articles et plusieurs principes, dont la non-interférence entre les pouvoirs de la Haute autorité et des autres autorités chargées de la prévention et de la lutte contre la corruption, notamment le pouvoir judiciaire et la Cour des comptes.

Le texte détermine en outre les attributions de la Haute autorité, notamment dans le domaine de la consécration des principes de transparence et de probité dans la gestion des affaires publiques.

Selon le projet de loi, "toute personne physique ou morale peut saisir la Haute autorité de faits de corruption (informations, données ou preuves)" et "pour être recevables, les plaintes ou signalements doivent être adressé(e)s par écrit, être signé(e)s et contenir des éléments sur les faits de corruption et des éléments suffisants sur l'identité de l'auteur du signalement".

L'autorité peut également, de sa propre initiative ou après sa saisine concernant un manquement aux conditions de probité, prendre plusieurs mesures : adresser des avertissements au concerné et notifier le procureur général compétent en cas de non-déclaration du patrimoine ou de fausse déclaration.

Cette autorité œuvrera à la

promotion et au renforcement du rôle de la société civile dans la lutte contre la corruption par la mise en place d'un réseau favorisant la transparence dans l'organisation des activités caritatives, religieuses, culturelles et sportives des établissements publics et privés.

A noter que la Haute autorité "établira un rapport annuel sur ses activités qu'elle soumettra au Président de la République et informera l'opinion publique de sa teneur, en consécration de la culture de transparence".

... du projet de loi portant découpage judiciaire

Les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont adopté mardi le projet de loi portant découpage judiciaire lors d'une plénière présidée par Brahim Boughali, président de l'APN, en présence du ministre de la Justice, garde des Sceaux, Abderrachid Tabi et de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar.

Ce projet de loi prévoit une révision du cadre juridique du découpage judiciaire en vue de son adaptation aux dispositions liées aux juridictions administratives et ordinaires et permettre une cohésion avec les articles de la loi organique relative à l'organisation judiciaire.

Le texte prend en compte les nouveautés de la législation nationale en se fondant notamment sur les dispositions des articles 165 et 179 de la Constitution prévoyant la généralisation du double degré de juridiction et la création de tribunaux administratifs.

Il contient 19 articles qui peuvent être répartis sur 3 axes dont le découpage judiciaire juste, en ce sens qu'il est proposé l'augmentation du nombre des cours de 48 à

58 conformément au découpage territorial du pays suite à la création de 10 nouvelles wilayas au Sud.

Le texte prévoit également la création de tribunaux dans le ressort de chaque cour, la possibilité de créer un ou plusieurs tribunaux au niveau de la même commune et d'étendre la compétence territoriale du tribunal à plusieurs communes, ainsi que la création de sections dans le domaine de compétence des tribunaux au niveau des communes sur décision du ministre de la Justice.

En vertu des dispositions de la loi organique relative à l'organisation judiciaire, adoptée par l'APN, le projet stipule la création, au sein du territoire de compétence de certaines Cours de justice, des tribunaux commerciaux, dont le nombre et le ressort devront être définis par voie réglementaire.

Les modalités d'organisation de ces tribunaux seront aussi définies dans le projet de loi modifiant et complétant le Code de procédure civile et administrative, qui sera présenté à l'APN prochainement.

Le deuxième axe du projet porte sur le découpage judiciaire administratif, où il sera procédé à la création de 6 tribunaux d'appel, sis à Alger, Oran, Constantine, Ouargla, Béchar et Tamanrasset, en ce sens qu'il a été pris en considération concernant ce découpage la portée géographique du territoire national, les questions présentées à la juridiction administrative et les répercussions sur les justiciables.

Concernant le troisième axe, il concerne les dispositions transitoires, dans la mesure où le texte de loi énonce la situation progressive des dix nouvelles Cours de justice lors de la réunion de toutes

les conditions nécessaires pour leur fonctionnement.

Les procédures existantes au niveau des anciennes Cours devront rester en vigueur".

... et du projet de loi fixant les modalités d'élection des membres du CSM

Les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont adopté, mardi, le projet de loi organique fixant les modalités d'élection des membres du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) et ses règles d'organisation et de fonctionnement.

Le vote s'est déroulé lors d'une séance plénière, présidée par Brahim Boughali, président de cette instance, en présence du ministre de la Justice, Garde des Sceaux, Abderrachid Tabi.

Cette loi organique "entre dans le cadre de l'adaptation des textes juridiques à la Constitution et vient en application des dispositions de son article 180 qui a consacré à la magistrature un chapitre entier".

Présidé par Monsieur le président de la République, le CSM comprend 26 membres : le premier président de la Cour suprême, en qualité de vice-président, le président du Conseil d'Etat, quinze (15) magistrats élus par leurs pairs, deux (2) magistrats issus de la formation syndicale des magistrats, six (6) personnalités choisies pour leur compétence, en dehors du corps de la magistrature (2 choisies par le Président de la République, 2 choisies par le président de l'APN en dehors des députés et 2 choisies par le président du Conseil de la nation en dehors de ses membres) et le président du Conseil national des droits de l'Homme.

Le CSM présente un rapport d'activités annuel au président de la République.

CONSEIL DE LA NATION Présentation des projets de loi relatifs à l'AASST et au CNRST

Le projet de loi définissant l'organisation, la composante, le fonctionnement et les missions de l'Académie algérienne des sciences et technologies (AASST) et le projet de loi définissant les missions, la composition et l'organisation du Conseil national de la recherche scientifique et des technologies (CNRST) ont été présentés mardi au Conseil de la nation.

Présentant les deux projets de loi, lors d'une séance plénière au Conseil de la nation, présidée par Salah Goudjil, président de l'institution parlementaire, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane, a précisé que l'Académie algérienne des sciences et technologies et le Conseil national de la recherche scientifique et des technologies étaient des "instances scientifiques autonomes consacrées par la Constitution du 1er novembre et placées auprès du Président de la République", soulignant qu'elles "ne font pas partie des structures et établissements du secteur de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique".

L'AASST se veut "une instance de réflexion, d'expertise et de consultation dans divers domaines des sciences et technologies modernes et un partenaire des institutions étatiques et des instances publiques et privées", a indiqué le ministre.

Le CNRST, quant à lui, est chargé de "tracer la politique nationale en matière de recherche scientifique et de développement technologique dans les sciences et technologies, ainsi que dans les sciences sociales".

Il a également pour mission d'établir les priorités entre les programmes nationaux de recherche et de coordonner et d'évaluer leur mise en œuvre", a-t-il ajouté.

Selon le premier responsable du secteur, l'Académie algérienne des sciences et technologies est "un nouveau jalon qui vient s'ajouter à l'édifice institutionnel national, notamment en matière d'adaptation et d'accompagnement de la dynamique du progrès scientifique et technologique et de contribution au développement des méthodologies et programmes d'enseignement des sciences et technologies".

Les membres fondateurs de cette instance au nombre de 46 ont été "sélectionnés sur la base des critères d'excellence, en termes de recherches, de publications et d'autres contributions dans leurs domaines de compétence", ainsi qu'au regard de "leur grade universitaire au rang de professeur dans les universités, écoles, grands instituts, centres et laboratoires de recherche nationaux et étrangers, parmi lesquels des personnalités algériennes représentant l'élite scientifique dans le pays et parmi la communauté nationale à l'étranger, qui ont fait leurs preuves à l'échelle internationale", a fait savoir M. Benziane.

"Les 154 membres restants seront sélectionnés progressivement par leurs pairs selon des critères d'excellence, lors de sessions de l'Assemblée générale (AG) de l'AASST, pour atteindre un total de 200 membres permanents", a-t-il ajouté.

Le ministre a évoqué la possibilité d'accepter d'autres membres de haut niveau dans les spécialités de l'Académie en vue de contribuer au développement scientifique et technologique, lesquels seront sélectionnés lors d'une session de l'AG de l'Académie.

Concernant le projet de loi définissant les missions, la composition et l'organisation du Conseil national de la recherche scientifique et des technologies (CNRST), le ministre a affirmé que l'amendement visait à "doter le conseil d'une cellule de veille et de prospective et à adapter cette loi avec les dispositions de la nouvelle Constitution". La création de ce conseil "participe de la volonté des autorités publiques de relancer la politique nationale en faveur de la consolidation des bases de l'économie nationale, de la promotion de la recherche scientifique et du développement technologique et du renforcement de l'investissement dans les connaissances, les savoir-faire et les applications technologiques", a soutenu M. Benziane.

Benziane: «Aucune interférence entre les prérogatives de l'AASST et du CNRST»

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane, a affirmé mardi qu'aucune interférence n'existait entre les prérogatives de l'Académie algérienne des sciences et technologies (AASST) et le Conseil national de la recherche scientifique et des technologies (CNRST).

Répondant aux questions des membres du Conseil de la Nation lors du débat du projet de loi définissant l'organisation, la composante, le fonctionnement et les missions de l'Académie algérienne des sciences et technologies (AASST) et le projet de loi définissant les missions, la composition et l'organisation du Conseil national de la recherche scientifique et des technologies (CNRST), au cours d'une plénière présidée par le président du Conseil, Salah Goudjil, le ministre a fait savoir qu'il n'y avait aucune "interférence entre les prérogatives de ces deux organes qui sont plutôt complémentaires".

Selon le ministre le rôle de l'Académie consiste en "l'expertise, la consultation et la complémentarité", ajoutant que "toutes les instances publiques et privées peuvent la consulter", tandis que le CNRST est "un organe qui élabore et met en place des stratégies de la recherche scientifique en Algérie tout en formulant des propositions au gouvernement".

Il a indiqué à ce propos que le gouvernement avait accordé la priorité aux sciences et technologies, soulignant que la sécurité alimentaire et énergétique ainsi que la santé du citoyen font partie de la stratégie de la recherche scientifique en Algérie.

APS

Tabi : «Les textes adoptés interviennent en soutien du programme de réformes du Président Tebboune»

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Abderrachid Tabi a affirmé, mardi à Alger, que les projets de loi adoptés par les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN), interviennent tous en soutien du programme de réformes du président de la République visant à "moraliser la vie publique et lutter contre toutes les formes de corruption".

Les quatre textes soumis au vote s'inscrivent dans le cadre du "renforcement du système juridique national avec des textes de loi adaptés à la Constitution", a indiqué M. Tabi, soutenant que les lois votées interviennent toutes en soutien du "programme du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune qui a placé la prévention et la lutte contre toutes les formes de corruption au centre des priorités". La ministre a salué, à cette

occasion, "l'attachement des membres de la chambre basse du Parlement, à l'enrichissement des textes de loi, à travers lesquels, nous tendons à consacrer le principe de l'indépendance de la Justice, à édifier l'Etat de droit, à lutter contre la corruption et à prendre en charge les préoccupations des jeunes, notamment parmi les porteurs de projets en vue de les associer au développement socio-économique du pays".

De son côté, le président de la Commission des affaires juridiques, administratives et des libertés, Mohamed Aziz, a estimé que l'adoption des projets de loi se veut "un acquis pour le système juridique au regard des dispositions qu'ils prévoient en consolidation de la place et du rôle du pouvoir juridique, tout en permettant au citoyen d'accéder à son droit

constitutionnel à la Justice, en sus de "la poursuite de l'effort national d'assainissement de la vie publique de toutes les formes de corruption et de dérive économique et politique". Les députés de l'APN ont adopté, lors de la séance plénière présidée par le président de l'Assemblée, Brahim Boughali, quatre projets de loi concernant le secteur de la Justice.

Il s'agit du projet de loi organique qui fixe les modalités d'élection des membres du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) et ses règles d'organisation et de fonctionnement, du projet de loi fixant l'organisation, la composition et les attributions de la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption, du projet de loi portant découpage judiciaire et du projet de loi portant Code de commerce.

APN adoption du projet de loi portant Code de commerce

Les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont adopté mardi le projet de loi modifiant et complétant l'Ordonnance n°75-59 portant Code de commerce.

Le vote s'est déroulé lors d'une plénière présidée par Brahim Boughali, président de l'APN, en présence du mi-

nistre de la Justice, garde des Sceaux, Abderrachid Tabi et de la ministre des Relations avec le Parlement, Bessma Azouar.

Ce texte de loi intervient dans le cadre de la poursuite d'adaptation du système commercial à l'évolution du commerce, afin de permettre aux jeunes porteurs de projets de

monter leurs propres entreprises et les impliquer dans le développement socio-économique du pays.

Il a pour but également d'encourager les compétences, notamment les jeunes, et créer une économie diversifiée, créatrice de richesses.

Ledit projet propose en

outre la mise en place d'un nouveau mode de sociétés commerciales, dites "sociétés par actions simplifiées" (SAS) dans le cadre de la promotion des start-up, lever les contraintes auxquelles se heurte l'opération de leur financement et adapter leur organisation et leur fonctionnement.

TRANSPORT AÉRIEN

Air Algérie: programme supplémentaire pour les vols internationaux

Le ministère des Transports a annoncé lundi dans un communiqué, un programme supplémentaire pour les vols d'Air Algérie vers les différentes destinations internationales, et ce à partir de demain mardi.

"En application de la décision du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune portant renforcement du programme actuel des vols d'Air Algérie vers les destinations internationales, le ministère des Transports révèle la première phase du programme supplémentaire pour les vols et qui entrera en vigueur à compter du 29 mars 2022", a précisé le communiqué.

Ce programme complémentaire comprend 16 vols sur le réseau européen, deux vols sur le réseau Moyen-Orient et un vol sur le réseau africain.

Le programme de vols internationaux supplémentaires d'Air Algérie se présente comme suit:

Sur le réseau européen :

- Alger - Paris - Alger: (19) vols hebdomadaires supplémentaires.
- Alger - Marseille - Alger: (02) vols hebdomadaires supplémentaires.
- Oran - Marseille - Oran: reprise avec une moyenne de (2) vols par semaine.
- Constantine-Marseille - Constantine: reprise avec une moyenne de (2) vols par semaine.
- Alger - Lyon - Alger: reprise avec une moyenne de (7) vols par semaine.
- Oran-Lyon-Oran: reprise avec une moyenne de (03) vols par semaine.
- Constantine-Lyon-Constantine: reprise avec une moyenne de (03) vols par semaine.
- Alger-Toulouse-Alger: reprise avec une moyenne de (02) vols par semaine.
- Oran-Toulouse-Oran: reprise avec une moyenne de (03) vols par semaine.
- Alger-Lille-Alger: reprise avec une moyenne de (04) vols par semaine.
- Alger-Nice-Alger: reprise avec une moyenne de (02) vols par semaine.
- Alger-Istanbul-Alger: (03) vols hebdomadaires supplémentaires.
- Alger-Milan-Alger: reprise avec une moyenne de (02) vols par semaine.
- Alger-Londres-Alger: (02) vols hebdomadaires supplémentaires.
- Alger-Bruxelles-Alger: reprise avec une moyenne de (02) vols par semaine.
- Alger-Genève-Alger: (02) vols hebdomadaires supplémentaires.

Via le réseau du Moyen Orient:

- Alger-Dubaï-Alger: (02) vols hebdomadaires supplémentaires.
- Alger-Le Caire-Alger: (01) vol hebdomadaire supplémentaire.

Via le réseau Afrique:

- Alger-Dakar-Alger: un (01) vol hebdomadaire supplémentaire.

COMMERCE - EXPORTATION

Groupe "Lafarge Algérie": exportation de près de 900.000 tonnes de clinker et de ciments

Le groupe "Lafarge Algérie" a exporté durant le premier trimestre de l'année en cours près de 900.000 tonnes de ciments et clinker vers des pays d'Afrique de l'Ouest et d'Amérique latine, a-t-on appris mardi auprès de ce groupe qui prévoit l'exportation de trois millions de tonnes de divers produits avant fin 2022.

Les opérations d'exportation ont enregistré une hausse durant les trois premiers mois de l'année en cours, estimée à 187% par rapport à la même période de l'année écoulée (exportation de 482.000 tonnes de clinker et de ciments blanc et gris), a indiqué à l'APS le manager chargé de la communication externe du groupe, Sofiane Yahim, expliquant cette augmentation par la demande croissante sur les deux produits sur le marché international.

Une importante quantité de clinker et de ciments blanc et gris a été exportée à partir d'Oran, Mostaganem, Jijel, Annaba et Skikda

RAMADHAN - MARCHÉ

Mesures pour garantir l'approvisionnement quotidien des wilayas du Centre en produits de large consommation

La Direction régionale du Commerce et de la promotion des exportations de la zone Blida (DRC) a prévu toutes les mesures nécessaires pour assurer l'approvisionnement des marchés des wilayas du Centre de pays, en différentes denrées alimentaires, durant le mois sacré du Ramadhan, a-t-on appris, lundi, auprès de la DRC.

"En prévision du mois de Ramadhan, nous avons pris toutes les mesures susceptibles de garantir l'approvisionnement des marchés des wilayas relevant de la DRC-Centre en différents produits alimentaires et agricoles, à savoir Blida, Tizi-Ouzou, Bouira, Médéa, Ain Defla et Djelfa, pour éviter toute perturbation dans la distribution des denrées de large consommation, notamment celles fortement prisées durant le mois sacré", a indiqué, à l'APS, la directrice locale du Commerce et de la promotion des exportations, Samia Abbassa.

Selon les prévisions de la DRC, la production de semoule à Blida atteindra les 158,39 quintaux/jour (qx/J), contre 186,88 qx/J de farine, a ajouté Mme Abbassa, assurant la disponibilité, à travers la wilaya, de neuf (9) m inoteries approvisionnées régulièrement en blé dur et tendre, par l'Office national interprofessionnel des céréales.

Concernant le lait pasteurisé subventionné, les services de la DRC tablent sur une production de 109.000 litres/jour à Blida, devant être renforcée par un volume supplémentaire fourni par des wilayas voisines.

A Tizi-Ouzou, la DRC de Blida prévoit une production de 360.089 litres de lait/j, parallèlement à 575 qx/j de semoule et 5037 qx/j de farine, a-t-elle fait savoir.

Entre fin mars et début mai prochain, il est prévu une récolte de 510 tonnes de pomme de terre, 240 tonnes de courgettes, 120 tonnes de tomates, 1422 tonnes d'oignons, 240 tonnes d'ail local, 61 tonnes d'har-



ricots verts, et 610 tonnes de laitue, dans la wilaya de Tizi-Ouzou.

"Soit des quantités suffisantes pour la couverture du marché", a indiqué Mme Abbassa. Concernant les viandes rouges et blanches, très prisées durant le mois sacré, la wilaya de Tizi-Ouzou s'attend à réaliser une production de 6.862 qx de viandes rouges et de plus de 10.000 qx de viandes blanches. Sachant que la wilaya de Djelfa dispose d'une réserve importante dans ces produits, estimée à plus de 140.000 qx de viandes rouges et 14.800 qx de viandes blanches.

A son tour, la wilaya d'Ain Defla, réputée pour sa vocation agricole, dispose d'un important stock de pomme de terre, légume

le plus consommé par les algériens, estimé à 7736 tonnes, en plus de 13.616 tonnes d'oignon, selon les chiffres fournis par la directrice du secteur à Blida.

Activation des cellules de veille et de suivi

Pour éviter d'éventuels déséquilibres dans l'approvisionnement des marchés en ces produits, la direction du Commerce de Blida a mis au point un plan de contrôle du marché prévoyant notamment l'activation des cellules de veille et de suivi des directions locales relevant de la DRC- Blida, dans le but de signaler toute perturbation dans l'approvisionnement des marchés ou hausse des prix, avec l'implication des associations de protection des consommateurs, a, encore, fait savoir Mme.Abbassa.

Le plan de contrôle porte également sur l'évaluation des quantités quotidiennes des produits alimentaires réceptionnées au niveau des marchés de gros avec le contrôle des prix, outre la mobilisation d'équipes de contrôle pour le contrôle du marché et des prix, et l'identification des produits les plus demandés par le consommateur, pendant le mois de Ramadhan, suivant les spécificités propres à chaque région.

A noter l'organisation programmée de caravanes de diverses denrées alimentaires de large consommation, pour l'approvisionnement des zones reculées, selon la directrice régionale de la promotion du commerce et des exportations (DRC- Blida).

COMMERCE

1151 marchés de proximité ouverts à l'occasion du mois du Ramadhan

Quelque 1151 marchés de proximités ont été ouverts pour couvrir la demande accrue sur les produits alimentaires durant le mois sacré, a fait savoir le directeur général de la régulation et de l'organisation des activités commerciales au ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, Sami Koli.

Ces marchés de proximités sont répartis au niveau de 731 communes et 439 dairas, a expliqué M. Koli au forum de la radio nationale, ajoutant qu'ils visent à rapprocher le service des citoyens, notamment les habitants des régions reculées, les zones d'ombre et les nouvelles cités, outre la commercialisation des produits locaux à des prix "raisonnables". L'opération de ventes promotionnelle et de la vente au rabais a été lancée, a dévoilé le responsable, mettant en avant les espaces dédiés aux femmes productrices pour la vente de leurs produits de terroir durant le mois du Ramadhan.

Concernant le manque de certains pro-

duits à large consommation, M. Koli affirmé la disponibilité de la production, soulignant que les unités de production tournent à plein régime. Des descentes seront effectuées les prochains jours pour dévoiler les stocks destinés à la spéculation, a-t-il fait savoir, ajoutant que plus de 8000 agents de contrôle seront mobilisés à cet effet pour assurer la protection des consommateurs durant le mois sacré.

Concernant le commerce parallèle, M. Koli a affirmé que le secteur avait réussi à intégrer 4.000 jeunes ayant effectué l'opération d'inscription au registre de commerce jusqu'à ce jour, ce qui constitue "un indicateur positif quant à l'état d'avancement des opérations d'organisation du marché.

Par ailleurs, le secteur œuvre au parachèvement des textes juridiques relatifs à la concurrence, et ce, en vue de mettre un terme au monopole dans le marché. S'agissant du code des pratiques commer-

ciales, M. Koli a fait savoir que ce dernier a été mis à jour.

Il a fait état, en outre, de l'élaboration d'un projet d'arrêté interministériel entre les secteurs du Commerce, de l'Industrie, de l'Agriculture et de l'Intérieur, actuellement en cours d'examen, ajoutant que le projet en question concerne le tri des fruits et légumes en les proposant au consommateur selon la qualité et la nature, en sus de la fixation de leurs prix selon le principe du libre choix.

Le secteur du Commerce œuvre, en outre, en coordination avec les secteurs concernés dans le cadre des groupes de travail, au contrôle des documents nécessaires en coordination avec les producteurs, les agriculteurs, les éleveurs, les pêcheurs et les artisans, en sus de la publication d'un document permettant aux secteurs concernés de suivre le processus des produits afin de lutter contre la spéculation ainsi que les intermédiaires dans la chaîne de distribution.

MOSQUÉES - CORONA

Levée des mesures de distanciation pendant l'accomplissement de la prière

Le ministère des Affaires religieuses et des wakfs a décidé de lever les mesures de distanciation pendant l'accomplissement de la prière et renouer avec "la prière ordinaire", et ce, au regard de "l'amélioration notable" de la situation sanitaire relative au Coronavirus que l'Algérie a connue.

"Au regard de l'amélioration notable de la situation sanitaire et suite à la réunion de coordination et de concertation avec le comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, la commission ministérielle de la fatwa a appelé à l'allègement des mesures préventives relatives aux mosquées, en adéquation avec les nouveautés sanitaires, tout en maintenant un degré requis de précautions appropriées à la situation actuelle", a indiqué mardi un communiqué du ministère. Toutefois, le ministère évoque "l'éventualité de renouer avec l'application de tous les dispositifs sanitaires préventifs, si d'autres développements sur la situation épidémiologique surviennent". Le ministère a également décidé d'ouvrir les salles de prière réservées aux

femmes, les bibliothèques dans les mosquées et de reprendre les "Dourous" hebdomadaires, les "Halaqat" d'enseignement, ainsi que l'activité scientifique et éducative des "Mourchidate" et des enseignants du Coran, avec "la poursuite par les imams de l'allègement des prières, des prêches et des Dourous".

La commission de la fatwa a, en outre, mis l'accent sur la nécessité de "poursuivre la prise de certaines mesures préventives, comme le port du masque et le respect de l'hygiène et de la stérilisation, relevant que le virus "existe toujours et que la précaution est doit être de mise".

Par ailleurs, la commission a appelé à adhérer à la vaccination contre le Corona, dans le but de concrétiser "davantage d'exploits dans la situation sanitaire et parvenir à l'immunité collective", tout en "faisant montre de vigilance et d'esprit de solidarité entre les membres de la société et en collaborant avec les autorités compétentes en charge de la situation sanitaire".

ALGÉRIE - AFRIQUE

Candidature de l'Algérie pour abriter le siège de l'AMA: M. Benbahmed reçoit la délégation de la mission d'évaluation de l'UA

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Abderrahmane Djamel Lotfi Benbahmed, a reçu mardi à Alger, la délégation de la mission d'évaluation de la Commission de l'Union Africaine (UA), en visite de travail en Algérie dans le cadre de sa candidature pour abriter le siège de l'Agence africaine du médicament (AMA), indique un communiqué du ministère.

L'audience a permis de réaffirmer la volonté de l'Algérie d'accueillir le siège de l'AMA, conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant mettre à la disposition de l'Agence africaine des médicaments toute l'expertise algérienne, à travers ses ressources institutionnelles, scientifique et réglementaire en vue de soutenir et d'accompagner l'AMA dans l'accomplissement de ses missions", selon le même texte.

Cette rencontre avec la délégation conduite par son président le Pr Aggrey John Douglas Amballi, a permis également au ministre de rappeler que "l'Algérie dès l'entame du processus de création de l'AMA a exprimé son ambition d'abriter son siège".

En effet l'Algérie a été parmi les premiers Etats signataires du traité instituant l'AMA en février 2019, ratifié en juin 2021.

L'instrument de ratification ayant été déposé auprès de la Commission de l'UA en juin 2021, l'Algérie a officiellement soumis sa proposition d'accueillir le siège en août 2021.

Fort de ses 141 entreprises pharmaceutiques, déployés à travers 159 sites



de production, l'industrie pharmaceutique algérienne, pilier de la politique de santé publique, est à présent considérée comme l'une des mieux outillées d'Afrique: résultat de nombreuses années d'efforts et d'investissements pour réduire sa dépendance aux importations et de s'orienter progressivement vers l'exportation à la conquête des marchés régionaux et continentaux, souligne-t-on dans le même texte.

"Aujourd'hui, la production nationale couvre toutes les aires thérapeutiques avec une forte orientation vers la fabrication de produits à forte valeur ajoutée notamment ceux destinés aux traitements d'oncologie et les insulines, comme en témoigne la fabrication locale du vaccin anti Covid-

19 par le groupe public Saïdal en partenariat avec les laboratoires chinois Sinovac", ajoute le même source.

Ce développement "sans précédent", coïncide avec la création du ministère de l'Industrie pharmaceutique, identifié comme secteur stratégique par les autorités publiques, ce qui a permis de substituer progressivement la production locale à l'importation en assurant une couverture de 66% des besoins en médicaments et de 75% en valeur, selon la même source.

Dans son argumentaire le ministre de l'Industrie pharmaceutique a détaillé l'ensemble des ressources institutionnelles, scientifique et réglementaire dont bénéficie l'Algérie, notamment l'existence d'une

Agence nationale des produits pharmaceutique de par les missions qui lui sont attribuées, son organisation et vu son expérience dans la formation des cadres venus de divers pays du continent africain apportera certainement une contribution considérable à l'AMA, indique-t-on dans le même texte.

La refonte du cadre législatif et réglementaire, entreprise depuis la création du ministère de l'Industrie pharmaceutique, a l'effet de l'harmoniser et de le mettre au diapason des standards internationaux en vigueur en la matière, a été mise en exergue lors de l'audience, aux côtés de la disponibilité d'une ressource humaine et scientifique hautement qualifiée qui constituent l'un des fondements d'une industrie pharmaceutique forte".

L'audience a également porté sur le rôle et les missions qui incombent à l'Agence africaine du médicament, qui oeuvrera notamment au développement du secteur de l'industrie pharmaceutique à travers la promotion des échanges et de la coopération entre les différents pays africains, selon le communiqué.

ALGÉRIE - MAURITANIE

Tindouf : le taux d'avancement des travaux de postes frontaliers algéro-mauritaniens avoisine les 37%

Les travaux de réalisation de deux postes frontaliers terrestres fixes entre l'Algérie et la Mauritanie localisés au niveau du Point kilométrique-7 (PK-7), sud de Tindouf, sont à un taux d'avancement avoisinant les 37%, ont indiqué mardi les responsables de la Direction des équipements publics de la wilaya.

Le délai initial de réalisation des deux postes a été réduit de 24 mois à une année, pour être opérationnels fin 2022, a expliqué le directeur du secteur, Fateh Salim. Pour accélérer la cadence des travaux, le responsable des équipements publics de la wilaya a fait part d'un programme de roulement de trois équipes de travail pour assurer une action continue en H24 du chantier. Les projets de postes frontaliers "revêtent une grande importance socioéconomique entre Tindouf (Algérie) et Zouirat (Mauritanie) et sont à même de répondre aux attentes des populations de la région, en sus de leur importance géostratégique et culturelle en tant que postes névralgiques reliant l'Algérie à l'Afrique de l'Ouest", a indiqué, de son côté, le président de l'Assemblée populaire de la wilaya (APW), Mahdjoub Bounagua.

Selon l'édile, l'ouverture du poste frontalier terrestre Chahid Mustapha Benboulaïd est appelé également à développer les échanges commerciaux, rapprocher les deux populations à la faveur de la mobilisation par l'Etat des moyens humains et matériels pour faciliter les mouvements entre les deux pays et la dynamisation du développement économique bilatéral.

ÉTUDIANTS ALGÉRIENS EN UKRAINE

Une délégation d'étudiants rapatriés d'Ukraine reçue à l'APN

Le président de la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée populaire nationale (APN), Mohamed Hani a reçu, lundi au siège de l'Assemblée, une délégation de représentants des étudiants algériens rapatriés d'Ukraine, a indiqué un communiqué de la chambre basse du Parlement.

Le président et le vice-président de l'APN, Brahim Boughali et Fitas Belakehal ont assisté une partie de cette rencontre, selon la même source. M. Boughali a affirmé, lors de cette rencontre, que "le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune avait donné des instructions claires à l'effet de rapatrier l'ensemble des ressortissants algériens bloqués en Ukraine désirant rentrer au pays", ajoutant que ce n'est qu'un devoir accompli par l'Etat envers ses enfants.

"Les problèmes auxquels sont confrontés ces étudiants concernant la poursuite de leur cursus en Algérie seront pris en charge en coordination avec les secteurs concernés notamment le ministère de l'Enseignement supérieur", a-t-il rassuré. S'exprimant dans ce cadre, M. Hani a souligné qu'il s'attelaient en compagnie de quelques députés, et "conformément aux décisions du Président de la République, à prendre en charge les dossiers de ces étudiants pour leur permettre de poursuivre leurs études dans les universités algériennes".

Il a promis aussi de recevoir des cadres du secteur de l'Enseignement supérieur et des recteurs des universités pour régler la situation des étudiants en question.

Les représentants de étudiants ont soulevé, quant à eux, leurs préoccupations ainsi que les difficultés qu'ils rencontrent pour s'inscrire à la mi année universitaire, appelant le président de l'APN et les députés à "intervenir immédiatement afin de les aider à intégrer les universités algériennes".

PARLEMENT - AFRIQUE

L'APN prend part à la conférence intitulée "Comprendre la menace terroriste en Afrique"

L'Assemblée populaire nationale (APN) prendra part aux travaux d'une conférence parlementaire de haut niveau placée sous le thème "Comprendre la menace terroriste en Afrique: nouveaux défis et mesures à prendre" prévue les 30 et 31 mars à Doha (Qatar), a indiqué mardi un communiqué de l'APN.

La conférence sera organisée en quatre séances traitant plusieurs thèmes, en l'occurrence "les principales menaces terroristes actuelles et

émergentes en Afrique", "les mesures à prendre pour alléger, interdire et traiter les menaces actuelles et émergentes", "les projets d'assistance technique internationale de lutte contre le terrorisme et l'interdiction de l'extrémisme violent" et "les besoins parlementaires en Afrique en termes d'assistance technique et la construction des capacités dans la lutte contre le terrorisme et l'interdiction de l'extrémisme violent", ajoute le communiqué. L'APN sera représentée à cette

conférence organisée en coopération avec l'Union interparlementaire africaine (UPA) et le bureau des Nations Unies contre le terrorisme par la députée, Wassila Tayeb, précise le document. Le député Ali Djelloul participe aux travaux de la 5e réunion du Conseil des secrétaires de l'Observatoire arabe des droits de l'Homme relevant du Parlement arabe, prévue les 30 et 31 mars au Caire, en sa qualité de membre de l'Observatoire.

ALGÉRIE - QATAR

M. Raouya évoque avec une délégation d'Ooredoo les opportunités d'investissement

Le ministre des Finances Abderrahmane Raouya, a reçu, lundi à Alger, une délégation du groupe qatari Ooredoo, avec laquelle il a évoqué les opportunités offertes en vue d'élargissement des investissements qataris vers de nouveaux secteurs. Cette délégation a été conduite par le président du Conseil d'administration du groupe qatari, Sheikh Faisal Bin Thani Al Thani, a précisé la même source.

Les deux parties se sont félicitées, à cette occasion, "de la nouvelle impulsion des relations bilatérales qui est intervenue à la faveur de la récente visite effectuée par Monsieur le président de la République au Qatar en février dernier", ajoute le

communiqué. Lors des discussions, M. Raouya et la délégation qatarie ont "passé en revue l'état des investissements qataris en Algérie et les opportunités offertes en vue de leur élargissement vers de nouveaux secteurs". La délégation qatarie a exprimé lors de cette réunion, "sa satisfaction quant au bon fonctionnement de ses investissements en Algérie et fait part d'un grand intérêt pour développer et diversifier ses activités dans notre pays, notamment, à la faveur des réformes visant à améliorer l'attractivité de l'Algérie à l'investissement et au partenariat", selon le communiqué. Le ministre des Finances a saisi cette occasion pour procéder

à une brève présentation de la politique du gouvernement algérien et les actions qu'il envisage d'entreprendre pour la promotion d'un écosystème favorable à l'investissement et à l'entreprise. A cet égard, il a fait part à ses interlocuteurs de la révision imminente du dispositif législatif régissant l'investissement en Algérie, dans un objectif de simplification et de facilitation envers l'acte d'investir. Les deux parties ont convenu, par ailleurs, au terme de cette entrevue, d'œuvrer conjointement pour un renforcement et une consolidation des relations de coopération économique et financière entre les deux pays, selon le communiqué.

ALGÉRIE - ARABIE SAOUDITE

Tourisme: Hammadi examine avec l'ambassadeur saoudien les voies et moyens de renforcement de la coopération bilatérale

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Yacine Hammadi a examiné, lundi à Alger, avec l'ambassadeur du Royaume de l'Arabie Saoudite en Algérie, Abdallah Benacer El Bassiri, les voies et moyens de renforcement de la coopération bilatérale notamment dans le domaine touristique, indique un communiqué du ministère.

Les deux parties "ont salué les relations liant les deux pays et passé en revue l'état des relations dans le domaine du tourisme et de l'artisanat entre l'Algérie et l'Arabie Saoudite et les voies et moyens de les renforcer", précise la même source.

Il a été question également de "la volonté commune de développer les relations de coopération et de partenariat dans le secteur du tourisme figurant parmi les secteurs prometteurs et stratégiques pour créer la richesse hors hydrocarbure et de l'emploi, en concrétisation de la vision com-

mune des hautes autorités des deux pays".

La rencontre a permis d'évoquer "les mécanismes à même de promouvoir les relations bilatérales", note la même source.

Le ministre a insisté sur "la nécessité de coordonner les efforts pour booster les relations bilatérales en matière d'investissement touristique et hôtelier à travers l'incitation des investisseurs saoudiens à visiter l'Algérie pour identifier les opportunités disponibles afin de promouvoir ce domaine". Il a également mis en avant l'importance "d'échanger les expertises en termes de formations et de stages". L'ambassadeur saoudien a salué "les capacités et les potentialités naturelles et touristiques dont recèle l'Algérie, lesquelles la distinguent des autres pays", réaffirmant "sa disposition à les faire connaître pour attirer et encourager les investisseurs saoudiens à investir en Algérie".

HYDROCARBURES

Sonatrach confirme les réserves d'une importante découverte à Touggourt et annonce une nouvelle découverte à El Bayadh

Le groupe Sonatrach, a réalisé avec succès, le 22 mars en cours, un puits de délinéation West Oglet En Nasser-2 (WOEN-2) dans le périmètre Touggourt Est 1 (Nord du champ de Hassi Messaoud), et a également testé avec succès, durant le même mois, les puits d'exploration Ouled Sidi Cheikh-1 (OSC-1) dans le périmètre El Ouabed, dans la wilaya d'El Bayadh (à l'Ouest de Hassi R'Mel).

Le puits de délinéation WOEN-2, situé à une vingtaine de kilomètres des installations de traitement de Rhourde El Amar, a permis de confirmer l'extension vers le Nord des réserves en place du gisement du pétrole brut d'Oglet En Nasser, découvert dans les réservoirs, du Trias Série Inférieure et l'Ordovicien Grés d'Ouargla, a précisé le groupe mardi dans un communiqué.

Ce puits a confirmé des hauteurs utiles de 15 et 13 mètres respectivement dans le Trias et l'Ordovicien. Le test de production réalisé dans l'objectif principal du trias a produit de l'huile et du gaz associé avec des débits de 5.094 barils/jour d'huile et 185.582 m3/jour de gaz, selon le com muniqé.

L'estimation des volumes de brut en place (prouvé+ probable), avant le forage du puits de délinéation WOEN-2, étaient estimés à 546 Millions de barils. Le résultat positif de ce puits a permis une réévaluation de ces volumes à 961 Millions de barils, avec un apport ramené par le puits de délinéation WOEN-2, estimé à 415 Millions de barils.

En plus du Trias qui est un objectif développé dans cette région, le réservoir Ordovicien est considéré comme une zone pétrolière émergente et fait objet actuellement, de nombreuses études et d'efforts importants d'exploration pour évaluer son potentiel. Sonatrach, avec cette découverte, confirme le grand potentiel en pétrole de la région de Touggourt et compte accélérer le développement de ce pôle pour augmenter la production nationale. D'autre part, Sonatrach a annoncé également "avoir testé avec succès durant ce mois de mars, les puits d'exploration Ouled Sidi Cheikh-1 (OSC-1) dans le périmètre El Ouabed, situé dans la wilaya d'El Bayadh à environ 158 Km à l'Ouest de Hassi R'Mel". Le puits d'exploration OSC-1 a "mis en évidence une découverte de pétrole brut et de gaz associé dans le réservoir carbonaté du Lias".

Le test de production réalisé dans ce réservoir a débité du pétrole brut et du gaz associé avec des débits de 925 barils/jour de pétrole et 6 436 m3/jour de gaz. Les résultats de ce puits "viennent relever le potentiel pétrolier du Sillon de Benoud et permettra à terme, l'émergence, au nord de Hassi R'Mel, d'un nouveau pôle à hydrocarbures, qui sera confirmé par le forage des nombreux prospects et leads cartographiés dans cette région ainsi que les travaux de délinéation des découvertes réalisées pour préciser le volume des réserves", souligne la même source.

VIANDES ROUGES ET BLANCHES

ONAB et ALVIAR signent des contrats commerciaux avec des entrepreneurs

Le groupe Algérienne des viandes rouges (ALVIAR) et l'Office national des aliments de bétail (ONAB) ont signé, lundi à Alger, des contrats commerciaux avec des entrepreneurs actant dans le domaine de production et de commercialisation des viandes rouges et blanches, a indiqué un communiqué du ministère délégué auprès du Premier ministre chargé de la Micro Entreprise. Ces contrats ont été conclus dans le cadre de la mise en oeuvre de l'accord cadre signé, septembre 2021 entre le groupe industriel Agro-logistique (Agrolog) et l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE), a précisé le communiqué. Tenue au siège du groupe Agrolog, la cérémonie de signature a vu la présence de nombre d'entrepreneurs issus de six wilayas et les directeurs des entreprises publiques concernées ainsi que les représentants de l'ANADE. Ces contrats commerciaux permettront, à court terme, d'assurer des viandes rouges et blanches de qualité durant le mois sacré avec des prix "étudiés", lit-on sur le communiqué du ministère qui souligne que ce partenariat s'étalera jus qu'après le mois du Ramadhan. Il sera élargi ensuite à d'autres domaines dont le transport, le stockage et la valorisation des produits agricoles. Pour rappel, le ministère de l'Agriculture et les services du ministère délégué auprès du Premier ministre chargé de la Micro Entreprise avaient signé en mars 2021 un accord cadre visant l'accompagnement des jeunes et des porteurs de projets dans le domaine de la production agricole, le développement des filières agricoles tout en favorisant la création des micro-entreprises pour la promotion et la commercialisation des produits agricoles et agroalimentaires.

SALON DE LA WILAYA D'ALGER DES PRODUITS ALGÉRIENS EXPORTÉS Participation de plus de 40 opérateurs économiques

Plus de 40 opérateurs économiques participent au Salon de la wilaya d'Alger des produits algériens exportés au Palais des expositions (Pins maritimes), inauguré par le ministre du Commerce et de la promotion des exportations, Kamel Rezig et du wali d'Alger, Ahmed Mabed.

Après avoir sillonné les différents pavillons du Salon, inauguré lundi, et rencontré des opérateurs économiques spécialisés dans l'exportation de différents produits algériens, tels les produits agricoles, le matériel médical, les produits de la tannerie et les vêtements, M. Rezig a déclaré à la presse que cette manifestation se veut une "occasion pour faire connaître les nouveautés de la production nationale, de même que les capacités productives, voire les produits éligibles à l'exportation au niveau de la wilaya d'Alger".

A cet effet, le ministre a salué les efforts des organisateurs du Salon qui, s'étale sur trois, notamment la direction du Commerce de la wilaya et l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (Algex), soulignant que ce rendez-vous régional permet de connaître les capacités productives de la wilaya et de faire la promotion des opportunités d'exportation disponibles". Le Salon de la wilaya d'Alger des produits algériens exportés tend également à évaluer l'évolution des industries dans tous les domaines, en sus d'intensifier les contacts entre les différents



acteurs économiques, producteurs, exportateurs et organes y afférents, a soutenu le ministre.

Il s'est félicité, en outre, du timing choisi pour l'organisation de cette manifestation, une semaine avant le mois de Ramadhan. Le ministre a annoncé l'ouverture de plus de 1000 marchés de la Rahma pour permettre aux producteurs et agriculteurs d'assurer la vente directe de leurs produits aux consommateurs à des prix "concurrentiels". A cet effet, M. Rezig a salué les efforts consentis par les walis à l'échelle nationale pour réserver des espaces au niveau des structures relevant des collectivités locales à l'ouverture de marchés de la Rahma

au niveau de chaque wilaya, en prévision du mois sacré.

Plus de 5 milliards de dollars d'exportations hors hydrocarbures en 2021

Concernant le volume des exportations algériennes hors hydrocarbures, le ministre a indiqué qu'il était de 5,03 milliards de dollars en 2021, affirmant que son secteur était déterminé à atteindre l'objectif de 7 milliards de dollars fixé par le Président de la République, et ce, par l'intensification des activités de promotion des produits algériens à l'intérieur du pays et à l'étranger. Il a en outre affirmé que 2022 sera une "année purement économique" au

cours de laquelle le produit algérien sera promu et développé. Parmi les exposants approchés par l'APS, le gérant de la Tannerie Mitidja

(Alger), Hicham Cheboub, a précisé que son entreprise engrangeait entre 4 et 5 millions de dollars de bénéfices/an, en exportant ses produits vers l'étranger, notamment l'Europe, soulignant que "le cuir algérien est très prisé par les étrangers pour sa qualité supérieure". Le responsable de la Sarl Ztmam Plast, spécialisée dans la production d'articles de ménage en plastique, Zitouni Turki Mounir, a, quant à lui, indiqué que sa société exportait beaucoup avant la crise sanitaire qui a entraîné l'arrêt de son activité.

Enregistrant un retour en force en 2022, Ztmam Plast a réalisé depuis le début de l'année cinq opérations d'exportation réussies vers des pays africains (Mauritanie, Niger, Mali et Sénégal), a-t-il dit. De son côté, le responsable marketing de la société "Ramy" spécialisée dans les boissons et jus de fruits, Islam Boudmani, a fait savoir que la société exportait chaque année ses produits vers l'étranger et que ses produits étaient très demandés.

Première édition du Concours national des meilleures œuvres journalistiques consacrées aux exportations

Un accord de partenariat a été signé, lundi à Alger, entre l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (ALGEX) et l'Union nationale des journalistes algériens (UNJJA-Bureau de Blida-), dans l'objectif d'organiser la première édition du concours national des meilleures œuvres journalistiques consacrées aux exportations, publiées dans la presse écrite ou électronique ou dans les médias audiovisuels ou radiophoniques.

L'accord a été signé en marge des activités du Salon de la wilaya d'Alger des produits exportés, par le responsable de l'agence Algex, Houari Abdellatif, et la cheffe du Bureau de Blida relevant de l'UNJJA, Amel Ammari, en présence du ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig et du Wali d'Alger, Ahmed Mabed. Selon les responsables du concours, organisé en coordination avec le Club des entrepreneurs et des Industriels de la Mitidja (CEIMI), les journalistes et correspondants de divers organes médiatiques sont appelés à innover et à fournir une riche production en cette matière, d'autant plus que l'Algérie a fait le choix de s'orienter vers l'exportation hors-hydrocarbures, un choix économique vital. Le concours

mettra également en lumière le rôle axial et stratégique des médias dans la promotion des exportations et la contribution à la relance de l'économie.

Le concours est ouvert à l'ensemble des journalistes et correspondants des 58 wilayas, membres ou non membres de l'UNJJA, des secteurs public ou privé et actant dans les médias audiovisuels ou radiophoniques ou dans la presse écrite ou électronique. Sept (7) lauréats seront sélectionnés devant remplir le principal critère qui est celui de donner une plus-value à l'oeuvre journalistique pour la promotion des exportations. Les œuvres doivent être publiées à compter du deuxième semestre de 2021 jusqu'à la fin des délais fixés et qui seront annoncés un mois avant la date butoir. Le journaliste peut participer à 3 catégories différentes de ce concours et postuler, par exemple, pour décrocher le prix de la meilleure enquête sur les exportations, le meilleur reportage et la meilleure couverture médiatique en même temps. Les candidats peuvent soumettre leurs travaux réalisés sur les exportations à partir du deuxième semestre de 2021 et avant l'annonce de la fin des délais, selon les organisateurs.

IMPÔTS

Séminaire d'information sur les nouvelles modalités de déclaration et de paiement

La Direction générale des impôts (DGI) a organisé un séminaire d'information sur les nouvelles modalités de déclaration et de paiement des impôts, introduites par la Loi de finances 2022, ainsi que sur le portail de télé-déclaration et de télé-paiement "Moussahama'tic", a indiqué lundi le ministère des Finances dans un communiqué.

Cet événement, organisé lundi à Alger, intervient suite à l'assouplissement des restrictions sanitaires de lutte contre la Covid-19, et marque la reprise du programme d'action de la DGI en termes d'organisation de rencontres pour la vulgarisation de la législation et des procédures fiscales, tant en matière d'obligations qu'en matière de garanties, selon la même source. Organisée à destination de partenaires incontournables de l'administration fiscale, notamment l'Association nationale des conseillers fiscaux algériens (ANCF), l'Ordre national des experts comptables (ONEC) et l'Organisation nationale des comptables agréés (ONCA), cette rencontre a regroupé une centaine de représentants des organismes invités ainsi que des cadres de l'administration fiscale. Dans son allocution d'ouverture, la directrice générale des impôts Amel Abdellatif, a présenté un

exposé global sur les principales mesures de la Loi de finances 2022, ainsi que sur les nouvelles télé-procédures, mises en oeuvre récemment par l'administration fiscale, lesquelles permettent d'offrir aux contribuables une meilleure qualité de services rendus et de placer ces derniers au coeur des réformes engagées, ajoute le communiqué. A ce titre, elle a indiqué que cette rencontre "permettra de lever des ambiguïtés liées à l'application de certaines dispositions, à l'exemple de celles qui concernent la globalité du revenu". Elle a également mis l'accent sur "le rôle prépondérant que peuvent jouer les partenaires de l'administration fiscale, en leur qualité de +Relais+, dans le renforcement de la relation entre le contribuable et les services fiscaux".

Lors de ce séminaire, deux communications ont été présentées, la première a porté sur les nouvelles modalités de déclaration et de paiement de différents impôts et taxes, et ce, en relation avec les dispositions de la Loi de finances pour 2022. Il s'agit essentiellement de l'IRG, la taxe de formation professionnelle, la taxe d'apprentissage et la taxe foncière, selon le même texte. Quant à la deuxième communication, elle a eu pour objet la pré-

sentation des offres de services en ligne du portail "Moussahama'tic", suivie d'une démonstration pratique de l'utilisation de ce portail mis en ligne depuis juillet 2021, destiné aux contribuables relevant de services fiscaux non dotés du système d'information "JIBAYA'TIC". En effet, ce nouveau portail est destiné à faciliter les démarches administratives et à simplifier l'accomplissement des obligations fiscales des contribuables, en leurs permettant de déclarer et de payer leurs impôts et taxes en ligne, explique-t-on dans le communiqué. Le portail "Moussahama'tic" est disponible, actuellement, pour les contribuables relevant des wilayas d'Oran (directions Est et Ouest), Chlef, Tipaza, Alger (direction Ouest), Boumerdes, Tizi-Ouzou, M'sila, Mila, Ouargla, Illizi, Tamanrasset, Adrar, Tindouf, Bechar, et sera déployé progressivement sur les autres wilayas. Les débats ayant eu lieu, à la fin de la rencontre, ont permis de répondre aux interrogations soulevées par les participants et de recenser leurs préoccupations. A ce titre, la DGI s'est engagée à "intensifier les actions de communication pour simplifier les procédures, accompagner les contribuables et éviter les risques d'erreurs d'interprétation, selon le communiqué.

PÉTROLE

Le Brent à plus de 112 dollars

Les prix du pétrole faisaient une pause mardi après leur dégringolade de la veille, toujours suspendus, entre autres, au confinement de Shanghai qui pèse toujours sur les cours.

Ce matin, le baril de Brent de la mer du Nord, la référence européenne, pour livraison en mai, cédait 0,07% à 112,40 dollars. Le baril de West Texas Intermediate (WTI) américain pour livraison le même mois perdait quant à lui 0,50% à 105,43 dollars.

"Les prix du pétrole ont subi des pertes considérables hier", ont commenté des analystes. A son plus bas, le Brent, référence européenne de l'or noir, chutait de près de 9%. "La fermeture de Shanghai, combinée à l'augmentation des cas de Covid en Chine, a ravivé les craintes que la nouvelle crise sanitaire ne s'étende et ne pèse davan-



tage sur la demande chinoise de pétrole", ont expliqué les analystes. Shanghai, métropole de 25 millions d'habitants, est devenue ces derniers jours l'épicentre chinois d'une

nouvelle vague de contaminations, liée au variant Omicron. Depuis lundi, la moitié orientale de la ville est confinée pour quatre jours. L'organisation des pays exportateurs de

pétrole et ses alliés (Opec+), qui se réunissent jeudi, "accordera une attention particulière à la situation de Covid en Chine, ont-ils encore relevé.

Le pétrole perd plus de 6% avec le confinement partiel de Shanghai

Les prix du pétrole ont perdu plus de 6% lundi, alors que des confinements en Chine, notamment à Shanghai, capitale économique du pays, font craindre pour la demande d'or noir, ce qui pourrait justifier la poursuite de la stratégie d'ouverture modeste des vannes de l'Opec.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai a clôturé lundi en chute de 6,77% à 112,48 dollars, plombé

par la crainte que les confinements en Chine ne déprime la demande d'or noir.

A New York, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour le contrat à échéance en mai, a perdu 6,97% à 105,96 dollars. Shanghai, la capitale économique chinoise, qui compte 25 millions d'habitants, affronte sa pire flambée de Covid-19 depuis deux ans.

USA

Le projet de budget de Biden prévoit de taxer davantage les riches

Joe Biden a présenté lundi un projet de budget 2023 de près de 5.800 milliards de dollars qui donne la priorité à la taxation des Américains les plus riches, à la lutte contre la criminalité.

Le président a estimé que ce projet reflétait les valeurs de son administration: "une responsabilité en matière de budget", la sécurité aux Etats-Unis et à

l'étranger, ainsi que la nécessité d'investir davantage pour rester compétitifs. Ce projet de budget, qui couvre la période du 1er octobre au 30 septembre, est adressé au Congrès, qui contrôle les cordons de la Bourse du gouvernement.

Il sera donc soumis à des amendements pour être approuvé par les deux

chambres où les législateurs démocrates disposent de faibles majorités. Une forte augmentation des dépenses de défense (+4%) risque ainsi de se heurter à l'aile gauche du parti. La proposition d'un impôt minimum sur les riches est réclamée de longue date par l'aile gauche du parti démocrate pour lutter contre les inégalités.

FLAMBÉE DE L'ÉNERGIE ET DES MATIÈRES PREMIÈRES

Les fabricants de fils électriques étranglés

Les fabricants de fils de cuivre pour l'industrie, de câbles à fibres optiques pour les télécoms ou de fils électriques pour le bâtiment ont lancé un cri d'alarme lundi sur l'impact de la double crise de l'énergie et des matières premières, qui les affecte "très durement".

L'aluminium, l'un des deux métaux les plus utilisés dans la fabrication des conducteurs de câbles pour

les réseaux d'électricité, a "pris plus de 50% en un an et a vu sa valeur doubler depuis 2020", souligne jeudi dans un communiqué le Sycabel, syndicat professionnel qui regroupe les industriels du secteur. L'envolée du prix de l'énergie due à l'invasion de l'Ukraine par la Russie "s'ajoute à une augmentation continue et sensible depuis 2020": "l'électricité a vu son cours multiplié par 7 entre

février 2020 et février 2022", tandis que celui du gaz "a été multiplié par 10 sur la même période", note le Sycabel.

"Le prix du gaz n'en finit plus de s'envoler à 203,4 euros le Megawatt-heure au 9 mars, soit plus de 20 fois son cours de 2020", ajoute le syndicat. La hausse des cours du pétrole aura elle des "conséquences durables sur les matières plastiques de base comme sur certains additifs

incorporés dans les mélanges utilisés en câblerie, tel le peroxyde et l'antioxydant, de même que sur les silicones et le polyuréthane, utilisés dans les câbles spéciaux et les matériels de raccordement". Les délais de livraison subissent déjà des allongements pouvant être supérieurs à 6 mois et, dans certains cas, les livraisons sont même reportées à 2023, note le syndicat.

VIETNAM

La reprise économique se confirme

La reprise économique se confirme au Vietnam, mais la pandémie de coronavirus et le conflit entre la Russie et l'Ukraine pourraient avoir de fortes répercussions sur la croissance du pays très dépendant du commerce extérieur. Sur un an, le produit intérieur brut a progressé de 5,03% au premier trimestre 2022, par rapport à la même période de l'année précédente, a annoncé mardi le Bureau général des statistiques.

Cette progression avait atteint seulement +2,58% pour l'ensemble de l'année 2021 et +2,91% en 2020, les pires performances économiques depuis trois décennies, plombées par les strictes restrictions liées à la crise sanitaire du Covid-19. Le PIB vietnamien connaissait en effet une croissance annuelle de 7% avant la pandémie. Au premier trimestre 2022, sur un an, les exportations ont progressé de 12,9% à 88,58 milliards de dollars. Mais, si la reprise est de retour, les risques restent bien présents.

BRÉSIL

Le président de Petrobras limogé après des hausses des prix des carburants

Le président du Brésil, Jair Bolsonaro, a limogé le président du groupe pétrolier public Petrobras, Joaquim Silva e Luna, a annoncé lundi le gouvernement, alors que l'entreprise faisait l'objet de critiques pour avoir fortement augmenté ses prix du carburant. Cette destitution, d'abord annoncée par les médias brésiliens, a été confirmée lundi soir par le ministère des Mines et de l'Energie, qui a proposé l'économiste Adriano Pires, spécialiste du gaz et du pétrole, pour remplacer M. Silva e Luna à la tête de Petrobras. Cette nomination devra être confirmée le 13 avril par le conseil d'administration de l'entreprise, a précisé le ministère. M. Silva e Luna, un général de réserve et ex-ministre de la Défense, avait été nommé en février 2021. Son prédécesseur avait également été limogé par M. Bolsonaro, également après des augmentations des prix des carburants. Petrobras a annoncé début mars une hausse de 18,8% du prix de l'essence et de 24,9% du diesel provenant de ses raffineries, en raison des perturbations sur le marché mondial du pétrole.

FRANCE

La dette publique dépasse les 2800 milliards de dollars en 2021

La dette publique de la France s'est encore alourdie de près de 165 milliards d'euros en 2021, atteignant les 2813,1 milliards d'euros, a indiqué mardi l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE).

"Le rebond de la croissance a permis d'amorcer un recul du ratio de dette française, ramenée à 112,9% du PIB en 2021, et le déficit public s'est un peu résorbé à 6,5%, mais ces niveaux restent élevés, conséquence des dépenses engagées face à la crise sanitaire", a précisé l'Institut. En valeur absolue, la dette publique s'est ainsi encore alourdie de près de 165 milliards d'euros, à 2.813,1 milliards d'euros. En 2020, la dette s'était envolée à 114,6% et le déficit s'était creusé à 8,9%, des niveaux records, selon des chiffres publiés par l'Insee.

En 2019, avant la crise sanitaire, la dette s'affichait à 97,6% du PIB et le déficit à 3,1%. Le déficit public de l'Etat français a atteint 143,8 milliards d'euros, celui de la sécurité sociale 16,9 milliards d'euros et celui des administrations locales (collectivités, opérateurs publics) s'établit à 600 millions d'euros. Les organismes divers d'administration centrale (Odac) affichent eux un excédent de 300 millions d'euros. Le gouvernement français tablait sur un déficit public de 8,4% et une dette de 114% pour 2021. Pour 2022, il prévoit de ramener le déficit public à 5% du PIB, notamment projetant de réaliser une croissance de 4%.

MARCHÉS

La Bourse de Tokyo est repartie à la hausse

La Bourse de Tokyo a clôturé en rebond mardi, portée par un yen tombé la veille au plus bas depuis 2015 face au dollar et par la baisse des contrats à terme sur le pétrole brut américain. Après avoir chuté la veille pour la première fois en dix séances, l'indice vedette Nikkei a repris 1,1% à 28.252,42 points et l'indice élargi Topix a gagné 0,93% à 1.991,66 points. Le yen est tombé lundi à son plus bas depuis près de sept ans face au dollar, affaibli par la politique monétaire très accommodante de la Banque du Japon (BoJ) alors que les autres banques centrales serrent la vis face à l'inflation. Sur le marché des changes, le yen remontait face au dollar, à 123,44 yens pour un dollar vers 06H20 GMT contre 123,86 yens lundi à 21H00 GMT. La monnaie japonaise gagnait aussi du terrain par rapport à l'euro, qui valait 135,71 yens contre 136,06 yens la veille. La monnaie européenne était stable face au billet vert, à raison d'un euro pour 1,0992 dollar contre 1,0985 dollar lundi à 21H00 GMT. Les prix du pétrole continuaient à baisser: vers 06H15 GMT le cours du baril de WTI américain lâchait 0,72% à 105,20 dollars et celui du baril de Brent de la mer du Nord perdait 0,68% à 111,72 dollars.

L'Europe résiste mais Wall Street s'essouffle

Les places boursières européennes ont progressé excepté à Londres, portées par la rechute des cours du pétrole et des espoirs d'une issue à la guerre en Ukraine tandis que Wall Street reprenait son souffle après deux semaines positives. Soutenus dans la première moitié de séance par la baisse du prix du pétrole, les indices européens ont calmé leur ardeur en fin de journée: Paris a gagné 0,54%, Francfort 0,78% et Milan 0,63%. La Bourse de Londres a pour sa part terminé en légère baisse de 0,14%, pénalisée par les valeurs pétrolières.

A Wall Street, le Dow Jones cédait 0,59%, l'indice élargi S&P 500 abandonnait 0,22% et l'indice Nasdaq, à forte coloration technologique grappillait 0,07% vers 17H00 GMT. Le marché obligataire a été au coeur des préoccupations alors que le taux d'intérêt américain à cinq ans est passé pendant quelques heures au-dessus de celui à échéance 30 ans, du jamais-vu depuis 2006. Cette situation souligne la crainte des investisseurs d'une récession aux Etats-Unis, avec le durcissement de la politique monétaire de la banque centrale américaine (Réserve fédérale, Fed).

ANNABA

Plus de 40.000 familles concernées par la prime de solidarité de Ramadhan

Au total, 40.198 familles bénéficient de la prime de solidarité du mois de Ramadhan dans la wilaya d'Annaba qui a élaboré un programme de solidarité intense en direction des catégories sociales à faibles revenus, a-t-on indiqué lundi lors de la première session ordinaire de l'assemblée populaire de wilaya (APW) de l'année 2022.

Une enveloppe financière de 401 millions DA a été mobilisée pour cette prime, selon le rapport présenté à l'occasion qui précise que le pourcentage de versement de la prime de solidarité, entamé depuis une semaine, a atteint actuellement 95 % et sera terminé, a-t-on assuré, avant le début du mois sacré. Il est également prévu dans le cadre du dispositif de solidarité, l'ouverture de 31 restaurants de l'iftar à travers les communes de la wilaya et l'organisation d'opérations de circoncision de 350 garçons en coordination avec les associations caritatives, les services de la santé et des cliniques privés, a-t-on noté.

L'ordre du jour de l'APW comprend aussi l'examen des mesures d'organisation des marchés de proximité, de l'approvisionnement en produits de large consommation et le contrôle des pratiques commerciales. Il a également été question de l'approvisionnement des marchés et espaces commerciaux en produits alimentaires dont la demande augmente durant le Ramadhan à l'instar du lait, de l'huile de table, de la semoule et des divers légumes et fruits, notamment la pomme de terre.

PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Plus de 115 demandes de brevets d'invention au 1^{er} trimestre 2022

L'Institut national algérien de la propriété industrielle (INAPI) a enregistré plus de 115 demandes de brevets d'invention déposées au cours du 1^{er} trimestre 2022 par des chercheurs, des inventeurs et des étudiants de diverses universités du pays, a indiqué lundi le directeur général de cet institut Abdelhafid Belmehdi.

"Depuis le début de l'année en cours, 117 demandes de brevet d'invention ont été enregistrées, soit 50% des demandes (255) enregistrées durant toute l'année 2021 ce qui représente un record depuis 1998", a indiqué à l'APS M. Belmehdi, en marge d'une conférence nationale sur la propriété industrielle tenue à l'occasion de la journée mondiale de propriété intellectuelle et organisée à la faculté des nouvelles technologies de l'information et de la communication de l'université Abdelhamid Mehri Constantine-2.

L'Algérie, a-t-il ajouté, "connaît d'année en année une évolution notable de l'intérêt pour la propriété industrielle et de la recherche appliquée après la créa-

PROTECTION CIVILE

Lancement d'une semaine de sensibilisation au risque sismique à Bejaia

Une semaine de sensibilisation au risque sismique a été lancée mardi au niveau de la wilaya de Bejaia par la direction générale de la Protection civile pour préparer la population de la région, exposée à cet aléa, aux dangers liés à ce phénomène naturel.

Selon un communiqué de la Protection civile, au cours de cette semaine de sensibilisation, "un riche programme est prévu par les cadres de la direction générale de la Protection civile et ceux de la wilaya de Bejaia, où plusieurs daïras et communes seront sillonnées".

Plusieurs ateliers qui traitent du risque sismique seront organisés durant cette campagne de sensibilisation, ajoute le communiqué, précisant que ces ateliers porteront, entre autres, sur "le secourisme (le geste qui sauve) et des exercices de simulation sur la manière d'agir lors d'un séisme en utilisant le camion simulateur".

Des affiches et panneaux pour renseigner la population sur les risques majeurs seront installés et des communications sur le phénomène séisme suivies de débats seront également présentées durant cette semaine de sensibilisation qui sera marquée par la diffusion d'émissions radiophoniques locales sur le risque sismique.

En outre, et "conformément à la convention liant le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire et le ministère de l'Éducation nationale, relative à la prévention contre les risques



majeurs dans le milieu scolaire, un programme d'action sera exécuté en matière de sensibilisation et de prévention du risque sismique, en coordination avec la direction de l'éducation de la wilaya de Bejaia où une conférence sur le risque sismique sera présentée au profit des élèves des trois cycles (primaire, moyen et secondaire)", ajoute encore le communiqué, soulignant que le "programme touchera également les cités universitaires, situées dans la wilaya de Bejaia".

La direction générale de la

Protection civile estime, à ce titre, que "la prévention du risque sismique par la sensibilisation est le meilleur moyen pour inculquer aux citoyens les comportements à adopter lors d'un séisme".

Elle explique, dans ce contexte, que cette campagne de sensibilisation aura pour objectif de "réduire la vulnérabilité au risque sismique, favoriser une prise de conscience de la population, apporter une meilleure connaissance du risque et prodiguer les consignes de prévention".

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

2643 morts et 11479 blessés en 2021

Un total de 2643 personnes ont trouvé la mort et 11.479 autres ont été blessées dans 7186 accidents de la circulation enregistrés en 2021 à travers les différentes régions du pays, selon un bilan dévoilé lundi par le colonel Mouloud Guemmat, chargé de la sécurité routière au Commandement de la Gendarmerie Nationale (GN). Présentant le bilan 2021 des activités des unités de la GN, le colonel Guemmat a expliqué que le facteur humain est la principale cause des accidents de la circulation avec un taux de 93%, suivi de l'état des routes, soulignant

que les wilayas d'Alger et Aïn Defla arrivent en tête en termes de nombre d'accidents de la circulation.

Dans ce cadre, le colonel Guemmat a mis l'accent sur la "présence sur le terrain" des unités de la GN pour réduire le nombre des accidents de la route, étant donné que 85% du réseau routier relève de la compétence des services de la GN.

A cette occasion, il a évoqué les plans de sécurité garantissant la présence "permanente" sur le terrain des différentes unités à travers des formations fixes et mobiles,

afin d'assurer "une surveillance continue du trafic routier et répandre la sérénité et la tranquillité parmi les citoyens, notamment les usagers de la route". Les unités de la GN insistent également sur l'aspect de la sensibilisation dans la prévention des accidents de la circulation en organisant des campagnes de sensibilisation au profit des usagers de la route pour réduire le nombre des accidents de la circulation.

A cet égard, il a souligné qu'au cours de l'année 2021, plusieurs campagnes nationales de sensibilisation ont été organisées

à diverses occasions, telles que la rentrée sociale et la saison estivale, ainsi que les intempéries et diverses occasions religieuses et nationales, en coordination avec les différents acteurs partenaires actifs dans le domaine de la sécurité routière. Pendant le mois sacré du Ramadhan, une large campagne de sensibilisation sera organisée au profit des conducteurs et des piétons pour les sensibiliser quant à la nécessité de respecter le code de la route, notamment avant et après la rupture du jeûne, a révélé le colonel Guemmat.

MASCARA

Simulation d'un atterrissage d'urgence d'un avion près de l'aéroport de Ghriss

Plusieurs directions et services de la wilaya de Mascara ont pris part lundi à une manœuvre de simulation d'un atterrissage d'urgence d'un petit avion de transport de voyageurs près de l'aéroport de Ghriss.

Le scénario de cette manœuvre, organisée dans le cadre de l'activation du plan de wilaya d'organisation, de coordination, d'intervention et de secours, porte sur un atterrissage d'urgence d'un avion transportant 25 passagers dont les membres de l'équipage, aux abords de l'aérodrome de Ghriss, à proximité du douar Ouled Merah.

L'incendie déclenché, suite à cet accident, a fait dix morts et 15 blessés, a expliqué le directeur de wilaya de la protection civile, le colonel Mourad Ghreta. Sitôt l'alerte

donnée, les éléments de la protection civile sont intervenus sur place pour porter secours aux blessés et les transférer à un centre médical avancé, mis en place à proximité du lieu de l'accident, et à l'établissement hospitalier public de la daïra de Ghriss.

Cette manœuvre vise à tester la disponibilité des différents services et instances participant à cet exercice, la coordination entre eux, la célérité d'intervention avec la mobilisation de tous les moyens humains et matériels nécessaires, a ajouté l'officier de la protection civile.

Pour sa part, le chef de la cellule d'information, de communication et d'orientation du Groupement territorial de la Gendarmerie nationale, Khaïr Yamina, a indi-

qué, dans un communiqué de presse, que cette manœuvre vise à déterminer le niveau de la préparation opérationnelle face aux catastrophes et l'efficacité des capacités des équipes et des moyens mobilisés ainsi que les étapes d'investigations pour déterminer la raison exacte de l'accident. Il est à noter que d'importants moyens humains et matériels ont été mobilisés dont 300 éléments de différentes instances et services en plus de 60 engins de différentes fonctions. Cet exercice a vu la participation des directions de la protection civile, de la santé, de la sûreté de wilaya, de la santé, le groupement territorial de la gendarmerie nationale ainsi que des éléments de l'ANP.

CORRUPTION

L'Espagne épinglée par le Conseil de l'Europe

L'Espagne doit faire bien plus pour prévenir la corruption au sommet de l'exécutif et dans ses services répressifs, comme la police, avertit mardi le Conseil de l'Europe qui regrette le peu de mesures prises depuis son précédent rapport d'étape en 2019.

L'organe anti-corruption du Conseil de l'Europe (Greco) avait formulé 19 recommandations en juin 2019.

Elles visaient principalement à atténuer "les risques de conflits d'intérêts et de corruption à l'égard des personnes occupant des postes de direction" dans les instances gouvernementales espagnoles.

Il s'agissait aussi pour les services répressifs de notamment "concevoir de manière proactive une stratégie d'intégrité et de lutte contre la corruption". Le Greco note que les deux élections générales se sont tenues en Espagne et que l'état d'urgence a été déclaré en raison de la pandémie de Covid-19, des circonstances qui "ont considérablement affecté les travaux législatifs" et les politiques du gouvernement au regard de son



rapport. L'organe anti-corruption du Conseil de l'Europe regrette néanmoins l'attentisme de Madrid: sur ses 19 recommandations, 7 n'ont été que partiellement mises en œuvre et 12 ne l'ont pas été du tout. Concernant l'exécutif, "certaines évolutions prometteuses sont pré-

vue (...) s'agissant notamment de la transparence, de l'intégrité et de la responsabilité dans le secteur public" avec "l'élaboration d'une approche plus stratégique et holistique de la lutte contre la corruption", note le Greco. Pour autant, il convient, selon lui, de surveiller les "risques

spécifiques pesant sur les personnes investies de fonctions exécutives de haut niveau, y compris les conseillers politiques". Concernant les personnels répressifs en revanche, la situation "est décevante" malgré "quelques progrès concernant ses mécanismes de renforcement de l'éthique" ou des "évolutions intéressantes (...) en matière de promotion de l'égalité des sexes". Le Greco déplore en particulier "une occasion manquée de mettre en place une infrastructure éthique complète, proactive et efficace" au sein de la police.

L'organe anti-corruption du Conseil de l'Europe conclut en demandant que des progrès supplémentaires soient "effectués dans les 18 prochains mois pour atteindre un niveau acceptable de conformité aux recommandations".

MEXIQUE

Six enfants d'une même fratrie meurent dans un incendie



Six frères et sœurs âgés de six mois à 11 ans sont morts brûlés après que la maison où ils se trouvaient a pris feu lundi dans l'état d'Oaxaca, dans le sud du Mexique, a indiqué le bureau du procureur régional.

La mère des enfants a apparemment allumé sa gazinière le matin et s'est rendue au moulin, et quand elle est revenue, la maison était déjà en feu, avec les enfants à l'intérieur, a déclaré le bureau du procureur.

La maison se trouve à Coicoyn de las Flores, dans la région à population autochtone mixtèque d'Oaxaca, considérée comme l'une des trois régions les plus marginalisées et pauvres du pays.

COP15 BIODIVERSITÉ

Nouvelle session de négociations proposée à Nairobi en juin

La Convention sur la diversité biologique (CDB) a proposé mardi la tenue d'une nouvelle session intermédiaire de travail, du 21 au 26 juin à Nairobi, avant la COP15 en Chine qui doit adopter un accord crucial pour mieux protéger la biodiversité.

Les délégations des 196 membres de la CDB sont réunies actuellement à Genève pour une session intermédiaire. Elles se

sont retrouvées pour la première fois en personne depuis plus de deux ans, l'épidémie de Covid-19 ayant retardé la tenue de la COP15. Cette nouvelle session de juin portera sur "le cadre mondial pour la biodiversité" qui doit être adopté lors de la COP15 prévue à Kunming, en Chine, officieusement fin août-début septembre. Ce cadre vise à "vivre en harmonie avec la nature" d'ici 2050, avec des objec-

tifs à 2030. Les négociations à Nairobi porteront aussi sur "les informations de séquençage numériques", un sujet complexe et jugé crucial par des pays du Sud, selon un texte publié sur le site internet de la CDB.

Cette proposition doit encore être adoptée par les délégations mardi après-midi, dernier jour de la session intermédiaire à Genève.

BURKINA FASO

Plus de 2,8 millions de personnes en situation de crise alimentaire

Plus de 2,8 millions de personnes réparties dans 11 provinces du Burkina Faso sont en situation de crise alimentaire, a annoncé lundi, le Comité de prévision de la situation alimentaire et nutritionnelle (CPSA) lors de sa première session de l'année 2022.

Le ministre de l'Agriculture, des Ressources

animales et halieutiques, Innocent Kiba, cité par des médias locaux, a expliqué que cette situation est due notamment à l'insécurité que connaît le pays réduisant les surfaces de production, et également à la grippe aviaire, à la pandémie du coronavirus (Covid-19).

"Dès la semaine prochaine, des actions seront posées

pour l'ouverture de boutiques-témoins pour soulager un tant soit peu la population en attendant que le plan de réponse se mette en œuvre", a-t-il noté.

"Les résultats qui vont sortir de ce comité, vont nous permettre très rapidement de mettre en œuvre un plan de réponses pour pouvoir gérer la situation actuelle qui est

assez difficile sur le plan alimentaire et nutritionnel", a-t-il assuré.

Pour le ministre, les conclusions de cette première session permettront au gouvernement de mettre en place un plan global de riposte avec pour objectif de juguler l'insécurité alimentaire, qui menace des millions de Burkinabè.

HONDURAS

L'ex-président Hernandez sera extradité aux États-Unis pour trafic de drogue

La Cour suprême (CSJ) de justice du Honduras a ordonné lundi l'extradition vers les États-Unis de l'ex-président Juan Orlando Hernandez où il est poursuivi pour trafic de drogue.

La chute a été brutale.

A peine venait-il de céder le pouvoir, le 27 janvier dernier, à la nouvelle présidente de gauche Xiomara Castro, que le tout frais ex-chef de l'Etat (2014-2022) se

retrouvait enchaîné aux poignets et aux chevilles lors de son arrestation le 15 février devant les caméras.

Le 17 mars, un juge d'extradition de première instance accède à la demande présentée par le tribunal du District Sud de New York d'extrader l'ex-président de droite de 53 ans pour avoir participé à une "conspiration (qui) a transporté plus de 500 tonnes de cocaïne aux

États-Unis via le Honduras". Lundi, les membres de la Cour Suprême de Justice (CSJ) du Honduras réunis en assemblée plénière ont rejeté l'appel formulé par la défense de l'ancien chef de l'Etat et "la décision du juge de première instance d'accorder l'extradition de Juan Orlando Hernandez est confirmée", a déclaré le porte-parole de la CSJ, Melvin Duarte

DROITS DES HUMAINS

Au Mexique, des autorités accusées d'empêcher l'enquête sur les 43 étudiants disparus d'Ayotzinapa

Des autorités au Mexique ont été accusées lundi par un groupe international d'experts indépendants d'empêcher l'enquête sur la disparition de 43 étudiants en 2014, une affaire qui avait attiré l'attention des médias internationaux dans un pays qui compte près de 100.000 disparus.

Des institutions mexicaines font "semblant" de faciliter l'enquête, d'après Angela Buitrago, du Groupe interdisciplinaire des experts indépendants (GIEI), sans nommer les institutions en question.

Le GIEI a présenté lundi son troisième rapport sur la disparition des 43 étudiants d'Ayotzinapa en septembre 2014 dans l'Etat du Guerrero (ouest) connu pour sa station balnéaire Acapulco et les violences attribuées au narco-trafic.

Seuls trois corps ont été identifiés jusqu'à présent.

Selon la "vérité historique" de l'ancien président Enrique Peña Nieto (2012-2018), les jeunes ont été arrêtés et livrés par des policiers à des narcotrafiquants du cartel Guerreros Unidos.

Les étudiants auraient été confondus avec les membres d'un bande rivale.

Après avoir été tués par balles, leurs restes ont été incinérés et jetés dans une décharge, d'après cette version contestée depuis le départ par les familles, les experts du GIEI et l'ONU.

"Il y a encore des institutions qui ne livrent pas" tous les documents nécessaires pour l'enquête, a déclaré Angela Buitrago, du GIEI créé en novembre 2014 à la suite d'un accord avec l'Etat mexicain pour éclaircir les faits.

LIBAN

L'éducation est affectée par les difficultés économiques

Les élèves et professeurs sont affectés par les difficultés économiques au Liban, a indiqué mardi une responsable des Nations Unies.

"Nous sommes maintenant dans une situation d'urgence.

L'éducation au Liban est en crise parce que le pays traverse une crise," a déclaré lundi Maysoun Chehab, responsable du Liban à l'Organisation des Nations unies

pour l'éducation, la science et la culture (Unesco).

Mme Chehab s'exprimait à Beyrouth en marge d'une cérémonie célébrant l'achèvement d'un projet de 35 millions de dollars (environ 31,7 millions d'euros) de l'Unesco pour réhabiliter 280 établissements scolaires endommagés par l'explosion au port de la capitale le 4 août 2020.

"Les écoles n'ont pas assez de fonds

pour fonctionner comme elles le devraient, les enseignants n'ont pas un salaire suffisant (...) et les élèves n'ont pas les moyens de transport nécessaires en raison des prix élevés du carburant," a déploré Mme Chehab.

Les coupures de courant quotidiennes de plus de 20 heures et la flambée des prix de l'essence signifient que de nombreux étudiants n'ont ni les moyens d'aller en

classe ni d'étudier à domicile. La sous-directrice générale de l'Unesco en charge de l'éducation, Stefania Giannini, s'est cependant dite optimiste lundi quant au soutien de la communauté internationale: "Je sais que la crise économique affecte encore beaucoup (le pays), mais je suis également convaincue que le Liban ne sera pas abandonné" à son sort.

DON DE SANG

Lancement hier de la campagne nationale pour l'année 2022



La première campagne nationale, au titre de l'année 2022, sera lancée mercredi afin de booster le don de sang, alors que le nombre de donneurs demeure "insuffisant", en dépit de son "évolution" en 2021, indique mardi l'Agence nationale du sang (ANS) dans un communiqué.

Cette manifestation, lancée à l'occasion de la Journée maghrébine du don de sang (30 mars), sera menée en collaboration avec la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN), note l'ANS, soulignant qu'en dépit d'une évolution de plus de 5,54% en 2021 du nombre de poches de sang collectées par rapport à 2020, ce chiffre "appréciable" reste "insuffisant".

Tout en précisant que la moitié des dons proviennent de donneurs de compensation, 75% réalisés en site fixe et 88% de donneurs sont des hommes, l'ANS insiste sur l'importance d'instaurer une culture du don de sang au sein de la société.

La célébration de cette journée permettra, selon l'Agence, de "répondre aux services cliniques, notamment durant le mois de Ramadhan où est enregistrée une baisse de la fréquentation des donneurs".

Outre la campagne de sensibilisation, d'autres actions sont prévues, telles que les opérations de collectes de sang, associant divers partenaires dont la SEAAL, Algérie Poste, les Scouts musulmans algériens, le Croissant rouge algérien, des entreprises publiques et privées, des associations étudiantes et de bienfaisance.

Par ailleurs, l'ANS et la Fondation Warred ont convenu, le 22 mars courant, d'un "partenariat durable" destiné à la promotion de cet acte de solidarité, à l'échelle nationale.

Un objectif pour lequel le ministère des Affaires religieuses a également été impliqué à travers un prêche tenu vendredi passé.

BILAN DE LA PANDEMIE DU COVID-19

10 nouveaux cas, 9 guérisons et un décès

Dix (10) nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19), neuf guérisons et un décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué, mardi, le ministère de la Santé dans un communiqué.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 265651, celui des décès à 6874 cas, alors que le nombre de patients

guéris est passé à 178270 cas. Par ailleurs, 6 patients sont actuellement en soins intensifs, précise la même source, ajoutant que 42 wilayas n'ont enregistré aucun cas, alors que 6 autres ont enregistré de 1 à 9 cas.

Le ministère de la Santé rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exigeait de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le port du masque.

INFRASTRUCTURES MÉDICALES

Benbouzid: « levée de la décision de gel des projets »

Le ministre de la santé, Abderrahmane Benbouzid, a annoncé mardi à Tizi-Ouzou que les pouvoirs publics ont décidé la levée du gel des projets de réalisation d'infrastructures de santé à travers le territoire national.

S'exprimant à l'inauguration d'un nouveau bloc au niveau du CHU Nedir Mohamed, le ministre a indiqué que "le gouvernement a décidé de lever le gel des projets de construction des structures de santé", notamment, les CHU. L'ensemble des projets inscrits il y a plusieurs années, gelés ensuite pour cause de la situation financière du pays seront relancés", a-t-il dit en réponse à une interpellation sur le sort du nouveau CHU de la wilaya inscrit en 2014 et pas encore réalisé. "Il y a 10 projets de CHU inscrits, parmi lesquels celui de Tizi-Ouzou, dont les études seront bientôt relancées après cette décision du gouvernement suite à l'amélioration de la situation financière du pays", a-t-il précisé. Dans l'intervalle, M. Benbouzid a indiqué que la politique sanitaire du gouvernement s'oriente vers "le développement des structures de santé de proximité pour offrir au citoyen une meilleure prise en charge médicale, et partant, diminuer la charge sur les CHU existants". Le ministre a, également, relevé la nécessité de création de nouveaux services et nouvelles disciplines pour répondre aux besoins recensés et



aussi pour répondre aux situations d'urgence, citant les incendies qu'a connus Tizi-Ouzou et certaines wilayas limitrophes l'été dernier.

A ce propos, M. Benbouzid a indiqué qu'un hôpital des grands brûlés de 150 places, initialement conçu comme hôpital mère et enfant, sera ouvert à Baba Ahcene, Nord-ouest d'Alger, en appui à celui de Douéra.

"Nous avons obtenu l'accord du gouvernement pour le changement d'intitulé de cet établissement pour en faire un hôpital des grands brûlés, vu qu'il y a un hôpital mère et enfant à Douéra dont le taux d'occupation ne

dépasse pas les 50%", a-t-il expliqué.

Lors de cette visite, M. Benbouzid a procédé à l'inauguration de 2 autres structures, l'hôpital 60 lit "Slimane Dehiles" de Ouadhias au Sud-ouest de la wilaya ainsi que la polyclinique de Khelifa Fatima à Tamda, dans la commune de Ouaguenoune à l'Est.

Il a, également, visité l'unité d'hémodialyse ainsi que l'hôpital de Larbaa N'Ath Irathen où un projet d'extension de la structure lui a été présenté ainsi qu'une structure de santé privée, l'hôpital Chahids Mahmoudi au chef lieu de la wilaya.

UNIVERSITÉ DES SCIENCES ET DES TECHNOLOGIES HOUARI BOUMEDIENE

Journée d'information et de sensibilisation sur le Covid-19

Une journée d'information et de sensibilisation sur la pandémie du Covid-19 et son impact en milieu universitaire et scolaire, a été organisée, mardi à Alger, par l'Université des Sciences et des Technologies Houari Boumediene (USTHB), dans le cadre de la Semaine maghrébine de la santé scolaire et universitaire qui s'étale du 27 au 31 mars.

L'objectif de cette manifestation est de "sensibiliser la communauté universitaire et scolaire par rapport à la pandémie de Covid-19 qui sévit dans le monde et dans notre pays, et qui a eu un impact assez fort en milieu universitaire et scolaire", a précisé le recteur de l'USTHB, professeur Akretche Djamel Eddine, relevant que cette pandémie a fait que les méthodes de l'enseignement à l'université soient changées.

Il a mis l'accent, à ce propos, sur l'importance de la vaccination, soulignant que maghrébine est une occasion pour "attirer les étudiants" à cet effet.

Pour sa part, Dr Bensnouci Noredidine, président de la cellule de la formation médicale continue à l'EPSP Bord El Kiffan, a souligné que "cette semaine s'inscrit dans le cadre de la sensibilisation des jeunes



au niveau des universités et des établissements scolaires, écoles coraniques et des centres de la formation professionnelle sur la pandémie de coronavirus".

Il s'agit aussi de s'assurer la continuité de l'enseignement en situation de crise et la continuité de la vie

sociale et étudiante", a-t-il relevé, mettant l'accent sur la "nécessité du respect des mesures de protection".

De son côté Dr Ounadi, spécialiste de la santé publique au niveau du même établissement, a précisé que le but de cette manifestation est de sensibiliser le milieu universitaire sur le Covid-19 et d'assurer "la continuité de l'enseignement en situation de crise sanitaire".

Elle rappelle, dans ce cadre, que les pouvoirs publics ont mis en place un dispositif, notamment le protocole sanitaire et l'enseignement à distance en vue de sauver l'année scolaire et universitaire, tout en mettant l'accent sur l'importance d'encourager la vaccination.

La semaine maghrébine de la santé scolaire et universitaire de l'année 2022 organisée sous le thème: "Pour la continuité de l'enseignement en situation de crise sanitaire", a été lancée dimanche dernier à l'Université des Sciences et de la Technologie Houari Boumediene (USTHB), en présence des représentants de différents ministères et le représentant de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) en Algérie.

ONCOLOGIE

9 anticancéreux produits localement en 2021

Neuf médicaments anticancéreux ont été produits localement en 2021, a indiqué mardi à Alger le Directeur général de l'Agence nationale des produits pharmaceutiques (ANPP), Pr. Kamel Mansouri.

"Nous étions amenés à encourager l'enregistrement des produits d'oncologie médicale et à élargir la gamme afin de lever le monopole sur le marché de certains produits et de localiser un

maximum de produits au niveau national. A ce titre, durant l'année dernière (2021, Ndlr), nous sommes passés à la production locale de 9 anticancéreux", a expliqué le Pr. Mansouri à la chaîne 3 de la Radio Algérienne.

Il a ajouté que "plus de 224 produits dédiés à l'oncologie ont été enregistrés (entre nouvel enregistrement et renouvellement) sur un ensemble de produits qui dépasse les 700 décisions d'enregist-

rement délivrées en 2021". Le Pr. Mansouri a précisé que le nombre des nouveaux anticancéreux issus de la biotechnologie enregistrés l'année dernière "a dépassé la quarantaine, dont une dizaine sont des produits innovants".

Par ailleurs, l'invité de la Radio a indiqué que l'autosuffisance en termes de produits pharmaceutiques, d'une manière globale, est évaluée à "plus 70%".

L'ANPP est un organisme chargé notamment d'assurer l'homologation et l'enregistrement de tout ce qui relève du pharmaceutique en général et qui veille à mettre une politique nationale du médicament visant, entre autres, à assurer la disponibilité des médicaments, la réduction de la facture des importations et l'exportation des produits fabriqués localement.

P A N D E M I E D E C O R O N A V I R U S

ETATS UNIS

Le nombre de vaccinations aux Etats-Unis à son plus bas niveau depuis 2020

Le nombre quotidien de vaccinations contre le COVID-19 aux Etats-Unis est tombé à son plus bas niveau depuis les premiers jours de la campagne d'inoculation en 2020, bien qu'un grand nombre d'Américains n'aient pas encore reçu leur piqûre de rappel, selon un reportage publié par le site d'information The Hill.

Le nombre moyen sur sept jours des doses de vaccin administrées dans le pays, tous types confondus, a baissé à 127.000 par jour au cours de la semaine écoulée, selon les statistiques collectées par The Hill.

Ces statistiques montrent un recul



régulier depuis janvier, quand plus d'un million de doses étaient administrées chaque jour, selon ce reportage. Le nombre d'Américains ayant reçu deux doses a augmenté jusqu'à atteindre 75% des adultes, tandis que le nombre de piqûres de rappel reste

à la traîne, a estimé The Hill.

Environ la moitié de la population éligible n'a pas encore reçu de troisième dose aux Etats-Unis, selon les chiffres du Centre américain de contrôle et de prévention des maladies (CDC).

Etats Unis : près de 30.000 infections chez les enfants en une semaine

Près de 30.000 infections au nouveau coronavirus chez les enfants ont été signalées à travers les Etats-Unis la semaine dernière, selon un rapport publié lundi par l'Académie américaine de pédiatrie (AAP) et l'Association des hôpitaux pour enfants (CHA).

Le nombre de cas positifs chez eux a fortement aug-

menté cette année lors de la vague du variant Omicron, avec plus de 4,9 millions de cas signalés depuis début janvier, a-t-il indiqué.

Plus de 12,8 millions d'enfants ont été testés positifs depuis le début de la pandémie dans le pays, dont plus de 171.000 ces quatre dernières semaines. Depuis la première

semaine de septembre 2021, environ 7,8 millions cas d'enfants infectés par le virus ont été enregistrés, toujours selon le même rapport.

Il est urgent de recueillir davantage de données spécifiques à l'âge pour évaluer la gravité de la maladie liée aux nouveaux variants ainsi que les effets potentiels à

long terme, a estimé l'AAP.

"Il est important de reconnaître que la pandémie a des effets immédiats sur la santé des enfants, mais nous devons surtout identifier et traiter les impacts à long terme sur le bien-être physique, mental et social de cette génération d'enfants et de jeunes", a-t-elle ajouté.

TOGO

Assouplissement des mesures restrictives à l'aéroport de Lomé

Le Togo a allégé les mesures restrictives liées au COVID-19 à l'aéroport international Gnassingbé Eyadéma (AIGE) de Lomé, dans la capitale togolaise, face à la baisse des contaminations au nouveau coronavirus dans le pays, a annoncé un communiqué du gouvernement publié lundi soir.

"Pour les voyageurs arrivant au Togo et présentant une preuve de vaccination complète, le test PCR n'est plus exigé comme document sanitaire de voyage. De plus, il n'est

plus exigé d'effectuer le test PCR à l'arrivée", a indiqué le communiqué. "Pour les voyageurs non vaccinés arrivant au Togo, la preuve d'un test PCR négatif reste exigée comme document sanitaire de voyage. Ces voyageurs seront donc soumis à un test PCR à l'aéroport", ajoute le même document.

Quelques jours plus tôt, la Coordination nationale de la gestion de la riposte contre le COVID-19 avait fait état de la baisse constante des nouveaux cas de contamination qui

avait donné lieu à l'assouplissement d'une série de mesures restrictives dans le pays.

En date du 27 mars, le Togo avait enregistré au total 36.921 cas confirmés du COVID-19, dont 68 cas actifs, 36.581 personnes guéries de la maladie et 272 décès depuis la détection du premier cas au Togo le 6 mars 2020.

Dans le même temps, au total 716.349 tests de laboratoire ont été effectués sur l'ensemble du territoire togolais.

CHINE

Shanghai impose un confinement par secteur

Shanghai sera soumise à partir de lundi à un confinement par secteur, face à un rebond de l'épidémie de Covid-19 lié au variant Omicron, a annoncé dimanche le gouvernement de la plus grande ville de Chine.

La partie est de la ville sera confinée pour cinq jours afin de permettre le dépistage de sa population, suivie par la partie ouest pour la même durée à partir du 1er avril. Shanghai compte au total 25 millions d'habitants.

La métropole est devenue ces derniers jours l'épicentre d'une nouvelle vague de contaminations dans l'ensemble de la Chine, qui a commencé à s'accélérer début mars. La Commission na-



tionale de la santé a fait état dimanche de plus de 4.500 nouvelles contaminations, un chiffre inférieur de plus de 1.000 à ceux enregistrés au cours des jours précédents, mais bien supérieur à

ceux des deux dernières années. Des millions d'habitants de régions touchées dans l'ensemble du pays ont été soumis à des confinements créés dans des villes comme la cité industrielle de She-

nyang (nord-est), capitale de la province du Liaoning, frontalière de celle du Jilin, la plus touchée par la récente vague épidémique.

Shanghai a toutefois évité un confinement total, les responsables jugeant impératif de maintenir ouverts le port et le pôle financier de la ville, afin de préserver l'économie nationale et aussi mondiale.

Bien que les chiffres concernant les nouveaux cas quotidiens de diffusion du virus soient très bas en comparaison avec d'autres pays dans le monde, ce sont les plus hauts en Chine depuis les premières semaines de la pandémie qui avait émergé à Wuhan à la fin de l'année 2019.

BRÉSIL

Le président Bolsonaro a quitté l'hôpital après un malaise

Le président brésilien Jair Bolsonaro a quitté mardi l'hôpital militaire de Brasília où il avait été admis la veille après un malaise, a annoncé le ministre de la Communication Fabio Faria.

"Le président est déjà sorti de l'hôpital et il est en super forme", a précisé le ministre sur Twitter.

Le chef de l'Etat, âgé de 67 ans, était absent lundi soir d'une cérémonie organisée par le Parti républicain, une des formations qui le soutiennent, alors que sa présence avait été annoncée.

"Je suis sûr que le président va bien, on lui fait juste subir quelques examens, c'est pourquoi il n'est pas ici", avait alors expliqué le président du parti, le député Marcos Pereira.

Selon le fils aîné du chef de l'Etat, le sénateur Flavio Bolsonaro, ce malaise est la conséquence de l'agression au couteau que son père a subie en 2018, en pleine campagne électorale pour la présidentielle qu'il a remportée.

"Les conséquences de la tentative d'homicide (...) continuent de causer des problèmes de santé à mon père", a tweeté Flavio Bolsonaro. "Mais le mal n'a jamais gagné et ne vaincra jamais le bien", a-t-il ajouté.

Depuis l'attentat à l'arme blanche dont il a été victime lors d'un bain de foule et qui a failli lui coûter la vie, Jair Bolsonaro accumule les alertes abdominales.

Les séquelles de cette agression lui ont valu d'être opéré quatre fois de l'abdomen et il est toujours sous la menace d'une occlusion intestinale.

En janvier, il avait été hospitalisé d'urgence en raison de violentes douleurs abdominales provoquées par une sub-occlusion intestinale, mais avait échappé à une nouvelle opération.

GHANA

Le Ghana lève la plupart des restrictions relatives au COVID-19

Le président ghanéen Nana Addo Dankwa Akufo-Addo a annoncé la réouverture des frontières terrestres et maritimes de son pays et la levée de la plupart des restrictions liées au COVID-19.

Dans son 28e discours national sur la pandémie dimanche, le président a déclaré que cette décision avait été prise après avoir passé en revue l'ensemble des mesures mises en place, dans un contexte de déclin rapide des infections et de succès relatif de la campagne de vaccination menée par le service de santé du Ghana. «A partir de lundi, le port du masque ne sera plus obligatoire», a déclaré M. Akufo-Addo.

«Je vous encourage tous à continuer à maintenir des pratiques d'hygiène des mains améliorées et à éviter les rassemblements surpeuplés». Toutes les activités en personne, y compris les rassemblements religieux, les conférences, les ateliers et les funérailles, peuvent reprendre à plein régime, tant que le public et les participants sont entièrement vaccinés, mais des points de lavage et de désinfection des mains doivent être mis à disposition, a précisé le président.

«Les voyageurs entièrement vaccinés seront autorisés à entrer par les frontières terrestres et maritimes sans un résultat de test PCR négatif», a-t-il déclaré.

«Ces deux années ont été difficiles, et nous voyons la lumière au bout d'un très long tunnel. J'appelle chacun d'entre nous à vivre de manière responsable, à se protéger et à faire tout ce qui est en son pouvoir pour rester en sécurité alors que nous levons ces restrictions», a déclaré M. Akufo-Addo.

Effets du sport sur les os, les articulations et les tendons

Les contractions des muscles ont besoin des autres éléments de l'appareil locomoteur pour se transformer en mouvements. Les tendons attachent les muscles aux os, eux-mêmes reliés entre eux par des articulations. L'impact de l'activité physique sur ces éléments est moins visible que sur le cœur, la respiration ou les muscles. Pourtant, ils s'adaptent également aux contraintes que les différentes formes d'activité physique leur font subir.

Les effets du sport sur les os

Sous le microscope, les os ressemblent à une éponge ou à un enchevêtrement de travées, similaires aux croisillons de métal qui forment la structure de la tour Eiffel. Ces travées sont constituées de protéines sur lesquelles du calcium s'est déposé pour former des structures rigides. Dans les os des membres, cette structure se retrouve essentiellement au niveau des extrémités des os. Le long du corps des os (diaphyse, voir figure), les travées sont fortement comprimées pour former des lames très denses sur lesquelles s'attachent les tendons et les muscles. Nos os sont le siège d'un processus de renouvellement constant. À un rythme très lent, ils sont continuellement détruits et reconstruits pour que leur structure soit parfaitement adaptée aux conditions de vie. Au cours de la vie, le squelette est ainsi rebâti quatre à cinq fois.

L'adaptation du squelette au sport

L'adaptation des os au sport s'effectue toujours sur le long terme, lors du processus de leur renouvellement. Soumis à l'activité physique, et en particulier aux impacts, les os se renforcent : les diaphyses s'épaississent, les épiphyses deviennent plus denses. L'organisation des travées se modifie pour que les impacts habituellement subis pendant le sport (par exemple, à chaque foulée d'un coureur) soient mieux supportés. Les points d'insertion des muscles se renforcent et s'adaptent aux tractions plus importantes des muscles.

L'inactivité, un séjour prolongé au lit suite à un accident, l'aplanissement (chez les astronautes) et l'ostéoporose (la déminéralisation des os liée à l'âge) fragilisent les os. Inversement, la pratique d'un sport au cours duquel les os subissent des impacts réguliers (course, fitness, sports de ballon, ski, tennis, etc.) favorise leur renouvellement et augmente leur solidité. La pratique de ces sports, même avec une intensité modérée, permet de lutter contre l'ostéoporose. Les sports où les impacts sont rares ou absents (natation, vélo, etc.) n'ont pas d'effets



benéfiques sur les os. Néanmoins, lors d'impacts excessifs en intensité et fréquence, des problèmes osseux peuvent apparaître.

Les articulations et le sport

Les articulations sont enveloppées par une capsule et des ligaments. À l'intérieur, une membrane sécrète un liquide lubrifiant dans l'articulation : la synovie. À l'intérieur des articulations, les surfaces des têtes osseuses sont recouvertes de cartilage.

L'adaptation des articulations au sport

L'adaptation des articulations à court terme pendant le sport. Après une dizaine de minutes d'activité physique, l'épaisseur du cartilage articulaire augmente par absorption de liquide provenant de la synovie et de l'os sous-jacent. Le cartilage améliore ainsi sa compressibilité, augmente la surface de contact de l'articulation et

accentue sa fonction d'amortisseur. Cet épaississement est temporaire. Environ une heure après l'effort, le cartilage retrouve son épaisseur initiale. Cette adaptation devient de moins en moins efficace au fur et à mesure que le sport vieillit. L'adaptation des articulations à long terme pendant le sport. Le cartilage s'adapte à la pratique régulière d'un exercice physique. Ses cellules augmentent leur capacité à absorber les liquides et leur structure devient plus riche en collagène, une protéine qui leur donne de l'élasticité. Ainsi, le cartilage résiste mieux aux pressions et aux cisaillements provoqués par la répétition des gestes sportifs.

Les ligaments et les tendons pendant le sport

Les ligaments et les tendons sont des faisceaux de fibres très résistantes, essentiellement composées de collagène. Ces fibres sont disposées de telle manière

que la résistance à la traction des ligaments et tendons soit très importante (un peu comme les fibres d'une corde). Along terme, l'exercice provoque une augmentation de l'épaisseur des ligaments et améliore leur résistance à la traction. Les fibres de collagène sont plus nombreuses et leur organisation permet aux tendons et aux ligaments de résister aux tractions imposées par le sport. L'importance de l'échauffement et de la récupération sur les articulations et les tendons. Le cartilage au sein des articulations met une dizaine de minutes à réagir après le début de l'activité physique. Lorsqu'une personne démarre son entraînement sans s'échauffer, elle soumet ses articulations à des sollicitations importantes sans leur avoir laissé le temps de s'adapter. Les risques de dommage au niveau du cartilage sont plus importants. À la longue, une arthrose (usure anormale des cartilages articulaires) peut s'installer. Les tendons et les ligaments sont moins élastiques que les

muscles. S'ils sont brutalement étirés à froid, les risques de micro-lésions, voire de rupture, sont importants. Après plusieurs séances sans échauffement, une tendinite va apparaître. Lors de l'échauffement, des exercices d'assouplissement, en tendant et relâchant plusieurs fois tendons et ligaments, les préparent sans risque à l'effort.

À la fin de l'entraînement, la récupération active et les étirements (voir ci-dessous) permettent aussi aux articulations et aux tendons de revenir progressivement à leur état de repos.

Les étirements et le stretching après le sport

Les étirements doivent être effectués après la phase de récupération active. Si les muscles sont alimés (par exemple après une course en descente), il est préférable d'attendre deux heures et plus. Les étirements limitent les courbatures et permettent aux muscles contractés par l'effort de retrouver leur longueur au repos. Ils aident également à éliminer l'acide lactique en favorisant l'irrigation sanguine. Ils doivent être pratiqués en douceur, sans à-coups, et ne doivent pas être douloureux. Des étirements courts et répétés sont préférables à un étirement long unique. En effet, un étirement trop prolongé bloque la circulation du sang dans le muscle et ne permet pas l'élimination de l'acide lactique. En pratique, chaque muscle ou groupe de muscles sollicités par l'effort doit être étiré pendant 12 à 15 secondes (4 à 5 respirations complètes), 4 à 6 fois, en alternant côté gauche et côté droit. Les massages après l'exercice sont également un bon moyen de renforcer les courbatures et d'éliminer les substances toxiques produites au cours de l'exercice.

Les étirements ne sont pas réservés à la phase de récupération. La pratique régulière permet de préserver l'élasticité des muscles, de renforcer la zone de jonction entre les muscles et les tendons et d'augmenter la souplesse générale et l'amplitude des mouvements. Les cours de stretching sont un bon complément à la pratique de nombreux sports.

L'échauffement avant le sport

L'échauffement permet aux muscles de débiter leur effort en douceur. Il provoque la dilatation des capillaires et augmente la température du corps, ce qui permet une meilleure efficacité des réactions chimiques qui génèrent l'énergie. De plus, il favorise l'utilisation par les muscles de la voie aérobie qui est plus efficace sur le plan énergétique. Les assouplissements stimulent et étirent muscles et tendons, ce qui permet de diminuer les risques d'accidents de type elongation ou déchirure.

L'échauffement est indispensable pour préparer le corps et l'esprit à l'effort, et contribuer à prévenir les accidents. Il laisse aux organes le temps de se préparer aux performances qu'il va devoir accomplir. Il permet également de s'adapter aux conditions imposées par l'environnement : température, humidité, altitude, etc. Les sportifs qui ont une masse musculaire volumineuse mettent plus longtemps à s'échauffer. L'échauffement doit être systématiquement effectué avant chaque séance. Pour cela, il est important d'en faire un véritable rituel où les mêmes exercices sont répétés dans le même ordre, entraînement après entraînement. Au début, les 15 à 20 minutes passées à s'échauffer peuvent paraître bien longues. Commencez en groupe pour vous motiver mutuellement. Après quelques séances, il ne vous viendra plus à l'idée de vous en passer.

Un échauffement bien mené comporte trois phases :

L'échauffement général (10 à 15 minutes) : il s'agit de faire des exercices qui élèvent la température du corps et le mettent en condition. Trotter, sauter à la corde, faire un peu de vélo, faire des pompes, des abdominaux, des flexions des jambes, etc., toutes sortes d'activités faites progressivement et en douceur peuvent faire l'affaire. Il faut faire travailler les muscles qui seront sollicités par le sport en privilégiant les mouvements rapides et sans résistance :

Les assouplissements (5 minutes) :

Le but de cette phase est d'assouplir les muscles et les tendons qui vont travailler, et de stimuler leurs récepteurs. Chaque muscle ou groupe de muscles est étiré pendant 6 secondes (soit deux respirations complètes), puis contracté pendant 6 secondes (tout en maintenant la position d'étirement, ce qui demande un peu de concentration au début), et enfin relâché pendant 6 secondes. L'exercice est répété une fois :

L'échauffement spécifique :

en fait, il s'agit de commencer la séance proprement dite, mais sans force, en augmentant progressivement l'intensité de l'effort.

N'oubliez pas : vingt minutes d'échauffement avant chaque séance valent mieux que deux mois d'arrêt après un accident ! Il peut être bénéfique de pratiquer des échauffements chaque jour, même en dehors des jours de pratique sportive, par exemple le matin au lever pour se dérouiller.

Les muscles et le sport

Une fois stimulés par les impulsions nerveuses venues du cerveau, les muscles vont se contracter. Dans le cadre des activités physiques, les muscles sont sollicités de différentes manières selon la durée et l'intensité de l'exercice.

La structure des muscles

Les muscles sont formés de faisceaux composés de fines cellules, parfois très longues, appelées fibres musculaires. À l'intérieur des fibres se trouvent des filaments de protéines imbriqués les uns dans les autres. Lorsque la fibre est stimulée par une cellule nerveuse, ces filaments glissent les uns le long des autres, provoquant un raccourcissement de la fibre. Lorsque ce raccourcissement s'ajoute à celui de nombreuses autres fibres, le muscle se contracte.

Cette contraction consomme de l'énergie sous forme d'ATP provenant essentiellement de la transformation du glucose et des acides gras. Les fibres musculaires sont de deux types : des fibres rapides, capables de se contracter très rapidement mais peu de fois à la suite, et des fibres lentes, capables de se contracter un plus grand nombre de fois, permettant des exercices plus longs. La proportion de fibres rapides et de fibres lentes varie selon les muscles.

Les muscles responsables des mouvements se trouvent sous le contrôle de cellules nerveuses (les neurones) provenant du cerveau et passant par la moelle épinière. Au niveau des muscles, les terminaisons nerveuses se ramifient et chaque ramification est accolée à la membrane d'une fibre.

La détente verticale

Un test simple permet d'évaluer l'aptitude d'un sportif à pratiquer des sports de vélocité (sprint, lancers, judo, tennis, football, etc.) qui demandent un effort de type explosif (avec beaucoup de force développée en un temps très bref). Ce test, qui évalue la réactivité des fibres musculaires rapides, se fait en mesurant la hauteur maximale atteinte lors d'un saut vertical effectué pieds joints et avec élan.

L'adaptation des muscles à la pratique du sport

Pendant la pratique d'un sport, les muscles vont travailler davantage. Prévenir les accidents musculaires liés au sport (claquage, déchirure, etc.) implique de bien connaître les effets du sport sur les muscles.

L'adaptation des muscles à court terme pendant le sport

Lors de l'échauffement, les capillaires qui irriguent les muscles se dilatent pour laisser passer plus de sang. Pendant les premières minutes, les fibres musculaires utilisent leurs réserves d'ATP, de phosphocréatine et de glucose pour fournir l'énergie nécessaire à leur contraction, sans intervention de l'oxygène. Ensuite, l'utilisation de l'oxygène permet d'obtenir une plus grande quantité d'énergie, tout d'abord à partir du glucose puis, après une vingtaine de minutes, à partir des acides gras.

L'adaptation des muscles à long terme pendant le sport

La pratique régulière d'un sport de type musculature favorise le développement de la fibre musculaire. Les muscles deviennent plus visibles parce que le diamètre des fibres musculaires augmente. Ces fibres deviennent plus réactives aux stimulations des cellules nerveuses. Elles se contractent plus efficacement et améliorent leur utilisation des nutriments : le recours aux acides gras comme source d'énergie se fait plus rapidement. Pour les fibres rapides, cette adaptation se traduit par un gain de chaque centimètre, en vitesse et en force. L'adaptation des fibres lentes permet d'améliorer les capacités d'endurance. La pratique du sport provoque aussi l'augmentation du nombre de capillaires qui irriguent les muscles.



L'importance de la musculature pour l'ensemble des sports

L'adaptation des muscles à la pratique sportive peut avoir des conséquences négatives. Sous l'effet de l'exercice, et en particulier des exercices de force, les muscles tendent à perdre de leur élasticité. Ils sont plus toniques : leur longueur au repos est plus courte du fait d'un état de contraction résiduel permanent. La présence de muscles trop toniques peut provoquer des anomalies de la posture, c'est-à-dire de la façon de se tenir.

Par exemple, les personnes qui pratiquent l'escalade font énormément travailler les muscles du devant de l'épaule et les pectoraux : ils ont souvent une posture particulière avec les épaules « enroulées » vers l'avant. Ces mauvaises postures peuvent être responsables de douleurs, voire de problèmes de dos après plusieurs années. Ces problèmes sont corrigés par la pratique d'étirements après l'effort et par la mise en place d'un programme de musculature destiné à faire travailler les muscles qui ne sont pas sollicités par ailleurs. Pour les mêmes raisons, les pratiquants de sports asymétriques (sports de raquette, golf, lancers, etc.) ont intérêt à pratiquer des exercices de musculature symétrique pour éviter des problèmes de posture.

Ainsi, pour tous les sportifs de haut niveau, l'entraînement ne consiste pas seulement à pratiquer leur discipline. Un programme personnalisé de musculature ou d'endurance tient toujours une place importante dans leur entraînement : pour faire travailler les muscles nécessaires à une bonne gestuelle, pour compenser les déséquilibres posturaux, mais aussi pour améliorer la résistance (pour les sportifs d'endurance) ou l'endurance (pour les sportifs de résistance).

Ce programme personnalisé relève de la compétence des préparateurs physiques qui encadrent les sportifs.

Chez les sportifs, la fatigue n'est pas que musculaire !

Lors d'un effort intense et prolongé, les muscles peuvent donner des signes de fatigue : diminution de la vitesse et de la qualité

des gestes, crampes, sensations de brûlure, tremblements, raideur, défaillance, etc. Les origines de ces signes peuvent être diverses : L'accumulation d'acide lactique lors de la production d'énergie augmente l'acidité au sein des fibres musculaires. Cette acidité a tendance à inhiber la synthèse d'ATP à partir du glucose et des acides gras et diminue l'énergie disponible pour la contraction des muscles ;

Les réserves de glycogène s'épuisent et l'utilisation des acides gras comme source d'énergie est moins efficace ;

Les concentrations locales de calcium, potassium ou magnésium sont perturbées et nuisent aux contractions des muscles atteints ;

Les messages chimiques qui permettent la communication entre les neurones et les fibres musculaires s'épuisent.

Au-delà de ces modifications chimiques au niveau des muscles (regroupées sous le nom de fatigue périphérique), la fatigue peut également provenir d'une réaction du cerveau face aux signes de la fatigue musculaire : c'est la fatigue centrale.

Elle se traduit par : Une diminution de la capacité de coordination des mouvements ;

Un affaiblissement des capacités à analyser les sensations ;

Des troubles de l'attention et de la concentration ;

Une baisse de la motivation et du plaisir ;

Un allongement du temps de réaction des réflexes.

Continuer la pratique malgré la fatigue provoque des micro-lésions au niveau des fibres musculaires. La fatigue est un signal d'alerte destiné à préserver les réserves d'énergie qui sont vitales pour les fonctions de base du corps.

La fatigue ne s'observe pas seulement pendant l'effort. Les sportifs sont également victimes de fatigue chronique, c'est-à-dire qui n'est pas effacée par le repos. Elle est causée par une sollicitation répétée et trop fréquente du corps, par exemple par un surentraînement. La fatigue chronique peut se traduire par des douleurs musculaires et tendineuses, des fractures de fatigue, mais aussi des problèmes psychologiques.

CONSEIL DE SÉCURITÉ Briefing sur la situation en République démocratique du Congo

Le Conseil de sécurité de l'ONU se réunit mardi pour un briefing sur la situation en République démocratique du Congo (RDC).

La Représentante spéciale du Secrétaire général et chef de la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en RDC (MONUSCO), Bintou Keita, fera un exposé à cette occasion.

Des consultations à huis clos devraient suivre la séance d'information publique.

Mme Keita devrait donner un aperçu du dernier rapport du Secrétaire général sur la RDC, qui a été publié le 21 mars et couvre la période du 1er décembre 2021 au 16 mars 2022.

En décrivant la situation politique dans le pays, le rapport note les engagements exprimés par le président Félix Tshisekedi lors de son discours annuel sur l'état de la nation en décembre dernier, de tenir des élections "libres, démocratiques et transparentes" en 2023.

Il fait également référence à une lettre du 15 décembre 2021 envoyée par la Commission électorale nationale indépendante (CENI), à l'ONU, demandant le déploiement

d'une mission d'évaluation des besoins pour examiner les modalités d'une éventuelle assistance électorale.

Cependant, le rapport note qu'il y a eu une controverse autour de la nomination des membres de la CENI en raison des affirmations de l'opposition selon lesquelles certaines personnes nommées sont "affiliées" au gouvernement actuel.

Le document du Secrétaire général fait état entre autres, de tensions politiques au sein de l'Union pour la démocratie et le progrès social au pouvoir (UDPS) à la suite de la décision de limoger son président par intérim, Jean-Marc Kabund, fin janvier.

Lors de la réunion de ce mardi, Mme Keita pourrait décrire l'engagement continu de la MONUSCO avec les acteurs politiques congolais pour créer un environnement politique propice à la tenue d'élections pacifiques, crédibles et inclusives en 2023, selon des sources diplomatiques. Les membres



du Conseil devraient exprimer leur soutien à ces efforts et appeler les acteurs politiques à travailler vers la création de conditions favorables à l'organisation d'élections, ajoute-t-on de même source.

La situation sécuritaire précaire dans le pays, en particulier dans l'est de la RDC, est un autre sujet attendu de la réunion du Conseil de sécurité lors de laquelle la Représentante spéciale pourrait décrire les efforts de la MONUSCO pour renforcer sa

présence dans les provinces orientales, afin de dissuader les activités des groupes armés et faciliter le dialogue pour résoudre les tensions intercommunautaires.

Les membres du Conseil exprimeront probablement leur préoccupation persistante face à l'intensification des activités des groupes armés et à la situation extrêmement difficile sur le plan humanitaire et des droits de l'homme dans l'est du pays, avancent des diplomates.

LIBYE

Williams souligne le rôle important des partis politiques dans la conjoncture actuelle

La conseillère spéciale du secrétaire général des Nations unies pour la Libye, Stephanie Williams a souligné, lundi, le rôle important des partis politiques dans la conjoncture actuelle dans le pays.

Dans le cadre des contacts qu'elle a entamés, dimanche, avec un large éventail d'acteurs de différentes circonscriptions, Mme Williams affirme sur Twitter avoir eu une discussion en ligne

avec des représentants d'un certain nombre de partis politiques libyens, la décrivant comme "une discussion très fructueuse".

"J'ai applaudi les représentants des partis pour leur approche avant-gardiste visant à trouver une solution globale élaborée par les Libyens eux-mêmes et j'ai noté le rôle important joué par les partis politiques dans les circonstances actuelles", ajoute la diplomate améri-

caine. Cette dernière a fait le point sur ses propres efforts pour réunir le Haut Conseil d'Etat (HCS) et la Chambre des représentants afin de convenir d'une base constitutionnelle pour permettre la tenue d'élections "justes" et "inclusives" en Libye. Des divergences sur la loi électorale et le rôle du pouvoir judiciaire dans le processus électoral ont entravé la tenue des élections qui étaient prévues le 24 décembre 2021.

ONU-SOUDAN

Le Soudan risque de se diriger vers un effondrement économique et sécuritaire

Le représentant spécial du chef de l'ONU pour le Soudan a averti lundi que le pays risque de connaître "un effondrement économique et sécuritaire" et "une crise humanitaire particulièrement grave", a rapporté mardi l'agence de presse Chine nouvelle.

"Les enjeux sont élevés. Les aspirations des femmes et des hommes soudanais à un avenir prospère, démocratique et dirigé par des civils sont menacées.

A moins que la trajectoire actuelle ne soit corrigée, le

pays risque de se diriger vers un effondrement économique et sécuritaire, et d'importantes souffrances humanitaires", a averti Volker Perthes, représentant spécial du secrétaire général de l'ONU et Chef de la Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan (MINUATS).

"Toutes les parties prenantes soudanaises devront donc être prêtes à faire des compromis dans l'intérêt du peuple, de la stabilité et de la prospérité du pays, a-t-il déclaré devant le Conseil de

sécurité lors d'un point de presse.

Et de rappeler que le Soudan est sans gouvernement fonctionnel depuis octobre 2021 et que, "l'aide d'un accord politique pour revenir sur une voie de transition acceptée, la situation économique, humanitaire et sécuritaire se détériore".

"Le temps n'est pas du côté du Soudan, et je vous parle aujourd'hui avec un sentiment d'urgence, qui est également de plus en plus ressenti par les acteurs soudanais soucieux de la stabilité

et de l'existence même de leur pays", a poursuivi M. Perthes. Le 7 mars, la banque centrale du Soudan a annoncé le flottement de la monnaie nationale.

Au cours des trois semaines suivantes, la valeur de la livre soudanaise a chuté de plus de 45 % par rapport au dollar américain, tandis que, dans le même temps, il y a eu des augmentations spectaculaires des prix du pain, du carburant, de l'électricité, des médicaments, des soins de santé et des transports publics, a-t-il noté.

AFRIQUE DE L'EST

La RDC bientôt membre de la Communauté d'Afrique de l'Est

La République démocratique du Congo (RDC) devrait rejoindre la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC), pour devenir le septième pays membre de l'organisation, rapportent des médias.

Un sommet extraordinaire des chefs d'Etat de l'EAC a lieu virtuellement ce mardi pour décider de l'admission de la RDC, selon le site Africanews.

Cette adhésion marque la réalisation des plans du président congolais Félix

Tshisekedi, qui lors de son discours d'investiture le 24 janvier 2019, avait évoqué un rapprochement avec l'est.

En juin 2019, dans une lettre à Paul Kagame, alors président en exercice du Sommet des chefs d'Etat de l'EAC, la RDC avait exprimé sa volonté d'intégrer l'organisation. En cas d'admission, la RDC deviendra le 7e pays membre de la Communauté d'Afrique de l'Est, aux côtés du Burundi, du Rwanda, du Kenya,

de l'Ouganda, du Sud-Soudan et de la Tanzanie. Frontalière avec cinq états membres de l'organisation, la RDC représente environ 6 % des exportations totales des pays de l'Est.

Au sein de la Communauté d'Afrique de l'est, la RDC devrait bénéficier de la réduction des tarifs douaniers pour les marchandises réexportées dans les ports de Mombassa au Kenya et de Dar es-Salaam en Tanzanie.

SOUDAN

"Une phase intensive" de pourparlers dans les deux prochaines semaines

L'envoyé des Nations Unies pour le Soudan Volker Perthes, a annoncé, lundi, au Conseil de sécurité qu'"une phase intensive" de pourparlers devrait commencer dans les deux prochaines semaines en vue d'un retour à l'ordre constitutionnel et d'un gouvernement dirigé par des civils habilité à diriger le pays pendant la période de transition.

"Un consensus s'est dégagé sur de nombreuses questions en vue d'établir un gouvernement de technocrates", a affirmé Volker Perthes, le Représentant spécial du Secrétaire général pour le Soudan.

Perthes, également chef de la Mission d'assistance transitoire de l'ONU au Soudan (UNITAMS), a déclaré que les vastes consultations menées par l'ONU sur un processus politique - impliquant plus de 800 participants de toutes les régions du pays - ont trouvé un consensus "visible" sur de nombreuses questions, notamment sur la nécessité de mettre fin à la violence, d'établir un gouvernement technocratique et un organe de surveillance.

Il y a également eu "un large accord sur la nécessité de reconsidérer le rôle, la taille et la composition du Conseil de souveraineté, qui devait fonctionner en tant que chef de l'Etat collectif pendant une période de transition de 39 mois, qui devait se terminer en novembre 2022".

De plus, un consensus global s'est dégagé autour de la nécessité d'une armée professionnelle unifiée unique, de la mise en place d'entités judiciaires, des conditions d'élections crédibles et d'un processus constitutionnel inclusif.

A l'avenir, a-t-il déclaré, le Conseil de sécurité, l'ONU, l'Union africaine et l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) dirigeront conjointement les efforts pour soutenir le processus politique du Soudan, en s'appuyant sur leurs forces respectives.

L'intention est de faciliter un processus politique inclusif, contrôlé et dirigé par le Soudan.

Une phase intensive de pourparlers devrait commencer dans les deux prochaines semaines en vue d'un retour à l'ordre constitutionnel et d'un gouvernement dirigé par des civils habilité à diriger le Soudan pendant la période de transition, selon l'ONU.

"Le temps n'est pas en faveur du Soudan", a averti l'émissaire, ajoutant que le Soudan pourrait manquer des milliards d'aide extérieure.

ATTAQUE CONTRE UN TRAIN AU NIGERIA "Des blessés et des morts"

L'attaque contre un train de passagers lundi dans le nord-ouest du Nigeria par des hommes armés a fait "des blessés et des morts" parmi les voyageurs, ont indiqué mardi les autorités locales dans un communiqué.

Lundi soir, un haut-responsable sécuritaire avait affirmé aux médias que l'attaque avait été repoussée par les militaires et qu'il n'y avait pas eu de victimes.

Mais mardi matin, les autorités ont publié un communiqué, relayé par des médias, affirmant que "les passagers ayant été blessés, ou qui sont décédés ont été transférés dans des hôpitaux".

Le responsable de la sécurité de l'Etat de Kaduna, Samuel Aruwan, n'a pas communiqué un bilan exact, ni indiqué si des passagers avaient été enlevés, précisant toutefois "qu'une opération de sauvetage était en cours". Selon ce dernier communiqué, "l'évacuation des passagers pris au piège à bord du train Abuja-Kaduna a pris fin ce matin".

Le train a été attaqué vers 21h00 locales près de la gare de Rijana, sur la ligne reliant Abuja, la capitale du Nigeria, à Kaduna, une ville du nord-ouest du pays, où des hommes armés avaient déjà tenté d'attaquer sa medi l'aéroport.

Selon plusieurs sources, les attaquants ont déclenché des explosifs, endommageant les rails, et tiré de nombreux coups de feu, avant d'être repoussés une heure plus tard par des militaires déployés sur place.

Il s'agit des dernières violences en date imputées à des gangs appelés localement "bandits", qui sévissent dans le nord-ouest et le centre du pays.

UKRAINE-RUSSIE

La Turquie salue les "progrès" des négociations entre Kiev et Moscou

Le ministre turc des Affaires étrangères Mevlüt Çavuşoğlu a salué mardi les "progrès les plus significatifs", lors des pourparlers entre la Russie et l'Ukraine à Istanbul, précisant qu'ils ne reprendraient pas mercredi.

"Il s'agit des progrès les plus significatifs depuis le début des négociations", a estimé le ministre au terme de trois heures de discussions entre les délégations russe et ukrainienne. "Désormais il reviendra aux ministres des Affaires étrangères des deux pays de se réunir pour résoudre les questions les plus difficiles", a-t-il ajouté. Le ministre a précisé que la réunion d'Istanbul était terminée. Elle "ne reprendra pas demain", mercredi, a-t-il dit. Selon les médias turcs, les chefs des deux délégations se sont retrouvés en tête-à-tête en marge des discussions. Les délégations russe et ukrainienne se sont réunies mardi matin dans le palais de Dolmabahçe, dernière résidence sur le Bosphore des sultans et ultime centre administratif de l'Empire ottoman, où la présidence turque dispose de bureaux. Elles avaient été accueillies par le président turc Recep Tayyip Erdoğan qui les

a exhortées à mettre un terme à la "tragédie". À l'issue de cette réunion de trois heures environ, la Russie a promis de "radicalement" réduire son opération militaire en direction de Kiev et Tchernigüiv, à environ 120 km au nord-est de la capitale.

Kiev acceptera la neutralité si elle obtient un "accord international"

L'Ukraine acceptera d'être neutre si elle obtient un "accord international" pour garantir sa sécurité, dont seraient signataires plusieurs pays agissant en tant que garants, a indiqué mardi le négociateur en chef ukrainien après plusieurs heures de pourparlers russo-ukrainiens à Istanbul.

Le négociateur en chef, David Arakhamia, a aussi estimé qu'après ces pourparlers, les conditions étaient "suffisantes" pour une rencontre au sommet



entre les présidents russe Vladimir Poutine et ukrainien Volodymyr Zelensky.

"Nous insistons sur qu'il s'agisse d'un accord international qui sera signé par tous les garants de la sécurité", a déclaré David Arakhamia lors d'un point de presse informel. "Nous voulons un mécanisme international de garanties de sécurité (...) L'Ukraine acceptera un statut neutre si le système de garantie de sécurité

fonctionne", a-t-il ajouté. Avec de telles garanties, l'Ukraine "ne déploiera sur (son) territoire aucune base militaire étrangère" et ne rejoindra "aucune alliance militaro-politique", a souligné un autre négociateur, Olexandre Tchaly. Kiev demande également que cet accord international n'interdisse en rien l'entrée de l'Ukraine dans l'UE, et que les pays garants s'engagent à contribuer à ce processus.

Energie : le Kremlin insiste sur le paiement du gaz russe en roubles

Le Kremlin a insisté mardi sur le paiement en roubles du gaz russe livré à l'Europe. "Personne ne va livrer de gaz gratuitement. C'est tout simplement impossible. Et on ne peut le payer qu'en roubles", a déclaré le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov. "La situation a changé dans le contexte d'une guerre économique menée contre la Russie", a-t-il souligné, "les entreprises (commandant du gaz russe) doivent (le) comprendre". En représailles de sanctions européennes adoptées à cause du conflit entre la Russie et l'Ukraine, le président Vladimir Poutine a annoncé la semaine dernière que la Russie n'accepterait plus que des roubles en paiement des livraisons

de gaz à l'UE, donnant une semaine aux autorités russes pour élaborer un nouveau système de règlement en roubles. Lundi, les pays du G7 ont estimé qu'exiger un paiement en roubles du gaz russe n'est "pas acceptable", selon une annonce faite par le ministre allemand de l'Economie Robert Habeck. "La Russie a toujours été, reste et va rester un fournisseur fiable d'hydrocarbures", a encore rétorqué mardi M. Peskov. Jeudi, le gouvernement russe, la Banque centrale et le géant gazier russe Gazprom doivent présenter à Vladimir Poutine un rapport sur la mise en place du système de paiements en rouble.

NUCLÉAIRE IRANIEN

Les pourparlers de Vienne s'approchent de leur phase finale

Les pourparlers de Vienne sur le nucléaire iranien s'approchent de leur phase finale, affirme le porte-parole des Affaires étrangères et de la politique de sécurité de l'Union européenne (UE), Nabila Massrali. S'exprimant lundi lors d'une conférence de presse à Bruxelles, Mme. Massrali a déclaré que "les pourparlers de Vienne sont toujours en cours et s'approchent de

leur phase finale", rapporte l'agence de presse iranienne (IRNA). "Nous essayons de revenir aux pourparlers de Vienne dès que possible et de parvenir à un accord", a-t-elle ajouté.

La diplomate européenne a noté que les pourparlers sont entrés dans une période de répit depuis le 11 mars, pour que "les délégations retournent dans leurs ca-

pitaux pour prendre des décisions politiques définitives et très difficiles". L'Iran affirme que si la partie américaine agit de manière "réaliste", il est possible de parvenir à un accord. L'accord réclamé par l'Iran est un document qui puisse garantir, une fois mis en œuvre, la levée des sanctions autant que possible et être bénéfique pour la région.

CANADA-USA

Le Canada compte acheter 88 avions de combat F-35 à Lockheed Martin

L'armée canadienne compte acheter 88 avions de combat F-35 du constructeur américain Lockheed Martin, un contrat de plusieurs milliards de dollars pour remplacer sa flotte vieillissante, a annoncé lundi le ministre des Armées, Anita Anand. "Le F-35 est utilisé par nos partenaires de l'Otan dans le monde entier. Il s'est avéré être un avion mature, adapté et interopérable, c'est pourquoi nous passons à la phase de finalisation", a-t-elle déclaré lors d'une conférence de presse évoquant la "nouvelle réalité mondiale" et le conflit en Ukraine. Le gouvernement canadien espère finaliser le contrat dans les sept mois à venir pour une livraison des appareils dès 2025. Cela pourrait au total représenter un investissement de 19 milliards de dollars canadiens (environ 13,8 milliards d'euros). "Nous devons nous assurer que les forces armées canadiennes disposent de l'équipement nécessaire pour assurer la sécurité des Canadiens", a encore déclaré la ministre. "Le Canada possède l'un des plus grands espaces aériens au monde" et doit donc "pouvoir répondre à un large éventail de menaces".

PÉROU

Le président Castillo échappe à la destitution

Le président de gauche du Pérou, Pedro Castillo, a échappé lundi à la destitution par le Parlement dominé par l'opposition de droite, qui avait engagé une procédure pour "incapacité morale". Après plus de huit heures de débat, 55 députés ont voté pour la destitution, 54 contre et 19 se sont abstenus. Un minimum de 87 voix était requis par la Constitution pour que la destitution soit prononcée. "La résolution visant à déclarer vacante la présidence de la République n'a pas été approuvée", a déclaré la présidente du Parlement, María del Carmen Alva, à l'issue du vote peu après 23h00 locale (04h00 GMT mardi).

46^e ANNIVERSAIRE DE LA JOURNÉE DE LA TERRE

Les Palestiniens demeurent attachés à leurs racines

Les Palestiniens commémorent mercredi le 46^e anniversaire de la Journée de la terre dans un contexte marqué par la poursuite par les autorités de l'occupation sioniste de la spoliation des terres, la politique de judaïsation et des pratiques d'apartheid à l'égard du peuple palestinien qui demeure attaché à sa patrie, ses racines et son histoire. La Journée de la terre a été créée en souvenir des événements du 30 mars 1976 lorsque la population palestinienne s'était révoltée contre la décision de l'entité sioniste de confisquer de grandes proportions de terres palestiniennes détenues encore par les Palestiniens après 1948. Cette opération avait induit la destruction de 418 villages arabes avec interdiction pour leurs habitants d'y retourner. Les affrontements avec les forces de l'occupation avaient alors fait six morts parmi les Palestiniens, des centaines de blessés et des milliers d'arrestations. Attachés à leur histoire, marquée par la résistance face à l'occupant qui continue de s'accaparer leurs ressources et leur terre, les Palestiniens commémorent chaque année depuis mars 1976, la Journée de la terre, en hommage à ceux qui ont été tués en défendant leurs terres confisquées illégalement, et se révoltant contre l'exil et la judaïsation. Et les festivités commémoratives de cette journée ont déjà commencé par des rassemblements et la plantation d'oliviers à travers tous les territoires palestiniens ainsi que l'organisation d'une série d'événements à l'étranger.

L'attachement à la terre palestinienne réaffirmé

Dans la bande de Gaza, des centaines de Palestiniens ont participé dimanche soir à un festival organisé à l'occasion de la Journée de la terre, marquée par des chansons traditionnelles et un spectacle des chevaux. Le porte-parole du festival, Ayen Ibrahim a déclaré à la presse: "Nous sommes venus ici pour célébrer la Journée de la terre que nous avons défendue et que nous défendrons après son occupation". Pour sa part, Abdallah Abou Ayache, porte-parole de l'Union des tribus des Bédouins, organisatrice du festival, a indiqué que "l'entité sioniste vise à déraciner le peuple palestinien de sa terre" et souligné dans ce contexte que la Journée de la terre "réaffirme notre unité et attachement à la terre".

Une série de festivités est prévue également à Ramallah et dans d'autres villes palestiniennes dont les populations sont constamment soumises à de multiples agressions de l'armée d'occupation, comme les arrestations arbitraires et la destruction d'oliviers, entre autres. À l'étranger, plusieurs villes ont connu des rassemblements organisés par la communauté palestinienne et les défenseurs de la juste cause palestinienne, à l'instar de la ville espagnole de Saragosse où la fondation "Maison palestinienne", en coopération avec la municipalité de "Maria De Weerba", a organisé un événement à l'occasion de la Journée de la terre, au siège de la municipalité. Le maire de la ville, Thomas Diaz, a réaffirmé sa solidarité avec les Palestiniens et leur juste cause. L'ambassadrice de l'Etat de Palestine en Espagne, Husni Abdel Wahed, a quant à lui, souligné l'importance de commémorer cette journée par les communautés palestiniennes surtout chez les jeunes générations afin de renforcer l'attachement à leur patrie et leur terre ainsi que pour faire découvrir aux peuples du monde entier notre juste cause".

Et en Suède, un festival culturel a été organisé dans la ville de Borås en présence du maire de la ville, des représentants de partis politiques palestiniens, de partis politiques suédois, et des membres de la communauté palestinienne établie en Suède. Le président du Conseil administratif de l'association "Vision palestinienne", Mohamed Karraz, présent à cet événement, a souligné: "Notre existence et notre développement dépendent de notre attachement à notre terre". Le 46^e anniversaire de la Journée de la terre intervient cette année sur fond de poursuite par les autorités de l'occupation sioniste de la spoliation des terres, de leurs tentatives de judaïsation et des projets d'implantation de nouvelles colonies dans les villes palestiniennes en particulier à El-Qods, alors que la communauté internationale considère la colonisation comme illégale. Il intervient également dans un contexte marqué par la multiplication des appels à rejeter la normalisation avec l'entité sioniste, notamment au Maroc. Dans ce contexte, le Front marocain pour le soutien de la Palestine et contre la normalisation a appelé, à l'occasion de la Journée de la terre, toutes les forces marocaines à "réaffirmer le soutien du peuple marocain aux droits du peuple palestinien à travers la commémoration de cette journée" et à des manifestations massives pour faire réussir la cinquième Journée nationale des protestations contre la normalisation, prévue mercredi. Le Front a, dans un communiqué, annoncé qu'un sit-in sera organisé, à l'occasion, dans la capitale Rabat et une conférence de presse est prévue samedi pour faire le bilan de cette 5^e Journée nationale de protestations, prévue sous le slogan "Journée de la terre : une lutte continue pour libérer la terre et renverser la normalisation".

DÉFENSE

Des avions de guerre électronique américains déployés en Allemagne

L'armée américaine a déployé six avions spécialisés dans la guerre électronique sur la base aérienne de Spangdahlem, dans le sud-ouest de l'Allemagne, pour "améliorer les positions de défense" de l'Otan, a annoncé lundi le ministère de la Défense américain.

Les avions, des Growler EA-18G de la Marine, "ne sont pas déployés pour être utilisés contre les forces russes en Ukraine" et ce déploiement "ne répond pas à une menace ou à un incident", a souligné dans un communiqué le porte-parole du Pentagone, John Kirby. L'objectif de ce déploiement intervient dans le cadre des "efforts (américains) visant à renforcer les capacités de dissuasion et de défense sur le flanc est" de l'Alliance atlantique, a-t-il ajouté. Les appareils sont spécialisés dans la cyber-attaque et le combat électromagnétique avec des capacités de brouillage très importantes. Environ 240 militaires — pilotes, équipages, maintenance — les accompagnent, selon le Pentagone.

ÉDUCATION - BACCALAURÉAT Installation d'une commission intersectorielle pour préparer le baccalauréat artistique

Le ministre de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belabed et la ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji ont co-présidé, lundi au siège du ministère de la Culture, la cérémonie d'installation de la commission intersectorielle chargée de l'élaboration d'une feuille de route visant à mettre au point une stratégie bien élaborée pour la préparation du baccalauréat artistique, et ce dans le cadre de la mise en œuvre des clauses de la convention conclue dernièrement entre les deux ministères portant création d'un baccalauréat artistique, selon un communiqué du ministère de la Culture et des Arts.

A cette occasion, la ministre a donné nombre d'instructions et de directives à l'effet de se focaliser sur "l'essence même du projet et l'importance de faire montre de créativité dans la formulation des propositions".

Pour ce faire, "il faudra offrir les facilitations pour concrétiser l'idée sur le terrain dans les meilleurs délais, à travers l'accompagnement pédagogique, l'encadre-

ment des jeunes talents pour assurer une meilleure formation et l'investissement dans les jeunes compétences pour faire éclore leurs talents, en les dotant de technicité et de méthode scientifique", a-t-elle soutenu. Elle a en outre estimé que cette étape importante "permettra d'imprimer une nouvelle dynamique culturelle et économique à même de contribuer à la relance et au développement du

marché des arts en Algérie". De son côté, le ministre de l'Éducation nationale a salué cette démarche et a exprimé "sa pleine disposition à soutenir les efforts et à accompagner ce projet", estimant nécessaire de définir les étapes et de maîtriser tous les aspects du projet, afin de convaincre les talents d'adhérer à cette démarche, en assurant leur prise en charge", a conclu le communiqué.



25E SILA

Une dizaine de films italiens programmés à la Cinémathèque d'Alger

Une dizaine de films italiens sont au programme du Centre algérien du Cinéma (CAC) sous le slogan, "Films italiens, empreintes algériennes", dans le cadre du programme du 25e Salon international du livre d'Alger (SILA), en cours jusqu'au 1er avril prochain, qui reçoit cette année l'Italie comme invité d'honneur.

A l'instar d'autres institutions et établissements culturels présents au salon, le CAC, a programmé une dizaine de films à la salle de la cinémathèque d'Alger, visibles depuis le 25 mars durant les après-midi, à raison de deux projections par jour.

Les longs métrages au programme de

la Cinémathèque d'Alger sont: "L'étranger" de Luchino Visconti, "La strada" de Federico Fellini, "La terre tremble" de Luchino Visconti, "Le voleur de bicyclette" de Vittorio De Sica, "Rome ville ouverte" de Roberto Rossellini, "Trois pistolets contre César" d'Enzo Per, "L'Armée Brancaleone" de Mario Monicelli, "Un the au

Sahara" de Bernardo Bertolucci, "Confession d'un commissaire de police" de Damiano Damiani et "Huit et demi" de Federico Fellini.

Ouvert le 24 mars au Palais des expositions des Pins maritimes, le 25e Sila est animé par une présence de 1250 exposants en provenance de 36 pays.

TIZI-OUZOU

Le théâtre radiophonique raconté aux jeunes

Le théâtre radiophonique de la radio nationale chaîne II (langue amazighe) a été dimanche au centre d'une rencontre entre des jeunes artistes et Saïd Zanoun, auteur prolifique et acteur de plusieurs pièces, organisée par le théâtre régional de Tizi-Ouzou.

La rencontre qui intervient à l'occasion de la journée mondiale du théâtre, a été une opportunité

pour les jeunes amateurs de cet art de revisiter ses débuts en compagnie de M. Zanoun, qui a été un des prolifiques créateurs avec 283 pièces.

L'irruption à Alger du théâtre radiophonique en 1940 aux plages horaires consacrées à des émissions en langue arabe et Kabyle (ELAK) a permis de «faire un travail pédagogique sur tous les fronts et

de contribuer à l'évolution de la société», a souligné Zanoun.

Il a été, également, un moyen, dans le contexte d'alors, de faire passer beaucoup de messages à travers les pièces et même de servir comme couverture à la présence de militants nationalistes à Alger.

«Nous faisons travailler des militants nationalistes comme simple figurant furtifs dans nos pièces

juste pour leur fournir un justificatif de présence à Alger comme couverture à leur présence pour des activités politiques», a précisé M. Zanoun.

Le créateur du personnage de «Vourourou» (hibou) est aussi revenu sur les conditions de création de plusieurs de ses œuvres dont certaines ont été primées à des manifestations internationales qui,

a-t-il dit, ont toute été «inspirée de personnage et de fait réels, parfois, anecdotique».

Mais aussi, a-t-il ajouté, «d'une volonté et d'une conviction d'apporter un témoignage historique sur les horreurs vécues (Le 8 mai 1945) et du sacrifice, parfois hors du commun, d'hommes et femmes à l'exemple de Fatima ben Osmane ou Didouche Mourad».

USA

L'audience des Oscars rebondit, dopée par l'esclandre de Will Smith

Les Oscars avaient désespérément besoin de redresser une audience en chute libre: ils ont réussi leur pari dimanche soir, aidés malgré eux par la spectaculaire gifle assénée par Will Smith à l'humoriste Chris Rock, attirant plus de 15 millions d'Américains devant leur écran. Les chiffres d'audience

provisoires, dévoilés par la chaîne ABC qui diffusait la soirée de gala, enregistrent un net rebond par rapport aux 9,85 millions de spectateurs l'an dernier, un niveau historiquement bas. Avec 15,36 millions dimanche soir, il s'agit malgré tout de la seconde plus mauvaise performance des Os-

cars depuis qu'ils sont retransmis à la télévision. Will Smith, sacré meilleur acteur pour "La Méthode Williams", et à son corps défendant Chris Rock auront beaucoup contribué à doper la popularité du show.

Les images montrant l'acteur en train de gifler sur scène l'humoriste, qui venait

de faire une blague sur le crâne rasé de son épouse Jada Pinkett Smith, se sont répandues sur les réseaux sociaux à la vitesse de la lumière. Lundi, on ne comptait plus les "mèmes", montages et autres commentaires prenant parti pour l'un ou pour l'autre.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya de Djelfa
Daira d'Ain Oussera
Commune d'Ain Oussera
NIF DE LA COMMUNE: 0957.1731.90565.13

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE N° : 30/2022

Conformément aux dispositions de l'article 161 du décret présidentiel n° 15/247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et délégations de service public. Le président de l'APC de la commune d'Ain Oussera informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offres ouvert avec exigences de capacités minimales n° : 06/2022 paru dans quotidien Akhbar elwatane du : 19/01/2022 et DK NEWS le : 19/01/2022 dont l'ouverture des plis s'est effectuée en date du : 30/01/2022 PV N° : 03/2022, vu le PV de la réunion d'évaluation des offres n° : 04/2022 du 09/02/2022, vu l'infirmité n° : 09/2022 paru dans quotidien Akhbar elwatane du : 03/03/2022 et SUPPORTERS le : 06/03/2022, vu le recours de ENTREPRISE DE RAHMANI CHAKIB DJALAL en date du : 06/03/2022 entrant à nos intérêts sous le n° 711 au 06/03/2022, vu le PV de la réunion du comité des marchés n° : 06/2022 du : 21/03/2022, l'attribution provisoire s'est effectuée comme suit :

N°	INTITULE DE PROJET	ENTREPRISE	NIF	MONTANT DA	NOTE	DELA	OBS
01	Réalisation des gradins au stade communal	RAHMANI CHAKIB DJALAL	184173101853124	49.009.900.70	44 /70	10 MOIS	offre moins disant

OBS : Les soumissionnaires contestant le choix opéré par le service contractant ; peuvent introduire leurs recours dans les dix (10) jours à compter de la première publication de l'avis d'attribution provisoire du marché auprès de la commission des marchés dans la commune conformément aux dispositions de l'article 82 du décret présidentiel n° : 15/247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et délégations de service public.

-Les soumissionnaires intéressés peuvent prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs candidatures, offre technique et financière, sont invités à se rapprocher de service contractant, au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE LA SANTÉ
DIRECTION DE LA SANTÉ ET DE LA POPULATION
WILAYA DE AIN TEMOUCHENT
NIF 0985 460 190 390 21

Avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence des capacités minimales n° 03/2022

La direction de la santé et de la population de la wilaya d'Ain Temouchent lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence des capacités minimales N°03/2022 pour l'acquisition de Quatre (04) ambulances médicalisées au profit des établissements Public de santé des Zones d'ombres.

La date limite du dépôt de la soumission est fixée de 15 jours à compter de la première parution de l'avis d'appel d'offres dans le BOMOP et les quotidiens nationaux sont accordés aux soumissionnaires pour préparer les offres. L'ouverture des plis technique et financiers se fera le même jour 14h au niveau de la direction de la santé et de la population.

- Condition d'éligibilité :

Tout opérateur économique (personne physique ou morale) qualifiée et spécialisée (Fabriquant, concessionnaire ou revendeur agréé ayant le code d'activités de fourniture du matériel cité ci-dessus dans le registre de commerce peut participer à l'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales qui sera lancé dans le cadre du présent cahier des charges.

L'Opérateur doit satisfaire, par ailleurs, aux autres exigences du cahier des charges, en termes de dossier à fournir, de moyens à mettre en œuvre et de garanties à offrir.

NB : - L'offre est éliminée si aucune attestation de bonne exécution de même nature n'est présentée.

Les soumissionnaires doivent présenter les fiches techniques des véhicules objet du cahier des charges dans leur soumission.

- Dossier d'appel d'offres :

Le dossier de candidature et les offres technique et financière doivent être présentés dans des enveloppes séparées comme suit :

A- Dossier de candidature «portant la mention dossier

de candidature»

B- Offre technique «portant la mention offre technique»

C- Offre financière «portant la mention offre financière»

Les trois seront contenues dans une même enveloppe anonyme.

Les soumissionnaires doivent fournir les pièces suivantes (en cours de validité) :

A- DOSSIER DE CANDIDATURE CONTIENT :

- Déclaration de candidature (remplie, datée, signée)

- Déclaration de probité (remplie, datée, signée)

- La copie des statuts de la société, si soumissionnaire personne morale (E.U.R.L., S.A.R.L., S.N.C ou S.P.A).

- Le document justifiant de la délégation de signature.

- La copie de l'extrait du registre de commerce en cours de validité.

- Les copies des bilans financiers pour les trois dernières années, étayés par les comptes de résultats certifiées par le commissaire au compte agréé et visées par les services fiscaux concernés.

- La lettre d'engagement concernant les délais de livraison et de garantie proposés et le service après-vente

- Les fiches techniques des véhicules objet du cahier des charges.

- L'extrait du casier judiciaire, en cours de validité (celui du soumissionnaire si personne physique, celui du gérant ou du directeur général si société).

- La copie de la carte d'identification fiscale.

- La copie de l'attestation de mise à jour de paiement des cotisations C.A.S.N.O.S.

- La copie de l'extrait de rôle apuré, échancier ou sursis de paiement en cours de validité.

- La copie de l'attestation de dépôt des comptes sociaux pour l'exercice 2020 année 2021.

- Attestation de solvabilité bancaire récente.

- Copie de l'attestation de bonne exécution délivrée par les administrations contractantes concernées pour des livraisons similaires.

B- OFFRE TECHNIQUE :

- Déclaration à Souscrire (remplie, datée, signée).

- Le mémoire technique descriptif.

- Le présent cahier des charges, signé et daté par le soumissionnaire et portant à la dernière page la mention manuscrite «lu et accepté».

C- OFFRE FINANCIERE :

- La lettre de soumission remplie, datée et signée.

- Bordereau des prix unitaires rempli, daté et signé.

- Détail quantitatif et estimatif rempli, daté et signé.

Au cas où le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière ne sont pas remises sous plis distincts, l'offre sera automatiquement rejetée et retournée au soumissionnaire. L'ensemble des trois enveloppes seront mises dans une autre enveloppe anonyme, comportant la mention «à ne pas ouvrir sauf par la commission d'ouverture et d'évaluation des plis techniques et financiers»

Appel d'offres N° 03/2022 - l'acquisition de Quatre (04) ambulances médicalisées au profit des établissements publics de santé des Zones d'ombres.

La date limite du dépôt de la soumission est fixée à 15 jours à partir de la première parution de cet avis. La validité des offres est fixée à 105 jours à partir de la date limite de dépôt de l'offre.

Pour toutes informations complémentaires, se rapprocher de la direction de la santé et de la population de la wilaya D'AIN TEMOUCHENT ou contacter au :

Tél.: 043.79.67.95 Fax : 043.79.66.95

E-mail : dsp46.aintmouchent@gmail.com

DK NEWS

Anep : 2216005632 du 30/03/2022

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE TIPASA DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

NIF : 099842019001818

En application des dispositions de l'article 65 du décret N°15-247 du 16.09.2015 portant Réglementation des marchés publics et des délégations de service public il est porté à la connaissance de l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres national restreint, relatif à :

Réalisation d'une demi pension collège sayah brahim /bouharoune-w.tipaza

Paru dans les quotidiens nationaux «الوسط» en date du 25/01/2022 et «DK NEWS» en date du 25/01/2022 et dans le BOMOP.

Qu'à l'issue de l'évaluation des offres techniques et financières, le marché a été attribué provisoirement à l'entreprise désignée ci-après conformément aux paramètres suivants :

Entreprise	Montant (DA) TTC	Délai De réalisations	N I F	critères de choix
LOUNICI MOHAMMED	19 540 990.00	07 MOIS	183264601252176	Entreprise la moins disant et qualifier techniquement

Conformément à l'article 82 du décret N°15-247 du 16.09.2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, les soumissionnaires, intéressés sont invités de se rapprocher de la direction des équipements publics au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la publication du présent avis à prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation des offres, par écrit.

Pour toute éventuelle contestation du choix, un recours peut être introduit auprès de la commission des marchés publics siégeant au siège wilaya de TIPASA cité administrative dans un délai de dix (10) jours à compter de la première parution du présent avis dans la presse ou le BOMOP et ce conformément aux dispositions de l'article 82 du décret N°15-247 du 16.09.2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public. Si le 10^{ème} jour coïncide avec un jour férié, ou un jour de repos légal, la date limite pour introduire le recours est reportée au jour ouvrable suivant.

DK NEWS

Anep : 2216005832 du 30/03/2022

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA D'ALGER

CIRCONSCRIPTION ADMINISTRATIVE DE BOUZAREAH

COMMUNE DE BENI MESSOUS

N°: 1261 /CAB/2022

Objet : Avis de mise en demeure n°02

- conformément à l'article 149 du décret présidentiel N° 15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics.
- Vu le contrat n°:19/2021 établi le 14/10/2021 relative de acquisition fourniture et pose pièces de rechange au profil du parc auto communale.
- Vu bon de commande n° 45 /2021 du 03/11/2021.
- Vu bon de commande n° 46/2021 du 03/11/2021.
- Vu la correspondance n° 112/C A B/2022 du 13/01/2022 envoyer par la voix postale.
- Vu la correspondance n° 179/C A B/2022 du 20/01/2022 envoyer par la voix postale.
- Vu la mise en demeure n°01 parue dans les Quotidiens nationaux (Entre Nous en français) en date de : 01/02/2022 et (EL ayam en arabe) en date de 01/02/2022.

Le Fournisseur Abrouk Zineddine domicilie a rue si Benyoucef N° 65 Boufarik Wilaya Blida attributaire de livraison des fournitures et pose pièces de rechange au profil du parc auto communale. Est mise en demeure pour la deuxième fois

De procéder à la livraison des fournitures selon le contrat dans 48 heures à compter de date de parution du présent avis dans les quotidiens nationaux.

Faute de quoi le service contractant se verra dans l'obligation de prendre les mesures coercitives prévues par la réglementation en vigueur.

DK NEWS

Anep : 2216005922 du 30/03/2022

Programme de la soirée

TF1 20:05

Grey's Anatomy



Lors d'une cérémonie célébrée par Richard Webber, Maggie et Winston sont sur le point de se dire oui quand leurs parents leur demandent de repousser le mariage afin de l'organiser comme il se doit, une fois la crise sanitaire derrière eux. Meredith accepte le poste de directrice des internes au sein de l'hôpital, mais son comportement agace Bailey. Jo prend une décision qui change sa vie en voulant adopter Luna. Un processus qui s'avère long et difficile. Gerlie Bernardo, une infirmière de 37 ans, est hospitalisée avec de la fièvre, déshydratée et un rythme cardiaque élevé.

France 2 20:05

Mise à nu



Séparée depuis six mois de Mario, son mari, Sophie Parlier, mère de deux enfants, tombe sous le charme de Vincent Marsac, le séduisant libraire qui vient de s'installer face à son restaurant Le Bistrot des Dames. Au bout de quatre mois de liaison, elle décide de se séparer de cet homme devenu trop possessif et exigeant. Par vengeance amoureuse, Marsac expose alors sur internet une vidéo d'une de leurs nuits d'amour et l'envoie à tous les contacts de son ex-compagne en usurpant son identité. La vie de Sophie bascule quand ses proches découvrent les images.

France 3 20:05

Des racines et des ailes



À la découverte des plus beaux lieux des Hauts de France et de leur histoire. Le voyage commence dans la Flandre française, et notamment à Dunkerque, dont l'histoire a fortement marqué le règne de Louis XIV. L'historienne Chantal Zamolo revient sur la ville de Lille, également marquée par le passage du Roi Soleil. Détour ensuite par la côte d'Opale, et plus précisément à Calais, une des plus belles villes du littoral et qui fut la capitale mondiale de la dentelle mécanique. Frédéric Storme, l'un des derniers artisans de la ville, raconte son travail et ses relations avec des créateurs parisiens.

CANAL+ 20:05

The Suicide Squad



Alors qu'il purge une très longue peine de prison dans le quartier haute sécurité d'un pénitencier, Savant est recruté par Amanda Waller pour intégrer une équipe officieuse de super-agents, la Task Force X, plus connue sous le nom de Suicide Squad. Désormais nanti d'une puce capable d'exploser à la moindre incartade, Savant rejoint l'équipe menée par le colonel Rick Flagg. Parmi les repris de justice aux super pouvoirs de ce groupe non officiel, on trouve Blackguard, Captain Boomerang, Weasel, Mongal, Javelin, The Detachable Kid et la redoutable Harley Quinn.

6 20:05

Top chef



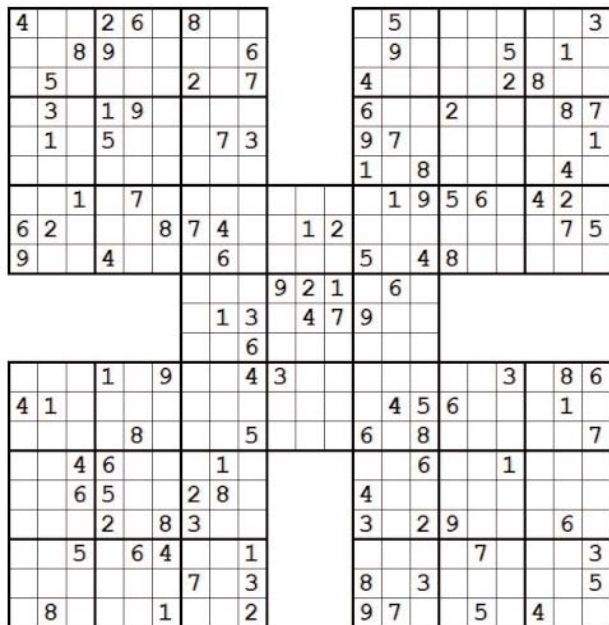
Au menu de cette semaine, le retour de l'épreuve de la guerre des restos. À Saint-Maur-des-Fossés en région parisienne, les candidats encore en lice auront 48 h pour imaginer le restaurant de leur rêve. Ils devront tout concevoir, de la décoration à la carte. Ce sera François-Régis Gaudry, le célèbre critique culinaire, qui, après avoir sélectionné les établissements, ira dîner chez deux d'entre eux. Le troisième fermant ses cuisines avant même d'avoir pu être testé. Et pour coller au plus près de la réalité, les équipes devront décliner leur menu en vente à emporter et être également jugées sur ce dernier.

Jeux

Samourai-Sudoku n°2509

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles desudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.



«Chaque jour de plus est un jour de moins.»

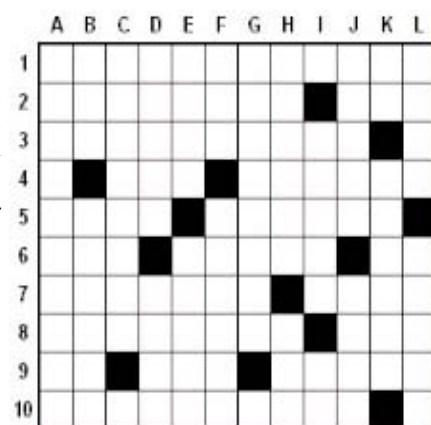
Pierre Fillion

Mots croisés n°2509



1 - Préparer pour les climats chauds
2 - Marche arrière - Zigouilla
3 - Bien gauloise
4 - Bonne période pour le plagiste - Copiée
5 - Numéro d'oeuvre - Coiffures de prélat
6 - Totalelement rempli - Mesure de café - Il faut le chrome
7 - Très bien mis - Manifestation de réflexion
8 - Finasserie - Mémoire de programmeur
9 - C'est pareil mais plus petit - Pas du tout reconnu - Entendra comme avant
10 - Souhaiterons

A - Gestion des fonds
B - Forme de désert - Marais
C - Comme une terre colorée
D - Profonde cavité - Porteur d'hérédité
E - Rivière bretonne - Mettre à sec
F - Fruit du travail manuel - Brassée
G - Hérétiques nudistes
H - Petis loirs - Jardin d'acclimatation
I - Temps d'existence - Début de décompte
J - Monolithe gravé - Vociférations
K - Possédé - Appâter
L - Abri de croiseur - Vieux français



Terreurs



torpeurs	↓	digue	↓	influit	↓	attendri	↓	passif	↓	tristes cérémonies	↓	déçotée	↓
indéfinissable	↓	large tranche	↓	la gloire du cabot	↓	tendait	↓	images d'écran	↓			adverbe de lieu	↓
mauvais cuisinier	→									pillage	→		
ornerai	↓									bidasse américain	↓		
						céréale	→						
feuille de canard	→			similaire	→	grand lac	↓					prioritaires	↓
fantaisie	↓			appât	↓								
			laminée	→						bison d'Europe	→		
			arbre de mail	↓						tond	↓		
maladie d'alcoolique	↓	oui comme avant vestige	↓			situé à l'étude commandements	↓			désert minéral loquement de canari	→		bousculades
								trouver une place déchiffrerait	→				
éparpillera	→							éteintes laissées en héritage	→			sans effets consigner	→
ouie	↓			zélée versant ensoleillé	→								
coordination peine d'argent	→		voie urbaine	→						devient téméraire	→		
			relatées	↓						ondée	↓		
						à moitié gâteux	→			platine à l'amphi cambrures	→		restaurant rapide
						embellie	↓						
objet à jeter à la mer	↓	canailles	→										
		trésorier	↓										
						bouleversé exaspérée	→						coincée
long discours partie du monde	→							montré sa joie dans ce pays	→			article contracté jour de cadeaux	→
				domicile	→								
				sillons	↓								
	jardin fermé beignets de morue	→						cobalt du chimiste halo pour initiés	→			accord étranger arrivé à terme	→
brisai	↓												pointe de rocher
						pratique	→					recueil de bêtises	↓
symbole du curie très frisée	→		aussi	→				esquille	→				
			lettre de matheux	↓				plis du passé	↓				
						brutale affluence	→					tragédie nipponne	→
réduiras la voile	→									la pente à l'ombre	→		

Solution

Sudoku n°2509

4	9	3	2	6	7	8	1	5
2	7	8	9	5	1	4	3	6
5	1	6	8	3	4	2	9	7
7	3	4	1	9	2	6	5	8
8	1	2	5	4	3	7	9	6
5	6	9	7	8	3	1	2	4
3	4	1	6	7	9	5	8	2
6	2	5	3	1	8	7	4	9
9	8	7	4	2	5	3	6	1

7	5	8	1	3	9	6	2	4	3	5	8
4	1	2	7	5	6	9	3	8	1	7	5
4	1	6	9	4	8	2	1	7	5	2	9
3	1	3	6	5	9	3	1	8	7	5	4
5	9	7	2	1	8	9	7	2	8	9	6
2	7	5	3	6	4	8	9	1	3	4	6
9	4	1	8	2	5	7	6	3	9	7	1
6	8	3	9	7	1	4	5	2	6	4	8

Mots Croisés n°2509

8	5	7	1	4	9	2	6	3
2	9	3	6	8	5	7	1	4
4	6	1	3	7	2	8	5	9
6	4	5	2	3	1	9	8	7
9	7	2	4	5	8	6	3	1
1	3	8	7	9	6	5	4	2
7	1	9	5	6	3	4	2	8
6	2	5	3	1	8	7	4	9
9	8	7	4	2	5	3	6	1

Grille géante n°1209

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1	T	R	O	P	I	C	A	L	I	S	E	R
2	R	E	C	U	L	A	D	E	T	U	A	
3	E	G	R	I	L	L	A	R	D	E		D
4	S		E	T	E		M	O	U	L	E	E
5	O	P	U	S			M	I	T	R	E	S
6	R	A	S		T	A	S	S	E		C	R
7	E	L	E	G	A	N	T		E	C	H	O
8	R	U	S	E	R	I	E	Z		R	E	M
9	I	D		N	I	E		O	U	I	R	A
10	E	S	P	E	R	E	R	O	N	S		N

JM ORAN-2022

La majorité des infrastructures réhabilitées par la DJS sont fonctionnelles

LA QUASI-TOTALITÉ DES INSTALLATIONS SPORTIVES RELEVANT DE LA DIRECTION DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS D'ORAN (DJS) CONCERNÉES PAR LA PROCHAINE ÉDITION DES JEUX MÉDITERRANÉENS (JM) SONT FONCTIONNELLES APRÈS AVOIR SUBI D'IMPORTANTS TRAVAUX DE RÉHABILITATION, A-T-ON APPRIS LUNDI DE CETTE DIRECTION.

«Hormis le champ de tir, situé dans la commune de Bir El Djir et qui devra être réceptionné à la mi-avril prochain, tous les autres équipements sportifs concernés par les JM sont fonctionnels après avoir bénéficié de plusieurs opérations de mise à niveau», a déclaré à l'APS le premier responsable de la DJS d'Oran, Yacine Siyefi. Parmi ces infrastructures sportives, le DJS a cité l'institut de la formation supérieure des cadres du sport à Ain Turk qui comprend plusieurs équipements ayant tous fait l'objet de travaux de réhabilitation.

«Désormais, toutes les installations sportives de cet institut sont fonctionnelles, y compris la nouvelle salle omnisports qui va accueillir, lors des JM, les entraînements des athlètes spécialisés dans les sports de combat», a fait savoir Yacine Siyefi. Outre la réalisation de cette salle, le terrain de football, la piste d'athlétisme, les terrains de tennis, ainsi que le dortoir ont fait peau neuve dans le cadre des préparatifs du rendez-vous méditerranéen. Pas loin de cet institut, les travaux de réhabilitation de la salle omnisports d'Ain El Turk tirent aussi à leur fin, selon le DJS d'Oran, qui a annoncé au passage la réception d'autres salles du même genre du côté de Sidi El Bachir (Bir El Djir), Gdyl et Oued Tlelat. Dans la commune d'Es-Senia, le centre équestre «Antar-Ibnou Cheddad» a, lui, aussi fait l'objet de travaux de modernisation. Il vient d'ailleurs d'accueillir le championnat d'Afrique des nations de saut en obstacles dédié aux catégories des cadets et des juniors.



«Ce fut une occasion pour nous de tester cet équipement à tous les niveaux pour éventuellement apporter les retouches nécessaires si le besoin se ferait sentir. D'ailleurs, cette compétition a permis aux responsables des fédérations africaines et internationales de nous transmettre certaines remarques que nous allons prendre en considération avant la réception finale de cette infrastructure», a-t-il précisé. Concernant la piscine olympique sis au quartier «M'dida J'dida», et dont les travaux de réaménagement ont accusé un retard sensible, M. Siyefi a assuré qu'elle est sur le point d'être réceptionnée. «Je peux dire que la piscine olympique est dans un état fonctionnel, après avoir rempli le bassin et

achevé toutes les autres opérations inscrites dans le programme de sa mise à niveau. Il ne reste que la pose de la chaudière, une opération qui ne devrait pas prendre du temps», a-t-il promis. Les prochains JM, prévus du 25 juin au 6 juillet 2022, ont été également une occasion pour réhabiliter d'autres anciens équipements sportifs relevant de la DJS, tels que le palais des sports, entré en service depuis déjà quelques mois, le Club de Tennis du quartier «Essalem» (ex-Saint-Hubert) et le stade d'athlétisme du quartier «des Castors». S'agissant de ce dernier équipement, le DJS d'Oran a fait savoir que les travaux sont entrés dans leur dernière phase avec la pose d'une deuxième couche de la piste d'athlétisme. «Il sera question prochainement de prendre en charge la pelouse de ce stade vu qu'il devrait être utilisée comme base d'entraînement des sélections participantes au championnat d'Afrique des joueurs locaux de football, ainsi que la coupe d'Afrique des moins de 17 ans, programmés en janvier et avril 2023 respectivement», a-t-il encore informé.

TENNIS - TOURNOI PROFESSIONNEL D'ANTALYA (QUALIFICATIONS) L'Algérien Mohamed Ali Abibsi passe au troisième tour



Le tennisman algérien Mohamed Ali Abibsi est passé lundi au troisième tour du tableau des qualifications d'un tournoi professionnel masculin actuellement en cours à Antalya (Turquie), après sa victoire contre la tête de série N 3, l'Américain Scott Fletcher (2-1). Le jeune algérien avait commencé par remporter le premier set (6-3), avant de concéder le deuxième sur le même score, et se rattraper finalement dans le jeu décisif (10-6). Au premier tour, Abibsi avait sorti l'Australien Jacob Bradshaw (2-6, 6-4, 10-8) et il attend les résultats du tirage au sort, pour connaître son adversaire au troisième et dernier tour, qui en cas de victoire lui permettra d'accéder au tableau final. De

son côté, Samir Hamza Reguig, le deuxième algérien engagé dans ce tournoi est toujours en attente de faire son entrée en lice au deuxième tour du tableau des qualifications, où il sera confronté au Slovaque Radovan Michalik. Au premier tour, disputé un peu plus tôt dans la matinée, Reguig, classé tête de série N 16 de ce tableau des qualifications, avait dominé Xavier Laurence, des Barbades (6-0, 7-5). Dotée d'un prize-money de 15,000 USD, la compétition se déroule sur terre battue, et elle a drainé la participation de certains joueurs relativement bien classés chez les professionnels de l'ATP, notamment, le Tchèque Michael Vrbensky (393e).

ARTS MARTIAUX - KEMPO U21 (CHAMPIONNAT D'ALGÉRIE) Mascara abrite la compétition seniors dames et messieurs



Le championnat d'Algérie de Kempo en catégories des moins de 21 ans et seniors (dames et messieurs), aura lieu jeudi et vendredi prochains à la salle omnisports «Sidi Said» de Mascara, a-t-on appris lundi auprès des organisateurs. Cette manifestation sportive de deux jours, organisée par la Fédération algérienne de Kempo en collaboration avec le club amateur de la sûreté de wilaya de Mascara et la direction de la jeunesse et des sports, verra la participation de plus de 240 athlètes des catégories des moins de 21 ans et seniors de 21 ans à 38 ans dames et messieurs, représentant 20 wilayas du pays.

La première journée de cette compétition sera consacrée aux éliminatoires dans les spécialités, Kata individuel et par équipes et self-défense individuel et mixte et les combats en semi-kempo et Knockdown dans différentes catégories de poids. Ce rendez-vous national de sport de combat sera clôturé vendredi avec le déroulement des finales dans les différentes spécialités dames et messieurs.

HANDBALL - ÉQUIPE NATIONALE (U21)

Hadj Hamdri nouveau sélectionneur (FAHB)

Le technicien Abderrahmane Hadj Hamdri est devenu le nouveau sélectionneur de l'équipe nationale de handball des moins de 21 ans (U21), a annoncé la Fédération algérienne (FAHB) sur sa page officielle Facebook. Ancien entraîneur national de la sélection des U17, Hadj Hamdri dirigera son premier stage à partir du 26 mars jusqu'au 31 du même mois, au centre de préparation des équipes nationales à Souidania, précise la même source.

Au cours d'une réunion ayant regroupé le nouveau coach des U21 et la Direction technique nationale (DTN), il y a eu «une discussion sur le programme de préparation en vue du championnat d'Afrique prévu du 18 au 28 août au Rwanda», souligne l'instance fédérale.

La FAHB a rapporté dans son communiqué le contenu d'une réunion entre la DTN et les différents entraîneurs des équipes nationales des U18 (filles) et U19 (garçons). Le staff technique des U18 (filles), composé de Nadia Benzine et Yamna Kouadri, a présenté un rapport technique sur la participation algérienne au championnat d'Afrique disputé à Conakry (Guinée) du 19 février au 4 mars, soldée par une qualification au championnat du monde 2022 en Géorgie (3-14 août).

Il a été décidé d'une mise en place d'un programme de préparation pour les Mondiaux, avec d'abord un stage du 30 mars au 5 avril à Alger. Concernant la sélection des U19 garçons, la DTN a reçu un rapport de l'entraîneur national Mohamed Belghit et de son adjoint Mohamed Oulmane «sur la supervision du tournoi du tournoi U19 à Annaba en hommage à Chahreddine Chahlef». Au programme des U19, un stage à Souidania du 26 au 31 mars, entrant dans le cadre du programme de préparation en vue du championnat d'Afrique de la catégorie, prévu du 28 août au 7 septembre au Rwanda.

TENNIS - TOURNOI ITF DE MONASTIR (TABLEAU FINAL)

L'Algérienne Ines Ibbou sortie dès le 1er tour

La tennisswoman algérienne Ines Ibbou a été éliminée au premier tour du tableau final d'un tournoi professionnel féminin, dimanche soir à Monastir (Tunisie), après sa défaite en deux sets contre la jeune italienne

Samira De Stefano. Bien que classée tête de série N 7 de ce tournoi à 15,000 USD, l'Algérienne de 23 ans n'a pas résisté, en effet, à la fougue de De Stefano (17 ans), ayant finalement réussi à l'emporter (6-4, 6-4).

Connue pour être beaucoup plus à l'aise sur terre battue, Ibbou a été mise en difficulté dès l'entame de ce tournoi, organisé sur surface rapide, et son élimination précoce en est la parfaite illustration. La com-

pétition a drainé la participation de certaines joueuses relativement bien classées chez les professionnelles de la WTA, notamment la Japonaise Sakura Hosogi, classée tête de série N 1.



JM ORAN-2022 un parquet "très moderne" pour la salle omnisports d'Arzew (DJS)

La salle omnisports d'Arzew (Est d'Oran), qui fait l'objet d'importants travaux de réaménagement en prévision de la prochaine édition des Jeux méditerranéens (JM) l'été à venir, a été doté d'un parquet "très moderne", a appris l'APS mardi de la direction locale de la jeunesse et des sports (DJS).

Il s'agit d'un parquet de marque "gerflor" de 9 mm, soit le même sur lequel s'étaient joués les rencontres du dernier championnat d'Europe de handball, en janvier précédent, abrité par la Hongrie et la Slovaquie, a fait savoir le premier responsable de la DJS, Yacine Siefi.

Fermée depuis près de deux années, la salle omnisports d'Arzew ne devrait pas tarder à rouvrir ses portes pour accueillir une partie des épreuves de la petite balle lors des JM prévus du 25 juin au 6 juillet.

Les chantiers ouverts pour la circonstance ont été scindés sur deux parties, et confiés à la DJS d'Oran ainsi qu'à l'APC d'Arzew, a précisé Yacine Siefi.



"La DJS a été chargée du volet technique, dont le revêtement du sol par un nouveau parquet.

Celui-ci est d'une excellente qualité qui permet aux sportifs d'y évoluer dans d'excellentes conditions", a-t-il assuré.

S'agissant du deuxième volet et qui a trait aux travaux de réhabilitation des différents équipements de la salle, le même responsable a informé que ceux-ci sont attribués à l'APC d'Arzew, qui vient de bénéficier d'une enveloppe financière supplémentaire de la part de la wilaya pour les achever dans les meilleurs délais.

La salle omnisports d'Arzew, d'une capacité d'accueil de 3.000

places, devait, en plus du Palais des sports "Hammou-Boutellil" d'Oran, accueillir les rencontres du championnat arabe des clubs vainqueurs de coupes initialement prévu en début du mois de mars en cours avant qu'il ne soit reporté à une date ultérieure.

C'est surtout le club local, l'ES Arzew, qui évolue dans le championnat d'Excellence (Messieurs), qui sera le principal bénéficiaire de la réouverture prochaine de la salle omnisports de la ville, vu qu'il a été contraint d'effectuer ses entraînements et accueillir ses adversaires loin de son "jardin préféré".

Cela s'est, du reste, répercuté sur son parcours depuis la fer-

meture de sa salle, puisque l'ESA trouve toujours des difficultés pour assurer son maintien parmi

l'élite, comme déploré par le président de cette formation, Amine Benmoussa, dans de pré-

EQUITATION Concours national d'endurance jeudi prochain à Blida

Un concours national d'endurance aura lieu jeudi prochain au centre équestre du club "Hacienda" de Beni Tamou, dans la wilaya de Blida, a-t-on appris mardi auprès de la Fédération équestre algérienne (FEA).

Cette compétition de sports équestres, organisée par le club équestre "Hacienda" de Blida en collaboration avec la FEA, verra la participation d'une quarantaine de chevaux et cavaliers, issus d'une dizaine de clubs équestres du pays.

Le programme de ce concours national comporte trois courses, sur des distances de 40, 60 et 80 kilomètres, destinées aux chevaux de 4 et 5 ans et plus et cavaliers âgés de 14 ans et plus. Une visite vétérinaire est programmée la veille de la compétition.

JEUX ISLAMIQUES- KONYA -2022 "La réunion des Chefs de mission très fructueuse"

Les Chefs de mission des délégations sportives des Comités Nationaux Olympiques (CNO), membres de la Fédération sportive de la Solidarité Islamique (ISSF) participant aux 5es Jeux de la solidarité islamique de Konya-2022 en Turquie (9-18 août), dont l'Algérie ont exprimé leur satisfaction à l'issue de la première réunion tenue en début de semaine, sous la direction de la commission de supervision et de coordination de l'ISSF et du comité d'organisation des Jeux, a indiqué à l'APS, le membre du Comité olympique et sportif algérien (COA), Yacine Gouri.

La réunion a discuté de tous les détails concernant les Jeux de Konya.

L'ordre du jour de la réunion a porté sur plusieurs points (système de demande de visa – système d'accréditation – hébergement – protocoles, invités et VIP – transport des médias accompagnateurs – protocoles et services médicaux et contrôle antidopage – arrivées et départs – date limite d'inscription nominative et processus d'inscription – médias et télédiffusion – services logistiques – assurance pour les matériels interdits ou restreints et autres installations – protection des marques – système de billetterie).

Les membres de la réunion ont également salué les efforts déployés par la commission de supervision et de coordination de l'ISSF, le comité d'organisation des Jeux et tous les autres

comités de travail, ainsi que les réponses à toutes les questions et demandes soulevées par les chefs de délégations.

"Je ne peux qu'être satisfait de ce que j'ai vu, comme la présentation de la 5e édition des Jeux Islamiques, prévus dans la ville de Konya, qui semble déjà prête à abriter l'événement sur tous les plans", a déclaré à l'APS, le chef de mission de la délégation sportive algérienne Yacine Gouri.

Ce premier rendez-vous a regroupé les représentants de 58 pays, devant prendre part à cette manifestation, considérée, comme le 2e plus important rendez-vous sportif, après les Jeux olympiques, par le nombre de participants attendus (athlètes, officiels, ...etc) qui s'élève à 6000 personnes pour une dizaine de disciplines sportives.

"Sur place, on a eu le privilège de visiter les différents sites retenus pour les Jeux, les infrastructures sportives et sites d'hébergement, les différents moyens de déplacement, entre autres.

On a eu l'opportunité de relever quelques points qu'on a jugé important, et des réponses convaincantes ont été données à nos doléances", a indiqué Gouri qui est également président de la Fédération algérienne de karaté (FAK).

"Après mon retour, j'ai réuni les directeurs techniques nationaux de nos fédérations sportives pour les informer des dernières directives émanant des organisateurs et les mettre à la page",

a-t-il souligné. Une seconde réunion est prévue en juin prochain à l'occasion d'une autre visite des Chefs de mission qui leur permettra de voir de visu, si leurs doléances faites lors de la 1re réunion ont été prises en charge, alors que la 3e et dernière est prévue quelques jours avant l'événement.

La 5ème édition des Jeux de la solidarité islamique était prévue en septembre 2021, mais a dû être reportée au mois d'août 2022 en raison de la situation sanitaire mondiale caractérisée par la propagation de la pandémie du Coronavirus (COVID-19).

La décision de report est intervenue après une réunion du Conseil exécutif de la Fédération sportive de la solidarité islamique (ISSF), présidée par le prince Abdelaziz Ben Turki Al-Faisal et des membres du comité d'organisation des Jeux islamiques Konya-2021, présidé par le ministre turc de la Jeunesse et des Sports, Mehmet Kasapoglu.

Les Jeux de la solidarité islamique sont un événement sportif multinational organisé par la Fédération sportive de la solidarité islamique (créée le 6 mai 1985 à Riyad) sous l'égide de l'Organisation de la coopération islamique.

Les premières éditions se sont tenues à La Mecque en 2005 et à Palembang en 2013. La dernière édition s'est tenue à Bakou du 12 au 22 mai 2017. Les Jeux de 2025 auront lieu au Cameroun.

APS

JM2022 Des diplômes d'Etat seront délivrés aux volontaires stadiers après trois sessions de formation

Les participants aux trois sessions de formation des volontaires stadiers (agents d'encadrement des stades), qui prendront fin peu avant le coup d'envoi de la 19e édition des jeux méditerranéens (JM) prévue l'été prochain à Oran, bénéficieront d'un diplôme d'Etat, a-t-on appris des organisateurs.

"Ces diplômés d'Etat permettront aux stagiaires, une fois avoir pris part à trois sessions de formation programmées pour la circonstance, de postuler à l'organisation des différentes manifestations sportives aussi bien sur le plan national qu'international", a indiqué à l'APS le responsable de la commission de volontariat et de formation relevant du comité d'organisation des JM, Seddiki Aoussine.

"Il s'agit du premier diplôme du genre qui sera délivré en Algérie, une fois les stagiaires concernés ayant achevé leurs cours théoriques et pratiques dispensés par des professeurs des instituts de sport et des représentants des corps de sécurité.

C'est un véritable acquis pour le secteur de la jeunesse et des sports", a-t-il ajouté.

Organisées sous l'égide de la commission nationale de la sécurité des JM, la première des trois sessions de formation programmées pour la circonstance a été effectuée en janvier dernier pour une durée de deux semaines. Elle a concerné six régions du pays. Quant à la deuxième, elle a commencé dimanche passé et s'étale sur cinq jours. En tout et pour tout, 580 stagiaires (filles et garçons) prennent part à ces trois sessions de formation à raison de 10 représentants de chacune des 58 wilayas du pays.

Ils seront regroupés à Oran lors de la troisième et dernière session, souligne-t-on.

"Lors des JM, les stadiers volontaires seront chargés de sécuriser les compétitions sportives en étroite collaboration avec des services chargés de fouille, de contrôle, d'information et de sécurité des infrastructures.

Ils participeront également aux opérations d'intervention en cas de nécessité, et aussi donner les premiers secours avant l'arrivée des éléments de la protection civile", a encore expliqué M. Aoussine.

LIGUE 1 (23E JOURNÉE) Le MCA toujours dauphin, la JSS rate le coche à Béchar

Le MC Alger, auteur d'un match nul en déplacement dans le derby face au Paradou AC (1-1), a préservé sa position de dauphin, à l'occasion de la 23e journée du championnat de Ligue 1 de football, clôturée lundi et marquée également par le faux pas à domicile de la JS Saoura.

L'actuel meilleur buteur du championnat et capitaine du "Doyen" Samy Frioui a signé son 15e but de la saison sur penalty (76e), répondant à l'ouverture du score des "Académiciens" de Bouzok (55e).

En dépit de ce point décroché en déplacement, le MCA enchaîne un troisième match de suite sans victoire, et devra impérativement relever la tête si il veut terminer sur le podium.

De son côté, le PAC enregistre un coup d'arrêt après deux succès de rang.

Au stade du 20-août 1955 de Béchar, la JS Saoura a raté une belle occasion de s'emparer de la position de dauphin, en se faisant accrocher en fin de match par l'ASO Chlef (2-2), alors qu'elle menait au score jusqu'à la 81e minute de jeu.

Alors que la JSS croyait faire l'essentiel en menant grâce à deux réalisations signées le défenseur chélifien Zahzouh (10e), qui a trompé son propre gardien et la nouvelle recrue hivernale Adrar (60e), les Chélifiens sont revenus de loin en fin de match en marquant par Souibaâh (81e) et Lit (89e).

L'USB chute pour la deuxième fois de la saison à la maison

Au sud du pays, la JS Kabylie a confirmé sa forme olympienne en s'imposant sur le terrain de l'US Biskra (1-0), grâce à un nouveau but de l'attaquant burkinabé Mohamed Lamine Ouattara (16e), arrivé durant le mercato hivernal.

Si la JSK enchaîne un sixième match sans défaite et se positionne d'ores et déjà pour une place sur le podium, l'USB est en train de marquer le pas en concédant un troisième revers de suite.

Le meilleur buteur de l'USB Hicham Mokhtar a raté un penalty, exécuté en deux fois (28e).

Ce match a été marqué par l'expulsion de l'entraîneur tunisien de la JSK Ammar Souayah en première période.

Il s'agit de la deuxième défaite concédée par l'USB à domicile,



après celle face au CR Belouizdad (0-1) en phase aller.

Dans les autres principales rencontres de la 23e journée, le CR Belouizdad a fait un pas supplémentaire vers le titre en s'imposant dans le derby face au NA Hussein-Dey (5-3), grâce notamment à un triplé de Karim Aribi.

Un succès qui permet au Chabab de porter à sept longueurs l'écart avec son poursuivant direct le MCA, avec deux matchs en plus à disputer.

L'ES Sétif a essuyé une surprenante défaite à domicile face au NC Magra (0-2).

Il s'agit du deuxième revers de rang pour l'Entente qui fait plisser le club à la 8e place au classement.

Rien ne va plus à l'USM Alger, qui a enchaîné un cinquième match sans victoire, en se faisant accrocher dans son antre d'Omar-Hamadi (ex-Bologhine) par le HB Chelghoum-Laid (1-1).

En revanche, le CS Constantine, a confirmé son redressement sous la houlette du nouvel entraîneur Kheireddine Madoui, en écrasant à la maison, l'un des relégables le RC Relizane (4-0).

La 24e journée se jouera jeudi et vendredi, et sera tronquée de trois rencontres : CR Belouizdad-RC Arbaâ, MC Oran-JS Saoura, et WA Tlemcen-ES Sétif.

Résultats complets et classement

Résultats complets et classement à l'issue des rencontres décalées de la 23e journée du championnat de Ligue 1 de football, disputées lundi :

US Biskra - JS Kabylie	0-1
JS Saoura - ASO Chlef	2-2
Paradou AC - MC Alger	1-1

Déjà joués :

Olympique Médéa - WA Tlemcen	1-0
ES Sétif - NC Magra	0-2
RC Arbaâ - MC Oran	1-1
CS Constantine - RC Relizane	4-0
USM Alger - HB Chelghoum-Laid	1-1
NA Hussein-Dey - CR Belouizdad	3-5

Classement :

	Pts	J
1). CR Belouizdad	48	21
2). MC Alger	41	23
3). JS Saoura	40	21
→). Paradou AC	40	23
5). JS Kabylie	39	22
6). USM Alger	37	23
→). CS Constantine	37	23
8). ES Sétif	34	21
9). US Biskra	33	23
10). ASO Chlef	31	23
11). NC Magra	29	23
12). RC Arbaâ	27	23
13). HB Chelghoum-Laid	24	22
→). MC Oran	24	22
15). O. Médéa	20	22
16). NA Hussein-Dey	18	23
17). RC Relizane	16	23
18). WA Tlemcen	10	23.

MAROC Vague d'indignation après un match de football entre l'équipe de Safi et une équipe sioniste

Plusieurs personnalités et défenseurs des droits de l'Homme au Maroc continuaient à dénoncer, lundi, la tenue d'un match de football entre d'anciens joueurs de l'équipe de Safi et une équipe de l'entité sioniste, sous le signe de la normalisation, mettant en garde les autorités marocaines contre "ce genre de pratiques tout aussi honteuses qu'indignes".

Publiant un post sur sa page Facebook, le secrétaire général de l'Observatoire marocain contre la normalisation, Aziz Hanaoui, a qualifié l'initiative des organisateurs de cette rencontre "de tromperie digne des trafiquants de drogue et de la contrebande".

"La façon avec laquelle a été organisé le match de football entre des anciens joueurs de Safi et l'équipe de l'entité sioniste est digne des trafiquants de drogue et de la contrebande", s'est-il indigné, soulignant qu'"il est honteux d'inviter d'anciens joueurs pour disputer a priori un match avec leurs homologues

de l'équipe de Casablanca, issus de pays arabes et européens, et les forcer ensuite à jouer contre une équipe sioniste". "Ceux qui ont recouru à cette astuce sont doublement traîtres. Outre le fait qu'ils ont menti aux joueurs, ils ont aussi impliqué des personnes honnêtes qui n'ont rien à voir avec l'entité sioniste, qui depuis toujours constitue un ennemi juré pour le peuple marocain", a ajouté M. Hanaoui, soulignant que "la position des joueurs de l'équipe de Safi ne diffère pas de celle du peuple marocain, historiquement aux côtés des Palestiniens". Il est à rappeler qu'Aziz Hanaoui avait sévèrement critiqué, il y a quelques jours de cela, le silence des autorités marocaines face au hissage des drapeaux américain et sioniste à l'occasion de la tenue du premier Forum des médias, de la presse et de la société civile, dans la ville de Fès, "face à un tsunami de normalisation qui ne dit pas son nom".

LIGUE 1 Le WA Tlemcen abdique à son triste sort après sa 17^e défaite de la saison

Les affaires du WA Tlemcen se sont compliquées dans la course au maintien après sa 17^e défaite de la saison concédée sur le terrain de l'O Médéa (1-0), dans le cadre de la 23e journée de la Ligue 1 de football qui sera clôturée ce lundi.

Cet énième échec a diminué sensiblement les chances des "Zianides" de revenir dans la bataille du maintien, vu que l'écart les séparant du 14^e et premier potentiel non relégable, en l'occurrence, le MC Oran, a été porté à 14 unités.

Du coup, et de l'avis même du directeur sportif du club de l'Ouest du pays, Mohamed Djalti, l'équipe doit se tourner d'ores et déjà vers la saison prochaine, dans l'espoir de former un groupe compétitif capable de revenir vite parmi l'élite.

"Les dés semblent déjà jetés, surtout après notre dernière défaite à Médéa face à un adversaire concerné lui aussi par la course au maintien.

Il faudra reconnaître que nos chances de rester en Ligue 1 sont devenues très minimes, d'où la nécessité de penser, d'ores et déjà, à l'exercice à venir pour tenter de retrouver vite notre place parmi l'élite", a-t-il déclaré à l'APS.

Il faut dire que les statistiques ne plaident nullement en faveur du WAT qui n'a pas retenu la leçon de la saison passée quand il avait attendu la dernière journée pour éviter la descente, grâce à la victoire de la JS Saoura sur son concurrent direct dans la course au maintien, à savoir, l'AS Ain M'lila. En 23 matchs, les "Bleu et Blanc" n'ont goûté à la victoire qu'à deux reprises, contre 4 nuls et 17 défaites, totalisant ainsi seulement dix points. Leur ligne d'attaque est la plus faible du championnat avec 9 buts marqués, alors que leur défense est la plus perméable aussi en encaissant jusque-là 41 buts.

Tout cela fait que les protégés de Sid Ahmed Slimani, troisième coach à diriger le WAT cette saison après Kamel Bouhellal et Meziane Ighil, abdiquent déjà à leur triste sort.

Du côté de la direction du club, l'on évoque à chaque fois les problèmes financiers pour justifier le parcours décevant de leur formation depuis son retour en Ligue 1, à l'issue de l'exercice 2019-2020, et ce, après sept années passées dans les divisions inférieures. Confrontée aussi à des dettes énormes au niveau de la Chambre nationale de règlement des litiges (CNRL), la direction du WAT sera à nouveau interdite de recrutement l'été prochain si elle ne venait pas à apurer ses dettes.

Un premier obstacle qui se profile déjà à l'horizon, estime-t-on dans les milieux du "Widad" qui sera soumis au repos le week-end prochain après le report de son match contre l'ES Sétif dans le cadre de la 24e journée, en raison des engagements africains de l'adversaire.

ITALIE Roberto Mancini se voit rester à la tête de la Nazionale

Le sélectionneur de l'Italie, Roberto Mancini a clairement laissé paraître lundi son envie de rester en poste, malgré le fiasco de la non-qualification au Mondial de 2022 au Qatar.

"Nous avons parlé avec le président de la Fédération et je pense que nous sommes alignés sur pratiquement tout. On en reparlera dans les prochains jours... Pensons d'abord au match amical contre la Turquie (ndlr, mardi), ensuite on raisonnera sur tout, et on verra quelles sont les choses à améliorer", a-t-il souligné lors d'une conférence de presse en ligne.

Après le fiasco de la semaine dernière, le président de la Fédération Gabriele Gravina comme le capitaine de la Nazionale Giorgio Chiellini avaient plaidé pour que Mancini, qui a mené l'Italie au titre de championne d'Europe l'été dernier, poursuive sa mission, entamée il y a quatre ans, et qui doit se poursuivre jusqu'en 2026. "Il faut repartir, commencer à penser de façon différente", a estimé Mancini, se projetant déjà à plusieurs reprises sur la nécessaire reconstruction de la Nazionale, écartée jeudi par la modeste Macédoine du nord (1-0). Tout en remerciant le soutien de ce ux qui souhaitent le voir rester, Mancini a indiqué que cela lui "fait vraiment plaisir que le travail accompli depuis quatre ans soit apprécié. Il n'y a pas que la victoire à l'Euro, mais il y a aussi toute une série de matchs sans défaite." A ses côtés, le vice-capitaine azzurro Leonardo Bonucci a assuré que "continuer avec le sélectionneur est seulement dans la logique pour nous".

"Ce que nous a apporté le sélectionneur depuis plus de trois ans, c'est quelque chose d'unique. Il s'est créé une ambiance entre les joueurs, l'encadrement et les dirigeants comme cela c'était rarement vu à Coverciano (centre technique de l'Italie). Il nous a permis d'atteindre de grands objectifs", a ajouté le défenseur de la Juventus. Bonucci, 34 ans, en a profité pour confirmer qu'il souhaitait continuer sa carrière internationale pour être "un guide" pour les plus jeunes. Il devrait devenir le nouveau capitaine après la probable retraite internationale de Giorgio Chiellini, 37 ans.

Bonucci en a profité pour s'excuser pour l'état dans lequel les joueurs italiens avaient laissé le vestiaire du stade de Palerme jeudi soir après leur élimination. Des photos avaient montré le vestiaire jonché de détritus en tous genres. "C'était un moment de grande déception et nous n'avons pas fait attention à ces détails qui font la différence, on demande pardon pour l'erreur", a-t-il souligné.

APS

CHELSEA : Des nouvelles de Roman Abramovich, empoisonné à Kiev

Plus de peur que de mal, Roman Abramovich avait été victime d'une tentative d'empoisonnement, à Kiev, début mars, et ce alors que le futur ex-proprétaire de Chelsea faisait partie d'une délégation russo-ukrainienne ayant entamé des pourparlers entre les deux camps, dans le contexte de la guerre en Ukraine. Sky Sports assure une bonne fois pour toute que l'oligarque russe va bien à l'heure actuelle, et que sa vie n'est pas menacée après cet incident, venant confirmer les informations positives circulant à ce sujet. Cet incident n'aurait ainsi pas eu pour but de tuer les personnes ciblées, mais de les effrayer, alors que le dosage utilisé était vraisemblablement insuffisant pour avoir des conséquences mortelles.



Le Real Madrid avance pour remplacer Marcelo

Sujet moins reluisant que les potentielles signatures de Kylian Mbappé, Erling Haaland et Aurélien Tchouaméni, trouver un remplaçant à Ferland Mendy sera important en vue de la saison prochaine. En effet, Marcelo arrive en fin de contrat cet été et ne sera pas prolongé (sauf retournement de situation) et David Alaba ainsi que Nacho Fernandez peuvent dépanner, mais se prédestinent à évoluer en défense centrale. Le Real Madrid pourrait recruter et un joueur plaît particulièrement aux Merengues. Ainsi, Fran Garcia (22 ans), qui évolue au Rayo Vallecano (31 matches, 1 but et 1 offrande cette saison) serait dans le viseur de la Casa Blanca.

Formé au club et vendu contre 2 millions d'euros l'été dernier, il pourrait revenir par la grande porte. Gardant la moitié des droits du joueur, le Real Madrid pourrait être tenté de le récupérer selon Mundo Deportivo. La seconde option évoquée est celle qui mène à Miguel Gutiérrez. Considéré comme un grand espoir au sein du club de la capitale espagnole, le joueur de 20 ans n'a pourtant disputé que 4 matches avec Carlo Ancelotti sur le banc, mais il régale avec la Castilla en troisième division (2 buts et 8 offrandes en 15 matches).

ITALIE

Leonardo Bonucci ne veut pas s'arrêter

Battue par la Macédoine du Nord (1-0) vendredi dernier, l'Italie manquera la Coupe du monde 2022. Une deuxième édition de rang ratée par la Squadra Azzurra, qui avait déjà loupé le coche lors du Mondial 2018. Faisant partie des anciens de l'équipe, Leonardo Bonucci (34 ans) a réfuté la possibilité de prendre sa retraite à la suite de cet échec.

«Je ne sais pas ce que Giorgio (Chiellini ndr) fera, de ma part il y a un désir de continuer afin d'être un exemple et un guide pour les nombreux jeunes qui portent ce maillot. Les 48 heures après l'élimination ont été vraiment dures, un groupe qui avait fait de l'enthousiasme sa force s'est retrouvé sans voix et en silence dans des situations d'union et de groupe, du déjeuner aux vestiaires» a-t-il expliqué. Le traumatisme est de nouveau profond pour une équipe d'Italie qui a pourtant soulevé l'Euro 2020 il y a moins d'un an.



Laurent Blanc sur la short-list de Galatasaray

Libre de tout contrat depuis son départ d'Al-Rayyan, au Qatar, Laurent Blanc conserve une belle cote sur le marché. Si l'Olympique Lyonnais a gardé son nom dans un coin de sa tête, un autre candidat a couché son nom sur sa short-list.

Selon les informations de Fotomac en Turquie, le Cevenol fait partie des 5 candidats à la succession de Domènec Torrent sur le banc de touche de Galatasaray, actuellement 15e de Süper Lig. Les noms de Lucien Favre, Fatih Terim, Okan Buruk et Roberto Mancini sont également cités.

BARCELONE

Martin Braithwaite invité à partir

La fin de l'aventure barcelonaise semble chaque jour se rapprocher un peu plus pour Martin Braithwaite. Sport réitère en tout cas l'intention du Barça de se séparer de l'attaquant de 30 ans, sous contrat jusqu'en juin 2024, à l'issue de la saison 2021-2022. Mais depuis son retour de blessure le 20 janvier dernier, après 4 mois passés sur le carreau, Xavi a débarqué sur le banc. Et l'entraîneur catalan ne semble pas du tout compter sur les services de l'ancien du Téfécé, qui n'est pas parvenu à se trouver un nouveau point de chute l'hiver dernier, marqué par les arrivées d'Adama Traoré, Pierre-Emerick Aubameyang et Ferran Torres. Le quotidien ibérique rappelle que la volonté des deux parties reste la même, à savoir permettre à Martin Braithwaite de se relancer dans un autre club. L'international danois, qui aspire évidemment à représenter son pays lors de la Coupe du monde 2022 en fin d'année, ne devrait pas manquer de prétendants. Car même si le n°12 des Blaugranas n'a disputé que 22 minutes depuis l'introduction de Xavi (10 minutes en Liga, 12 en Copa del Rey), ses prestations convaincantes avec le FC Barcelone pourraient bien lui ouvrir plusieurs portes.

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Édité par la SARL
DK NEWS

Directeur général,
responsable de la publication
Abdelmadjid CHERBAL

Directeur de la rédaction
A. CHERBAL

RÉDACTION ADMINISTRATION

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL : 023.38.47.97/023.38.48.00»
FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL : 023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

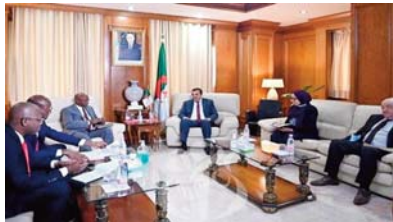
Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

APPO

Arkab : «Le rôle de l'Algérie dans le renforcement de la coopération avec les Etats membres mis en avant»

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkaab, a reçu, mardi à Alger, le Secrétaire général (SG) de l'Organisation Africaine des Pays Producteurs de Pétrole (APPO), Omar Farouk Ibrahim, avec lequel il a évoqué le rôle de l'Algérie dans le renforcement de la coopération énergétique et technologique avec les Etats membres.

Dans une déclaration à la presse, à l'issue de la réunion, M. Arkaab a dit avoir abordé, lors de la rencontre, "le rôle de l'Algérie dans la proposition des réformes que connaît l'APPO, au sein de laquelle elle joue un rôle prépondérant, concernant ses infrastructures et son développement technologique dans le domaine pétrolier". Et de préciser qu'il sera procédé à l'échange d'expériences en matière de technologies, sur des thèmes importants pour le continent ainsi que sur le processus de développement de la production pétrolière, assurant que



l'Algérie "jouera un rôle crucial au sein de l'Organisation pour atteindre avec les Etats africains de plus hauts niveaux en matière d'utilisation des technologies". De son côté, M. Farouk Ibrahim a indiqué que la rencontre avait constitué "une grande opportunité pour

évoquer le volet de la coopération en matière d'investissement énergétique en Afrique, et de passer en revue les efforts déployés en vue d'obtenir le financement nécessaire pour les pays africains et leur permettre de continuer à gérer leurs industries gazières et pétrolières".

L'APPO œuvre au maintien des taux de production de pétrole et de gaz notamment à l'heure où plusieurs pays s'orientent vers la transition énergétique, a souligné le SG de l'Organisation qui a relevé, par la même occasion, l'importance de "sortir de la dépendance aux pays étrangers en matière de technologies, d'expertise et de financement". A noter que M. Farouk Ibrahim s'est rendu, lundi, à l'Institut algérien du pétrole (IAP) à Boumerdes, où il s'est enquis des programmes mis en place par le groupe Sonatrach au sein de cet établissement.

ALGÉRIE-ALLEMAGNE

M. Ziane prend part à la Conférence sur le dialogue de Berlin sur la transition énergétique

Le ministre de la Transition énergétique et des énergies renouvelables, Benattou Ziane, prend part mardi et mercredi aux travaux de la 8^{ème} édition de la Conférence sur le dialogue de Berlin sur la transition énergétique (BETD 2022), a indiqué un communiqué du ministère. "Dans le cadre de la mise œuvre du partenariat énergétique algéro-allemand dans le domaine des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, notamment dans son volet échanges bilatéraux, le ministre de la Transition énergétique et des énergies renouvelables, le Profes-

seur Benattou Ziane, représente l'Algérie en participant à la 8^{ème} édition de la Conférence sur le Dialogue de Berlin sur la transition énergétique 2022 du 29 et 30 mars 2022", a précisé la même source. La conférence se focalisera pour cette 8^{ème} édition, ayant pour thème "La transition énergétique - de l'ambition à l'action", sur les discussions et les échanges portant sur les mesures nécessaires afin d'atteindre les objectifs climatiques ainsi que l'adaptation des nouvelles approches pour faire réussir la transition énergétique, a ajouté le ministère. La conférence sur le

Dialogue de Berlin sur la transition énergétique est un événement annuel de haut niveau, organisé et soutenu par le Gouvernement fédéral allemand avec la Fédération allemande des énergies renouvelables (BEE), l'Association solaire allemande (BSW-Solar), l'Agence allemande de l'énergie (DENA) et Eclareon. Cette conférence regroupe des experts et politiciens de haut niveau, relevant des domaines de l'énergie, de la transition énergétique, de l'industrie de l'environnement et de la recherche scientifique, a-t-on souligné de même source.

ALGÉRIE-LIBAN

Benbouzid s'entretient avec l'ambassadeur du Liban en Algérie

Le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid, a passé en revue avec l'ambassadeur du Liban en Algérie, Mohamed Hassan, les moyens de développer la coopération bilatérale au service des intérêts des deux pays, a indiqué mardi un communiqué du ministère. Lors de la rencontre, les deux parties ont passé en revue "les moyens de renforcer les relations algéro-libanaises", soulignant que leurs gouvernements respectifs étaient "disposés à développer la coopération bilatérale et à promouvoir le partenariat entre les deux pays au service de leurs intérêts mutuels". M. Benbouzid et l'ambassadeur du Liban se sont félicités du niveau des "relations privi-

légées qu'entretiennent les deux pays frères". L'ambassadeur du Liban a saisi l'occasion pour saluer l'aide apportée par l'Algérie au Liban à travers l'envoi de médecins suite à l'incendie du port de Beyrouth en 2020, adressant un "salut fraternel au peuple algérien et aux hautes autorités du pays". L'ambassadeur libanais a également salué le soutien de l'Algérie aux pays frères et amis, soulignant "la convergence des positions entre les deux pays". De son côté, le ministre de la Santé a fait part de "la ferme volonté des hautes autorités du pays de renforcer et de développer la coopération avec les pays frères".

DÉCÈS EN MARTYR DU COMMANDANT PILOTE BEN MEBKHOUT TAHAR Le Président Tebboune présente ses condoléances

Le président de la République M. Abdelmadjid Tebboune a adressé un message de condoléances à la famille du commandant Ben Mebkhout Tahar, décédé en martyr dans le crash survenu lundi soir d'un appareil militaire après son décollage de la base aérienne de Bousfer, relevant de la zone région militaire.

"L'Algérie perd aujourd'hui un

de ses aigles, le martyr commandant pilote Ben Mebkhout Tahar, décédé après le crash de son avion. En cette douloureuse circonstance, je présente mes sincères condoléances à sa famille et à l'ensemble des membres de l'Armée nationale populaire. A Dieu nous appartenons, et à lui nous retournons", a écrit le Président Tebboune sur son compte twitter.

ALGÉRIE-ITALIE

Le ministre de la Justice reçoit une délégation de la Cour de cassation italienne

Le ministre de la Justice, Garde des Sceaux, Abderrachid Tabi a reçu une délégation de la Cour de cassation italienne, présidée par Giovanni Salvi, Procureur général près cette Cour, a indiqué mardi un communiqué du ministère de la Justice. "L'audience qui s'est déroulée lundi au siège du ministère de la Justice, s'inscrit dans le cadre de la visite qu'effectue la délégation italienne à

la Cour suprême, à l'invitation du Procureur général près cette Cour" a précisé le communiqué, ajoutant que cette visite vise à "examiner le cadre stratégique de la coopération entre les deux Parquets généraux des deux pays, notamment en matière d'échange de visites et d'informations autour des questions d'intérêt commun, dont la lutte contre la criminalité".

ALGÉRIE-EUROPE-SAHARA OCCIDENTAL

Une délégation du Parlement européen remercie l'Algérie pour son soutien remarquable à la juste cause sahraouie

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali a reçu, lundi, une délégation du Parlement européen conduite par Andreas Schieder lequel a tenu à remercier l'Algérie pour son "soutien remarquable à la cause juste du peuple sahraoui". MM. Boughali et Schieder "se sont dits étonnés quant au récent dérapage du Royaume d'Espagne tendant vers le déni de cette cause juste", une position ayant suscité "l'indignation des honorables parlementaires en Espagne, voire du peuple espagnol sorti la dénoncer dans plusieurs villes d'Espagne", indique un communiqué de l'APN. Le président de l'APN a remercié de son côté la délégation du Parlement européen pour "sa noble mission consistant à soutenir le peuple sahraoui dans son droit à l'autodétermination et devant la souffrance qui lui est infligée par l'occupation marocaine", ajoute le document.

M. Boughali a considéré les membres de la délégation européenne comme "les meilleurs ambassadeurs pour transmettre l'image réelle des souffrances continues et des injustices infligées au peuple sahraoui", se ulignant à cet égard "la nécessité de

traiter les questions des peuples sur un pied d'égalité et de soutenir tous les peuples, notamment les peuples sahraoui et palestinien". Il a également réitéré, à cette occasion, l'attachement de l'Algérie aux principes et constantes qu'elle adopte, notamment concernant la non-ingérence dans les affaires intérieures des pays, le soutien aux causes justes et le règlement des conflits par des moyens pacifiques". A l'entame de la rencontre, le président de la chambre basse du Parlement avait indiqué que cette visite s'inscrivait dans le cadre du "renforcement des relations entre l'Algérie et le Parlement européen", étant donné que l'Algérie est le principal partenaire de l'Europe, affirmant que l'APN, dans sa neuvième législature, "cherche à développer ces relations à travers les groupes d'amitié, ainsi qu'à travers la commission mixte Algéro-Européenne", ajoute le communiqué. Ensuite, M. Boughali a évoqué la reconstruction des institutions en Algérie, puisqu'elle "est en train d'adapter les lois et de les mettre en conformité avec la nouvelle Constitution", mettant l'accent également sur les accords internationaux qu'elle a conclut, selon le communiqué.

APN

Installation du groupe parlementaire d'amitié "Algérie-Danemark"

Le groupe parlementaire d'amitié "Algérie-Danemark" a été installé, mardi au siège de l'Assemblée populaire nationale (APN) dans le cadre du "renforcement des relations bilatérales et de l'activation de la diplomatie parlementaire", indique un communiqué de l'APN. La cérémonie d'installation s'est déroulée sous la supervision du président de la commission des affaires étrangères, de la coopération et de la communauté, Mohamed Hani, en présence de l'ambassadrice du Royaume du Danemark en Algérie, Vanessa Vega Saenz et d'un représentant du ministère des Affaires étrangères, précise la même

source. Mettant en avant le rôle des groupes parlementaires d'amitié dans "le renforcement des relations parlementaires et le développement de la diplomatie parlementaire", le président de la commission a qualifié l'installation de ce groupe "d'événement important pour la consolidation des relations bilatérales, notamment au niveau parlementaire, étant donné que les relations d'amitié et de coopération entre l'Algérie et le Danemark sont basées sur le respect mutuel et la concertation régulière depuis le début de leurs relations diplomatiques". L'ambassadrice danoise a salué, pour sa part,

le niveau des relations algéro-danoises, mettant en avant "les multiples opportunités à exploiter pour renforcer la coopération dans divers domaines". Evoquant quelques projets danois "réussis" en Algérie, l'ambassadrice a exprimé "sa disposition à faciliter la coopération et le contact entre les parlementaires des deux pays pour définir et examiner les opportunités devant aboutir à la réalisation de projets bénéfiques pour les deux pays". Le représentant du ministère des Affaires étrangères a affirmé que l'installation de ce groupe vient "en concrétisation de la volonté commune des deux pays de pro-

mouvoir le dialogue politique en tant que pas important dans le développement de la coopération bilatérale dans tous les domaines". La présidence de ce groupe parlementaire a été confiée au député Kouira Mehdi qui a évoqué "la profondeur des relations historiques liant l'Algérie et le Danemark depuis la signature du premier traité entre eux en vue de permettre aux navires danois de traverser la Méditerranée". Il a insisté sur la nécessité "de relancer le partenariat entre les deux pays dans divers domaines, vu les capacités de l'Algérie et l'expertise dont jouit le Danemark".